ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

Édition franco-espagnole

Textes législatifs et réglementaires

Le prix du numéro : 0,80 DH. — Numéro des années antérieures : 1,20 DH.

ABONNEMENT	MAROC		ETRANGER		DIRECTION ET ADMINISTRATION Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE Rabat-Chellah Tél. : 250-24 et 250-25 C.C.P. 101-16 à Rabat Prix des annonces : La ligne de 27 lettres : 1,35 DH (Arrêté du 14 juin 1966)
	1 an	6 mois	1 an	6 mois	
Édition complète	46 DH	30 DH	62 DH	35 DH	
Édition partielle	24 DH	15 DH	35 DH	20 DH	

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

Les annonces légales et judiciaires prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ». Les textes doivent parvenir, au plus tard, le vendredi pour être publiés dans le numéro à paraître le mercredi de la semaine suivante.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Banque du Maroc. — Rapport sur l'exercice 1968.

Rapport sur l'exercice 1968 présenté à Sa Majesté le Roi par Son Altesse Moulay Hassan ben El Mehdi, gouverneur de la Banque du Maroc

1162

TEXTES PARTICULIERS

Institution des sous-ordonnateurs.

Arrêté du ministre de l'Agriculture et de la réforme agraire, chargé de la promotion nationale, n° 379-69 du 15 mars 1969 portant nomination de sous-ordonnateurs

1193

Arrêté du ministre d'Etat, chargé du plan et de la formation des cadres n° 446-69 du 27 juin 1969 portant nomination d'un sous-ordonnateur

1193

Arrêté du ministre de l'Agriculture et de la réforme agraire, chargé de la promotion nationale, n° 507-69 du 21 juillet 1969 portant institution de sous-ordonnateurs ...

1194

Hydraulique.

Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 498-69 du 4 août 1969 portant ouverture d'enquête sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'Aouan Mesrubicia, d'un débit continu de 3 l/s, au profil de M. Ghafir Abdelkrim ben Hadj Madli, pour l'irrigation de sa propriété dite « khadraoua », titre foncier n° 30888 U., sise dans le caïdal des Médiouna-Ouled-Ziane, cercle de Chaouin-Nord

1194

Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 561-69 du 2 septembre 1969 portant ouverture d'enquête sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Sebou, d'un débit continu de 2 l/s, au profil de M. M'Rioued Khada ben Driss, pour l'irrigation de sa propriété non immatriculée sise au douar Ouled Ben Talha, fraction Hel Sous, tribu Oudaya, Fès-Banlieue

1194

ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions

1194

AVIS ET COMMUNICATIONS

Indice du coût de la vie à Casablanca (111 articles) — mois d'août 1969 — Base 100 pour la période d'octobre 1958 - septembre 1959

1197

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités

1198

SUMARIO

Páginas

TEXTOS GENERALES

Textos formando código de Inversiones agrícolas.

Dahir n.º 1-69-26 de 10 de yumada I de 1389 (25 de julio de 1969) por el que se extienden las disposiciones del dahir n.º 1-63-288 de 7 de yumada I de 1383 (26 de septiembre de 1963) a las operaciones inmobiliarias a realizar entre personas físicas marroquíes en los perímetros de regadío

1199

Dahir n.º 1-69-27 de 10 de yumada I de 1389 (25 de julio de 1969) por el que se declara de utilidad pública el acondicionamiento de las estructuras del terreno y la creación de parcelaciones agrícolas en los perímetros de regadío y se instituye un procedimiento especial para la expropiación de los terrenos necesarios a tal efecto.

1199

- Dahir n.º 1-69-28 de 10 de yamada I de 1389 (25 de julio de 1969) relativo a la transmisión al Estado de la propiedad de tierras agrícolas o de vocación agrícola constituidas en habúas públicas* 1200
- Dahir n.º 1-69-29 de 10 de yamada I de 1389 (25 de julio de 1969) relativo a la limitación en la parcelación de las propiedades agrícolas o de vocación agrícola situadas en el interior de los perímetros de regadío* 1201
- Cuantía del derecho de aduana aplicable a la importación de ciertos productos.**
- Acuerdo del ministro de finanzas n.º 540-69, de 21 de julio de 1969, por el que se modifica la cuantía del derecho de aduana aplicable a la importación de ciertos productos.* 1202

TEXTOS PARTICULARES

Institución de subordinados.

- Acuerdo del ministro de agricultura y de la reforma agraria, encargado de la promoción nacional, n.º 379-69, de 15 de marzo de 1969, por el que se instituyen subordinados.* 1203
- Acuerdo del ministro de agricultura y de la reforma agraria, encargado de la promoción nacional, n.º 507-69, de 21 de julio de 1969, por el que se instituyen subordinados.* 1203

AVISOS Y COMUNICACIONES

- Indice del costo de vida en Casablanca (111 artículos). Mes de agosto de 1969. Base 100 para el periodo de octubre 1958 - septiembre 1959* 1203

TEXTES GÉNÉRAUX

Rapport sur l'exercice 1968 présenté à Sa Majesté le Roi par Son Altesse Moulay Hassan ben El Mehdî, gouverneur de la Banque du Maroc.

SIRE,

En application de l'article 64 du dahir du 23 hija 1378 (30 juin 1959) j'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté le rapport concernant l'année 1968, dixième exercice de l'institut d'émission.

Qu'il me soit permis tout d'abord de rappeler ici la mémoire de mon prédécesseur, M. M'Hammed Zeghari, décédé le 11 février 1969. Désigné par Votre Vénéré Père, Sa Majesté Mohammed V, comme gouverneur de la Banque du Maroc au début de cet institut, M. Zeghari avait déjà durant plusieurs années exercé ses fonctions avec toute la compétence et la haute autorité morale dues à ses qualités personnelles et à sa longue expérience au service du pays. Rappelé à ce poste par Votre Majesté en juillet 1967, il y a poursuivi avec le même dévouement et jusqu'à son dernier jour son œuvre si bien commencée pour le prestige de cette banque.

* * *

Après la relative stabilité de l'année précédente, l'économie mondiale a connu en 1968 un essor remarquable, la production a accusé un rythme de croissance élevé dans l'ensemble des pays, aussi bien à structure libérale que socialiste, et les échanges internationaux ont doublé leur taux de progression par rapport à 1967,

ce dont les Etats en voie de développement ont profité dans une large mesure. Cette évolution comporte aussi certaines ombres. Loin de s'atténuer, l'instabilité monétaire a été entretenue et même aggravée par de multiples pressions inflationnistes et l'incertitude touchant aux parités ; des vagues spéculatives ont perturbé les grands marchés et contribué à relever encore les taux d'intérêts jusqu'à un niveau rarement atteint.

Resté à l'abri de ces secousses financières, le Maroc s'est par contre distingué par un progrès économique interne très favorablement comparable à celui de bien d'autres nations. Une abondante production agricole favorisée notamment par de meilleures conditions naturelles, la nette reprise des apports de capitaux extérieurs, l'augmentation des revenus, une propension plus marquée à investir, se sont conjuguées dans un sens bénéfique à l'activité générale, à la consommation et à l'équipement.

Les objectifs de développement proposés au pays pour la période 1968-1973 ont été tracés dans le nouveau plan promulgué au début de cet exercice. Ce travail longuement élaboré à la lumière des expériences passées constitue un document essentiel en tant qu'il révèle l'immense effort qui s'impose pour affronter la progression démographique et améliorer en même temps le niveau de vie. Reconnaisant la nécessité d'un rythme de croissance plus élevé, il détermine les niveaux à atteindre, établit les grandes priorités et approfondit les critères de rentabilité concernant les projets spécifiques. Mieux sans doute que ses prédécesseurs, il pose les conditions et les réformes d'ordre administratif et financier indispensables, fixant la part de l'Etat comme celle du secteur privé, et délimitant les programmes régionaux dans le cadre d'une politique voulue plus décentralisée qu'auparavant. Dès la première année d'application, les résultats obtenus paraissent conformes aux prévisions non seulement dans le ressort des pouvoirs publics pour qui la réalisation annuelle des investissements projetés revêt un caractère impératif, mais aussi dans l'ensemble des entreprises à l'égard desquelles la planification conserve pourtant une valeur seulement indicative.

Le système bancaire a largement soutenu l'expansion au point même que l'augmentation des crédits a suscité une vigilance accrue des autorités monétaires et entraîné en fin d'année un premier renforcement des instruments d'intervention. Le nombre des établissements inscrits s'est élevé d'une unité et plusieurs autorisations ont été accordées pour l'implantation de nouveaux guichets en province. Une nette tendance s'est également affirmée dans le sens d'une participation plus importante des nationaux au capital et à la gestion des banques. Les organismes financiers spécialisés aussi ont sensiblement étendu leur réseau et développé encore leurs opérations.

* * *

Comme dans les précédents rapports, les rubriques suivantes comportent successivement la description de l'activité des principaux secteurs productifs, puis l'analyse de la situation financière et monétaire, et enfin l'examen des variations constatées dans le bilan de l'institut d'émission.

Agriculture.

La situation engendrée dans l'agriculture par la succession de deux récoltes plus ou moins déficitaires, dont l'économie toute entière a ressenti les effets, et les retards pris dans la réalisation des objectifs précédemment fixés pour ce secteur, ont incité l'Etat à accroître son effort au profit de l'équipement rural, comme en témoignent la portée des projets inscrits dans le nouveau plan quinquennal, la diversité des programmes établis tant pour l'amélioration immédiate de la production que pour l'aménagement du territoire, et surtout l'ampleur des moyens mis en œuvre.

Ainsi la part dont l'agriculture a pu bénéficier en 1968 a-t-elle atteint près du tiers des dépenses publiques d'investissement, et près de la moitié si l'on y incorpore également les sommes affectées à nouveau cette année à l'équipement du pays en barrages.

Parmi les types d'intervention nouvellement définis, les plus importants concernent l'implantation d'un vaste réseau d'irrigation sur une étendue de 117.000 hectares, les aménagements internes — principalement le défrichement, le nivellement et le remembrement — sur plus de 129.000 hectares, enfin l'amélioration de la petite et moyenne hydraulique. Les offices responsables de la mise en valeur ont dès cette année accordé une large place aux études préalables, et sensiblement développé leur effort dans ce sens, notamment dans les périmètres du Haouz, du Tafilalet et de Ouazazate. Les premières réalisations ont pu être entreprises et menées à bonne fin dans les zones dominées par des ouvrages hydrauliques. Après le Tadla, qui reçoit les eaux de Bin-el-Ouidane, et le Rharb, où les travaux de surélévation du barrage d'El-Kansera sont sur le point d'être achevés, la région de la Basse-Moulouya doit connaître un nouvel essor avec la mise en service, au mois de septembre 1968, du barrage de Mechrâa-Khila, complétée par l'aménagement du canal d'amenée du Bou-Areg.

S'agissant des terres bours, le programme général d'hydraulique leur réserve une part portant sur 50.000 hectares. Mais le but essentiel à atteindre continue à résider dans la rationalisation de leur exploitation et l'amélioration des rendements par un travail des sols approprié, l'emploi de fumures et de semences sélectionnées, l'organisation de la commercialisation et de la transformation des produits agricoles. Les initiatives de vulgarisation devant conduire à ces résultats semblent être restées encore limitées. En revanche, l'exécution de la première tranche du projet Derro, étendue à 42.000 hectares et intéressant le développement agricole et forestier de petits périmètres de montagne a débuté dans les provinces de Tétouan, Fès et Taza.

D'autre part, pour imprimer une plus grande efficacité à son œuvre, l'Etat envisage une réorganisation de son appareil d'intervention et achève de mettre au point une série de réformes groupées en un « code des investissements agricoles », qui concerne, en première partie, les terres irriguées. Le principe de base est de définir, en contrepartie des travaux d'équipement « externe » supportés par les pouvoirs publics, les diverses obligations et les modalités de participation des agriculteurs à la mise en valeur des terres, à défaut de laquelle sont prévues des sanctions pouvant aller jusqu'à l'expropriation. La préparation des textes intéressant les zones bours, largement entamée, est par ailleurs activement poursuivie. Des mesures destinées à faciliter les opérations de remembrement seront également appliquées, en même temps que sera constitué un « fonds de la réforme agraire » devant permettre l'allotissement de 75.000 hectares durant la période quinquennale, au lieu de 15.000 hectares seulement distribués de 1965 à 1967.

Ce code doit fixer en outre un contrat-type de fermage appelé à supplanter le « khammesat » traditionnel et favoriser la formation de groupements d'agriculteurs en coopératives d'approvisionnement et de commercialisation, ainsi que le lancement de fermes-pilotes. Ces innovations doivent être accompagnées d'une réforme de la fiscalité, et d'une nouvelle amélioration de la distribution du crédit agricole.

*
* *

Contrairement aux précédentes, la campagne 1967-1968 s'est ouverte dans des conditions climatiques particulièrement favorables. Aux résultats obtenus ont également concouru l'emploi d'engrais sur 350.000 hectares pour une quantité de 670.000 quintaux et les facilités financières accordées pour l'équipement individuel des exploitations. Une nouvelle expansion de la production d'agrumes, le retour à des rendements élevés pour la betterave sucrière mais surtout l'abondance exceptionnelle des moissons apparaissent comme les caractéristiques les plus remarquables du bilan agricole de cet exercice.

Céréales.

Malgré un taux d'augmentation des superficies ne dépassant pas encore 5 %, la récolte céréalière a franchi un seuil jamais atteint, d'après les statistiques connues, avec un tonnage de 55.900.000 quintaux, double de celui de l'année précédente et supérieur de plus de trois fois à celui obtenu lors de la campagne 1965-1966, et ce malgré

un recul sensible de la production de maïs (1). La progression a concerné chacune des trois céréales d'hiver dont les rendements ont cependant été très variables, de 7 à 30 quintaux, suivant les secteurs — traditionnel ou moderne — et selon les régions.

D'une année à l'autre, la production de blés est passée de 12,5 millions à près de 28 millions de quintaux, dont 25 % en espèce tendre, permettant ainsi aux agriculteurs de reconstituer, et bien au-delà, leurs réserves familiales. L'orge a fourni un tonnage estimé à 25.600.000 quintaux. Pour le maïs, qui a souffert d'un excès d'humidité et de chutes de grêle au mois d'avril, la diminution de la récolte a été de l'ordre de 20 %.

Les quantités commercialisées par l'intermédiaire des organismes spécialisés et des grossistes agréés atteignaient à fin décembre 7.400.000 quintaux pour les blés, soit plus de trois fois les livraisons opérées à la même époque de l'année antérieure. En valeur, les tonnages des quatre céréales principales enregistrés dans ce seul circuit commercial ont représenté 370 millions de dirhams, c'est-à-dire 20 % de la récolte globale estimée à 1.880 millions de dirhams sur la base des prix de soutien restés inchangés par rapport à 1967. Le gain réel des agriculteurs s'est cependant trouvé amputé des remboursements effectués sur les dettes et les arriérés d'impôts accumulés lors des dernières campagnes. D'autre part les cours libres des céréales sur les marchés ont été orientés à la baisse dès le début des moissons en raison de l'abondance des apports et de l'insuffisance des moyens de stockage dont disposaient aussi bien les producteurs que les organismes publics. Ces derniers, en effet, détenaient toujours des réserves relativement importantes sur leur achats de l'exercice précédent. Au surplus, si les besoins du pays se trouvaient dès lors satisfaits, les importations, réalisées au titre de programmes anciennement fixés, n'en ont pas moins représenté en 1968 près de 5,5 millions de quintaux livrés par les Etats-Unis d'Amérique, dont 1.400.000 quintaux reçus gratuitement en faveur de la promotion nationale et 4.100.000 quintaux payables suivant les conditions des titres I et IV de la « Public Law » 480.

Par ailleurs la nécessité de réserver les ressources nationales à la seule demande intérieure a conduit à la suspension provisoire des exportations de céréales principales qui n'étaient déjà plus que négligeables depuis plusieurs années. L'écoulement à l'étranger de nos surplus éventuels se heurte à l'évolution des cours mondiaux, notamment de l'orge, dont les niveaux apparaissent très inférieurs aux prix de rachat fixés par l'Etat.

Les céréales secondaires produites n'ont guère dépassé 1.900.000 quintaux comprenant principalement 690.000 quintaux de sorgho contre 560.000 l'année précédente, et 450.000 quintaux de riz. En 1968, les livraisons à l'étranger sont demeurées peu importantes : 587.000 quintaux environ dont 445.000 quintaux d'alpiste.

Légumineuses.

La production a enregistré dans son ensemble un net redressement, passant de 1.720.000 à 2.545.000 quintaux environ, soit une hausse de 48 %, en raison surtout du doublement des tonnages de fèves évalués à plus d'un million de quintaux.

La progression des exportations — celles-ci portant pour 60 % sur les fèves et pour près de 28 % sur les pois chiches — a été de 108 % par rapport à l'année passée ; elles se sont élevées globalement à 1.757.000 quintaux, dépassant de 18 % le niveau d'une année normale.

Primeurs.

Le déroulement de la campagne de primeurs ne s'est pas opéré dans des conditions propices. Les pertes subies dans le Souss à la suite des intempéries n'ont laissé au total qu'une récolte de 155.000

(1) L'uniformisation des statistiques agricoles annoncée dans le rapport de l'exercice 1967, est en voie de réalisation mais les séries officielles et définitives étaient encore indisponibles au moment de la rédaction du présent document.

Les résultats céréalières mentionnés dans ce chapitre sont, cette année encore, établis à partir des chiffres de production communiqués par l'Office chérifien interprofessionnel des céréales. Ceux-ci, étant estimés inférieurs à la réalité, ont été majorés de 15 % suivant la méthode retenue par la comptabilité nationale pour le calcul des agrégats. Afin de permettre les comparaisons, les récoltes des années précédentes ont été réévaluées sur cette nouvelle base.

tonnes de tomates au lieu de 190.000 tonnes en 1966-1967. Les rendements en pommes de terre et autres primeurs ont été également jugés moyens. L'Office de commercialisation et d'exportation a cette année encore apporté un concours appréciable aux producteurs notamment sous forme de distribution d'engrais et de semences.

Les exportations de tomates lisses d'automne ont été achevées en janvier et atteint 21.000 tonnes, au lieu de 18.000 tonnes un an auparavant. Les ventes de tomates côtelées de printemps, dont le principal avantage sur les variétés concurrentes d'Europe réside dans leur précocité, ne sont entrées dans une phase active qu'au second trimestre, plus particulièrement à partir du mois de mai au cours duquel le marché français connaissait de sérieuses perturbations. Celui-ci a été fermé au milieu de juin aux primeurs provenant des pays extérieurs à la communauté européenne, ce qui a tendu à accentuer les conséquences d'une cueillette tardive et déficitaire. La qualité irrégulière de nos produits n'a pas manqué en outre de peser sur les cours qui étaient pourtant apparus satisfaisants en début de campagne. Nos exportations globales de tomates ont en définitive atteint près de 100.000 tonnes au lieu de 157.000 tonnes en 1966-1967, les recettes correspondantes baissant de 44 millions de dirhams.

A l'inverse, les expéditions de pommes de terre ont débuté très tôt mais elles se sont heurtées aux stocks encore disponibles des pays destinataires. De plus, par suite de la surproduction en Europe, les prix ont été maintenus à un niveau très bas. Le résultat des ventes a ainsi fléchi de 43 millions de dirhams pour un tonnage de 68.000 tonnes en 1966-1967, à 38 millions de dirhams malgré une augmentation de plus de 20 % des quantités livrées.

Au total, la valeur de nos exportations de primeurs est tombée d'une année à l'autre de 215 millions à 160 millions de dirhams.

Agrumes.

La campagne d'agrumes 1967-1968 a commencé tardivement ce qui a eu pour conséquence supplémentaire de soumettre au mauvais temps un tonnage encore important de clémentines et d'entraîner un calibrage défectueux des oranges navels. Cependant la production n'en a pas été finalement affectée puisqu'elle s'est élevée à plus de 800.000 tonnes contre 700.000 tonnes un an plus tôt.

Les exportations ont enregistré de nouveaux progrès et leur diversification géographique s'est confirmée. D'une récolte à l'autre, elles ont accusé une hausse voisine de 17 % en poids et de 20 % en valeur, portant sur près de 600.000 tonnes pour un montant en devises équivalent à 419 millions de dirhams. En tête des producteurs de clémentines, le Maroc a également occupé le rang de premier fournisseur de l'Europe pour cette espèce. Concernant les oranges, la progression des ventes a été d'environ 16 % et intéressée plus particulièrement les navels et les tardives. Pour l'ensemble des variétés, la France nous a acheté 255.000 tonnes et conserve ainsi sa place de principal client, suivi au sein de la Communauté européenne par la République fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas. De leur côté, l'Angleterre et la Scandinavie ont accru leur demande respective de 27 % et de 33 %. Enfin les tonnages destinés aux pays de l'Est européen ont représenté le double de la campagne 1965-1966. A elle seule, l'U.R.S.S. a totalisé environ 120.000 tonnes, devenant ainsi notre deuxième débouché, et doit maintenir ses importations à un niveau au moins équivalent durant cinq années consécutives, aux termes d'un accord commercial conclu en juillet entre les deux gouvernements.

La nouvelle campagne a été à son tour affectée par un important retard et l'on note au cours du dernier trimestre 1968 un très lent développement de notre offre sur les marchés extérieurs. Pour les clémentines, peu satisfaisantes en qualité, les disponibilités étaient exportées en quantité limitée à 200.000 tonnes — tandis que les tonnages d'oranges restaient particulièrement réduits durant toute cette période. Une nette amélioration est prévue pour les mois suivants, mais les perspectives restent cependant incertaines en raison de l'absence de nouvelles récoltes de primeurs dans la partie orientale des pays méditerranéens.

Viticulture.

Le volume de la production viticole de 1967, qui avait été compromise par la sécheresse, n'a pas dépassé 1.280.000 hectolitres. Compte tenu du dernier report de stock, les quantités destinées à la commercialisation s'élevaient à 1.800.000 hectolitres, chiffre encore inférieur à celui des années précédentes mais relativement important eu égard aux difficultés rencontrées pour exporter nos vins dont les prix paraissent peu compétitifs. A fin août, terme de la campagne 1967-1968, 260.000 hectolitres avaient été écoulés sur le marché local traduisant une baisse assez sensible de la consommation intérieure. Nos ventes extérieures, au cours de 31 dirhams l'hectolitre — prix F.o.b. — ont totalisé 1.140.000 hectolitres. Le déficit enregistré est donc d'importance si l'on considère que le prix de revient de 1 hectolitre jusqu'au port d'arrivée, atteint plus de 46 dirhams. Cette situation se trouvait largement masquée les années précédentes du fait de l'admission par la France, en franchise de droits de douane et à des cours très avantageux, d'un contingent d'un million d'hectolitres qui n'a pas été maintenu en 1968. L'Office de commercialisation et d'exportation, qui a la charge de placer la moitié de cette production, s'efforce de trouver des palliatifs, en encourageant notamment des fabrications de remplacement. C'est ainsi que le marché français a déjà reçu 230.000 hectolitres sous forme de jus de raisin, de moûts et de mistelles, ainsi que 150.000 hectolitres destinés aux vinaigreries.

Quelque peu supérieure à celle de l'an passé, la récolte de 1968 est évaluée à 1.650.000 hectolitres, portant ainsi le volume restant à commercialiser à plus de 2 millions d'hectolitres. Un certain courant de ventes à l'U.R.S.S. est déjà prévu dans le cadre de l'accord commercial signalé plus haut et des démarches ont été entreprises dans le but d'obtenir la reprise des débloquages par la France.

Oléiculture.

La campagne oléicole de 1967-1968 a été finalement moyenne fournissant un tonnage voisin de celui de la cueillette précédente soit 150.000 tonnes environ, dont les 2/3 pour la seule région de Fès. Les prix se sont établis entre 0,50 et 0,60 dirham le kilogramme pour les fruits livrés aux conserveries et 0,40 dirham pour ceux destinés aux huileries. Celles-ci n'ont extrait que 33.500 tonnes d'huile d'olive et si les exportations, sous forme brute ou après raffinage sont restées à un faible niveau, elles ont cependant sensiblement progressé passant d'une année à l'autre de 1.400 à 2.300 tonnes. C'est au début de 1968 que les pays du Marché commun ont commencé à appliquer le système de prélèvements fixé pour leurs importations de ces produits.

La récolte de 1968-1969 s'annonce par contre exceptionnelle, de l'ordre de 300.000 tonnes, et laisse prévoir une production de près de 45.000 tonnes d'huile. L'importance des surplus disponibles à l'exportation risque de faire surgir de nouvelles difficultés : l'étroitesse de nos débouchés traditionnels et nos prix peu compétitifs rendront encore plus aiguë la concurrence des autres pays du Maghreb et de l'Espagne, même si la qualité et l'usage des huiles fournies par cette dernière diffèrent en grande partie des nôtres.

Cultures industrielles.

Ces cultures connaissent un développement inégal : tandis que celle de la betterave sucrière a été de nouveau étendue, la médiocrité de la récolte de coton en 1967 a conduit à une réduction sensible des principales plantations situées dans le Tadla et la Basse-Youlouya. Cependant même pour ce dernier produit, les résultats ont été en nette augmentation sur l'année précédente.

Les superficies ensemencées en betteraves sont passées dans le Maghreb de 11.700 hectares à 19.000 hectares environ. Les rendements, qui s'étaient nettement affaiblis en 1967 dans cette région par suite de la sécheresse, ont retrouvé un très bon niveau avec 25 tonnes à l'hectare en moyenne représentant une production de plus de 500.000 tonnes au lieu de 280.000 tonnes seulement lors de la dernière campagne. Les autres cultures de légumineuses sont restées approximativement à leur niveau habituel, soit 960 hectares et 282.000 tonnes de fèves et 1.000 hectares et 280.000 tonnes de pois. Les essais de vulgarisation de cette culture ont été poursuivis en particulier dans les Doukkala et du Haouz

Parallèlement, la production de sucre blanc, en légère diminution pour l'usine du Taïla — 30.000 tonnes contre 34.500 tonnes en 1967 — s'est en revanche accrue d'une campagne à l'autre de près de trois fois à la sucrerie de Sidi-Slimane, atteignant 28.000 tonnes. Les capacités de traitement ont été en outre renforcées avec l'entrée en service, en mai et juin 1968, des sucreries de Mechrâbel-Ksiri et Sidi-Allal-Tazi, qui ont fourni au total durant cette campagne 41.000 tonnes de sucre brut.

Les perspectives pour 1968-1969 paraissent très incertaines, l'ampleur des pertes engendrées par les crues dans la région betteravière du Rharb n'étant pas encore parfaitement connue.

La culture du coton suscite toujours la méfiance des producteurs : outre sa rentabilité encore faible — sinon nulle lorsque les rendements descendent comme en 1967 au-dessous de 10 quintaux à l'hectare — certains retards sont observés dans le règlement des livraisons. En dépit d'une superficie réduite, la récolte a atteint 173.000 quintaux contre 158.000 quintaux l'année précédente, mais, elle apparaît encore inférieure de 25 % à celle de la campagne 1965-1966.

La quasi-totalité des graines produites, soit 11.000 tonnes environ, a été vendue aux huileries locales. A l'inverse, les fibres sont toujours destinées presque exclusivement aux marchés extérieurs, en raison de leur longueur et de leur excellente qualité ; pour 1968, la demande a porté sur 5.600 tonnes procurant des recettes d'un montant de 25,5 millions de dirhams contre 9.600 tonnes d'une valeur de 40 millions de dirhams en 1967. La diminution enregistrée malgré une hausse des cours de 8,6 % s'explique par les moindres achats de divers pays, en particulier de la France, de l'Espagne, des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.

Les cultures de tabac compromises dans leur développement par des attaques de mildiou n'ont donné que de faibles résultats que les traitements appliqués pourtant massivement n'ont pas suffi à améliorer.

La production de tournesol serait de même importance que celle de 1967, avec des rendements très variables allant de 3,5 à 10 quintaux à l'hectare.

Elevage.

L'état général du bétail, durement éprouvé par la sécheresse des deux précédentes années, s'est favorablement ressenti des meilleures conditions climatiques. La régression des maladies contagieuses s'est traduite par une diminution des pertes enregistrées pour l'ensemble du cheptel ; les recensements effectués révèlent même une progression du nombre d'ovins qui a atteint 12 millions. La végétation des terrains de parcours a permis une alimentation plus abondante à laquelle les livraisons accrues de pulpes de betteraves et le produit des chaumes ont fourni durant cette campagne un appoint important. Cette situation a contribué à ralentir les ventes de bestiaux sur les marchés et à provoquer un redressement des cours.

L'action des pouvoirs publics en faveur du développement des cultures fourragères s'est poursuivie par l'octroi de primes ou de subventions. Il est prévu d'implanter progressivement des centres d'affouragement gérés par des coopératives et de constituer des réserves de sécurité prélevées sur les productions résiduelles des sucreries et des minoteries et destinées à fournir des secours en période de sécheresse ou de rigueur climatique. L'aide de l'Etat a été également renforcée en ce qui concerne la sélection du bétail et un centre national d'insémination artificielle a été créé cette année, se superposant aux six établissements secondaires existants. D'une manière générale les efforts s'orientent principalement sur l'élevage des bovins de manière à favoriser l'accroissement des ressources en viande et en produits laitiers, selon les objectifs fixés par le plan quinquennal.

* * *

Si les réformes structurelles de l'agriculture restent un des soucis dominants des pouvoirs publics, la conjoncture également laisse poindre dans ce domaine de nouveaux problèmes. Après une

période de déficits céréaliers qui ont appauvri le milieu rural et amputé les réserves de la nation des devises nécessaires aux importations de remplacement, la récolte exceptionnelle de 1968 constitue sans nul doute une amélioration longtemps souhaitée tant pour ce secteur de l'économie que pour l'activité générale et l'équilibre financier du pays. Si les plus récents pronostics se confirment, les moissons de 1969 seraient elles-mêmes supérieures à la moyenne. Ce renversement de situation laisse réapparaître déjà quelques-unes des préoccupations propres aux époques d'abondance. Stockage, financement, recherche de débouchés, telles sont les questions qui resurgissent à un moment où des excédents de céréales sont constatés sur le marché mondial et pèsent sur les cours. Alors que notre pays s'était déshabitué depuis plusieurs années d'écouler à l'étranger les principales variétés de ces produits, il n'est pas à exclure que, dès la prochaine campagne, la reprise d'un courant d'exportation et des mesures propres à la favoriser soient rendues nécessaires.

Energie.

L'indice général de la production d'énergie a enregistré en 1968 un taux de croissance de 9,7 %, supérieur à ceux des cinq années précédentes et nettement plus élevé qu'en 1967, où il n'avait atteint que 1,8 %. Ses composants traduisent toutefois des orientations différentes selon qu'il s'agit de l'extraction du charbon et de l'exploitation des gisements de pétrole, en forte régression, ou de l'activité des centrales électriques en augmentation appréciable.

Si les charbonnages ont mis à la disposition du marché intérieur des tonnages accrus, nos besoins en certaines qualités de charbon ont nécessité cependant des achats à l'étranger, de l'ordre de 80.000 tonnes soit 47 % de plus qu'en 1967. Par contre, l'importance des stocks de pétrole brut ont permis de limiter les importations à 1.197.000 tonnes, qui ont ainsi marqué une baisse de 13.000 tonnes sur l'année précédente.

Electricité.

L'Office national d'électricité qui contrôle maintenant la totalité des besoins de courant électrique du pays a développé ses ventes de 11,5 % au lieu de 3,5 % en 1967 et 5,9 % en 1966. Mais pour apprécier à sa juste mesure cet accroissement, il convient de tenir compte de l'intégration intervenue en août de l'ancienne régie de Tanger. L'étude par catégorie d'utilisateurs de courant électrique fait apparaître nettement la progression de la consommation des exploitations minières, des industries et des chantiers. Cette évolution illustre bien l'orientation généralement favorable de l'économie nationale.

L'année 1968 a été marquée également par la réalisation ou le lancement de projets devant permettre à l'Office d'augmenter sa capacité de production. La seconde tranche de l'extension de la centrale thermique des Roches-Noires à Casablanca a été achevée, apportant ainsi un supplément de 36 mégawatts. Pour l'avenir, il faut citer en particulier la co-situation du complexe énergétique de Djerada dont les travaux ont été adossés au début de l'année et doivent s'achever jusqu'en 1971. Cette installation présentera l'avantage d'utiliser directement sur le carreau près de 500.000 tonnes de charbon extrait de la mine voisine et de rendre ainsi l'alimentation en électricité moins dépendante des réserves hydrauliques. Cependant la mise en valeur de celles-ci n'en est pas pour autant négligée : les deux grands barrages d'irrigation de la vallée du Ziz et de l'Aïi Aadel ont été mis en chantier, auxquels seront adjointes des usines hydro-électriques prévues pour fournir respectivement 15 millions et 60 millions de kilowatts.

Charbon.

Les charbonnages de Djerada ont rencontré des difficultés qui ont affecté leur rythme habituel d'extraction. Les conditions climatiques et les conditions d'exploitation de plus en plus difficiles ont en effet réduit la production de 6,9 % par rapport à l'année précédente ; 451.000 tonnes seulement ont pu être extraites au lieu de 482.000 tonnes. Cependant le marché intérieur a été très bien orienté, la demande croissante des cimenteries, des centrales thermiques et des sucreries ayant permis l'écoulement de la production et d'une partie des stocks. Les ventes locales avec 443.000 tonnes environ, ont dépassé

de 11 % le chiffre record enregistré l'année dernière. La concurrence des fuels et du gaz, l'importance des stocks en Europe, les bas prix auxquels sont offerts les anthracites russes et sud-africains restent, par contre, les principaux obstacles auxquels se heurtent nos exportations qui ont encore diminué de 12.500 tonnes, soit une baisse de 36 % comparativement à nos livraisons de 1967.

Pétrole.

En raison de l'épuisement progressif des gisements, la production de pétrole brut n'a atteint que 88.700 tonnes, marquant ainsi un nouveau recul sur l'année précédente de 9,5 %. Pour le gaz naturel, le volume recueilli est demeuré stable, autour de 11 millions de mètres cubes. Les recherches de nouveaux gisements se sont poursuivies activement sur les concessions de Beni-Mellal, Guercif, Sebou et Rif. Seule la prospection sur le permis « off-shore » de Tarfaya a abouti à la découverte d'indices prometteurs qui ont incité à la poursuite des travaux.

L'activité des raffineries s'est à nouveau accrue, les tonnages de brut traités ayant atteint 1.322.000 tonnes, soit 75.000 tonnes de plus qu'en 1967. La consommation de produits pétroliers a continué de progresser mais à un rythme variable suivant les catégories. Les ventes de supercarburant, toujours favorisées par l'extension du parc de véhicules et les progrès du tourisme, ont augmenté de 17,6 % ; celles de gaz butane, stimulées par la demande croissante dans les centres urbains, ont progressé de 16,9 %, et celles de pétrole lampant de 9 %. Pour l'essence, le gaz-oil et les fuels lourds les hausses ont été nettement moins accentuées, s'élevant respectivement à 4,8 %, 2,5 % et 4,2 %.

Mines.

Les industries extractives, dont l'activité reste largement dépendante des débouchés extérieurs et dont la rentabilité se trouve ainsi liée aux fluctuations des cours mondiaux, ont connu des difficultés d'ordre conjoncturel, aggravées pour certaines par les conditions structurelles. Si les ressources en phosphates constituent toujours l'essentiel de nos richesses minières et offrent de vastes possibilités d'expansion, une chute de production a atteint l'ensemble des autres substances, particulièrement le manganèse dont notre principale variété de minerai est de plus en plus délaissée par les utilisateurs. De sérieux motifs d'inquiétude résident dans l'épuisement progressif de plusieurs gisements métalliques et dans les perspectives peu encourageantes que l'insuffisance des investissements nouveaux entretient dans le domaine des recherches et de la modernisation. A la longue, cette situation risque d'affecter sensiblement tant le niveau de l'emploi que le volume des rentrées de devises.

En poids, l'indice général d'extraction est resté stationnaire, c'est-à-dire à 124 % du niveau de 1958, mais la valeur globale des produits du sous-sol appréciée au stade du carreau, y compris le charbon et le pétrole, est passée à 740 millions de dirhams soit 3 % de moins qu'en 1967. D'autre part, si la valeur f.o.b. des exportations fait apparaître un léger progrès passant de 773 millions à 783 millions de dirhams, l'écart tient au stockage des phosphates et au cobalt effectué pour faire face à la demande.

Phosphates.

Les mines de phosphates sont les seules, avec celles de plomb, à avoir pu à la fois poursuivre leur expansion et développer leurs ventes extérieures. L'extraction a fourni en effet 10.332.600 tonnes, en hausse de 8,6 % sur celle de 1967, les quantités marchandes ont augmenté de leur côté de 5 % et dépassé ainsi le cap du record précédent atteint en 1964, ceci malgré certaines difficultés sociales maintenant résolues. Contrairement à l'évolution observée précédemment, c'est le gisement de Youssoufia qui a enregistré la progression la plus marquée, atteignant 34 %, le tonnage obtenu à Khouribga a baissé en revanche de 7,7 % pour des raisons surtout d'ordre technique.

Durant l'année, les ventes totales se sont élevées à 10.562.000 tonnes contre 9.731.000 tonnes en 1967, ce qui représente un accroissement de 8,5 %. Ce résultat apparaît cependant légèrement inférieur à l'objectif du plan quinquennal fixé pour cette année à 11 millions de tonnes.

Passant à 545.000 tonnes en 1968, les livraisons locales ont accusé une hausse de l'ordre de 17 % en raison des besoins croissants de l'industrie nationale, surtout du complexe chimique de Safi qui, à lui seul, a traité 480.000 tonnes contre 400.000 en 1967.

Si les tonnages exportés ont progressé d'environ 8 % par rapport à l'année précédente, en valeur l'avance n'est que de 1,7 % à la suite des réductions de prix consenties par l'Office chérifien des phosphates pour tenter de conquérir de nouveaux marchés mais aussi pour conserver ses clients traditionnels.

L'Europe demeure toujours notre principal débouché. Les livraisons au Royaume-Uni et à l'Espagne ont augmenté respectivement de 21 % et 30 %. Bien que la France reste le premier client, on enregistre pour la première fois une légère baisse de ses achats qui se sont établis à 1.756.500 tonnes contre 1.800.200 tonnes en 1967 ; la Belgique avec un tonnage de 1.700.000 tonnes conserve la deuxième place ; de leur côté l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas ont réduit leur demande pour l'essentiel de leurs besoins. Notre position s'est consolidée en Europe orientale, surtout en Pologne, ce pays devenant le plus important acheteur des phosphates de Youssoufia. En Asie, les importations de la Chine subissent un ralentissement notable ; par contre les enlèvements du Japon ont augmenté d'environ 50.000 tonnes.

Malgré le développement de la consommation d'engrais phosphatés dans le monde, la pression exercée sur ce marché par les producteurs américains, russes et même africains devient plus âpre. Aussi l'Office chérifien des phosphates poursuit-il un effort considérable d'investissement pour réaliser son programme d'accroissement de la production qui doit être portée, suivant les prévisions du plan quinquennal à 18 millions de tonnes en 1972, et doit permettre à notre pays de se maintenir en tête de la compétition internationale.

Minerai de fer.

La production de fer limitée à 809.000 tonnes, a enregistré cette année encore un nouveau fléchissement d'environ 8 % par rapport à 1967. En raison de la mévente du minerai pyriteux qui, malgré la désulfuration, se commercialise difficilement, il a été décidé en avril de fermer le centre de Sétolazar. Celui de Uixan, qui a fourni l'essentiel du tonnage global a accusé lui-même une légère baisse, due à la substitution progressive de l'extraction souterraine à l'exploitation en carrière. Les études en vue de traiter le minerai sulfuré profond de ce gisement et de le « pelletiser » se poursuivent mais les tonnages reconnus sont réduits et les investissements à prévoir considérables. Nos exportations ont également connu une régression très sensible, de l'ordre de 30 %. Cette baisse progressive observée depuis 1965 est liée aux changements intervenus dans la sidérurgie européenne qui a le plus en plus tendance à n'utiliser que des minerais de haute teneur. Seule l'Allemagne a accru ses achats tandis que l'Angleterre, l'Espagne et la Tchécoslovaquie allégeaient les leurs, et que la France ne renouvelait pas sa demande.

Plomb.

Pendant le premier semestre les cotations du plomb sur le marché mondial ont évolué calmement, mais la grève prolongée dans les mines australiennes et les importants achats chinois ont créé une certaine pénurie de sorte que ce métal a renchéri d'une fin d'année à l'autre de quelque 12 %. Cette évolution s'est répercutée sur le niveau de notre production qui est passée de 116.300 tonnes à 120.600 tonnes grâce notamment aux bons résultats du centre de Bou-Beker, qui arrive cependant au terme de son exploitation. Par contre, certains chantiers artisanaux ont accusé un recul sensible en raison des difficultés d'exploitation grandissantes, de la bonne année agricole et des emplois offerts par la construction du barrage du Ziz qui ont détourné un certain nombre d'artisans des travaux miniers. Les exportations ont varié favorablement, passant de 79.700 à 85.500 tonnes, la diminution des achats de la France, de l'Angleterre et de la Yougoslavie a été largement compensée par un développement de nos expéditions en Italie, en Allemagne fédérale et en Suisse. La fonderie de l'ourd El Heimer a livré 24.166 tonnes de métal et 28 tonnes d'argent exportées en quasi-totalité.

Zinc.

Le développement de la consommation internationale de zinc, notamment dans les pays anglo-saxons, a entraîné un raffermissement des cours. La faiblesse des gisements n'a toutefois pas permis de maintenir le niveau de la production et les tonnages extraits ont été limités à 67.600 tonnes contre 82.900 en 1967. Les ventes ont, en revanche enregistré des progrès, l'accroissement des achats des Etats-Unis et de l'Italie ayant été sensiblement supérieur à la réduction des importations de la France en particulier.

Cuivre.

Au début de l'année, le repli de l'offre dû à des grèves a fait monter les cours du cuivre à un niveau sans précédent. Avec la normalisation de la production, la situation s'est rapidement détendue et, à partir d'avril, les prix par tonne anglaise n'ont que rarement dépassé 500 livres sterlin g. La stabilisation des cours à ce niveau a stimulé l'activité des chantiers ouverts dans le sud du pays, bien qu'il s'agisse de minerais à faible teneur. Pour les mines importantes, dotées de moyens mécaniques appropriés, les résultats se sont inscrits en hausse sauf à Imi N'Irfi. Au total, notre production s'est élevée à 9.500 tonnes, soit une progression de 1.200 tonnes sur 1967. Le tonnage expédié à l'étranger a marqué une baisse de plus de 20 % imputable à la contraction des achats polonais et chinois. Les travaux de recherches ont été poursuivis dans plusieurs secteurs et sont parvenus au stade des études d'exploitabilité sur les gisements d'Allous et des environs de Beni-Mellal.

Manganèse.

Comme les années précédentes, la demande du manganèse s'est portée uniquement sur les minerais à forte teneur. Ainsi les difficultés de vente du manganèse métallurgique se sont-elles aggravées, la production d'autres pays comme le Gabon, l'Afrique du Sud ou le Brésil s'adaptant mieux aux besoins croissants de la sidérurgie. L'extraction de cette première variété est tombée à 86.400 tonnes soit 52 % de moins qu'en 1967. En face de cette situation, la mine de Imini envisage une reconversion de ses moyens pour les orienter uniquement sur le minerai chimique dont le marché fait preuve d'une grande stabilité. Si l'exploitation de cette substance n'a fourni que 73.000 tonnes, en diminution de 15.000 tonnes environ par rapport à 1967, les stocks constitués précédemment ont permis par contre d'augmenter les ventes de 8.000 tonnes ; les Etats-Unis et la France réunis ont absorbé 60 % environ de l'ensemble des exportations.

Cobalt.

L'extraction du cobalt a porté sur 15.200 tonnes au lieu de 17.500 tonnes en 1967. L'épuisement du seul gisement ouvert à Aghbar, a motivé des recherches de grande envergure apparues d'autant plus urgentes que les réserves connues laissent prévoir l'arrêt définitif de la mine au plus tard en 1971. Les exportations qui sont restées au même niveau qu'en l'année dernière ont été effectuées à destination de la France, de la Belgique et de la Chine.

Minerais divers.

Après la période de fermeté des cours de l'antimoine qui avait entraîné en 1967 la réouverture de plusieurs mines, les acheteurs ont manifesté plus d'exigence à l'égard des qualités. La production s'est cependant maintenue au cours de l'année à un niveau relativement satisfaisant en accusant toutefois un léger fléchissement durant le deuxième semestre. Au total, les quantités obtenues se sont élevées à 2.700 tonnes et les exportations à 2.500 tonnes en baisse respectivement de près de 16 % et de 32 %.

Le ralentissement de l'extraction de la barytine observé l'année dernière à la suite de l'appauvrissement des réserves, s'est à nouveau accentué en 1968. Les tonnages n'ont atteint que 78.000 tonnes contre 90.500 en 1967. Les expéditions à l'étranger, dirigées pour une large part vers la zone dollar, ont baissé de leur côté de 20 %.

En raison notamment de la baisse de la teneur en soufre qui a nécessité un triage plus poussé du minerai, le gisement de Kettara a produit 417.900 tonnes de pyrrhotine contre 353.200 tonnes en

1967, soit un accroissement de plus de 18 %. Les fournitures au complexe chimique de Safi sont passées à 433.200 tonnes, en augmentation de 20 % d'une année à l'autre.

Des forages ont été effectués à nouveau sur le bassin potassique de Khemisset. Les possibilités géologiques sont maintenant suffisamment connues pour que l'on envisage de mener activement les études de valorisation et de commercialisation.

Industries de transformation.

D'après l'indice officiel, qui ne revêt encore pour 1968 qu'un caractère provisoire, le rythme d'expansion de l'industrie serait évalué cette année-ci à 4,2 %, soit un taux très voisin de celui de 1967. Il est évident que l'incidence des sensibles progrès enregistrés dans plusieurs branches a été partiellement compensée par le recul de certaines autres, notamment des minoteries industrielles défavorisées au profit du secteur artisanal. Mais l'évolution d'ensemble apparaît probablement meilleure si les éléments composant l'indice précédent étaient actualisés. Notamment plusieurs activités installées depuis la date de référence de ces statistiques, comme la production pharmaceutique et le montage de véhicules, continuent à en être exclus alors que les indications chiffrées ou qualificatives recueillies à leur propos concordent pour souligner leur constant essor.

La conjoncture dans les industries de biens d'équipement s'est nettement améliorée sous l'impulsion des investissements publics et privés. En ce qui concerne les produits de consommation, la demande intérieure a profité dans une large mesure de l'accroissement des revenus entraîné par l'abondance des récoltes, mais pas autant peut-être que prévu en raison de l'importance des sommes affectées par les agriculteurs à l'apurement de leurs dettes. Cet assainissement devrait constituer pour l'avenir un facteur favorable à la bonne tenue du marché intérieur et permettre à celui-ci une reprise encore plus nette en cas d'une nouvelle campagne céréalière satisfaisante.

Etant donné la marge inemployée des moyens de production dans beaucoup de secteurs et les possibilités offertes par la main-d'œuvre en quête d'emploi, une bonne part de l'industrie paraît en mesure de répondre à un surcroît de nos besoins sans perdre de vue pour autant la nécessité d'un effort vers les débouchés extérieurs que des difficultés grandissantes ont cette année encore restreints sur certains marchés traditionnels.

*BIENS D'ÉQUIPEMENT.**Industries des métaux.*

La reprise observée en 1967 dans la métallurgie avait paru d'autant plus forte qu'elle succédait à une longue période de marasme au cours de laquelle l'activité de ce secteur n'était restée que très peu au-dessus de son niveau d'il y a dix ans. En 1968, les nouveaux progrès peuvent donc sembler moins sensibles mais ils n'en restent pas moins très satisfaisants puisque le taux de croissance a atteint près de 9 %. La poursuite d'importantes réalisations industrielles et le début d'exécution du nouveau plan quinquennal assurent un très bon courant d'affaires à plusieurs branches de ce groupe, en dépit des aléas que celui-ci connaît dans ses approvisionnements en matières premières.

La fonderie a marqué une avance appréciable, de l'ordre de 10 %, le léger fléchissement de la demande du secteur public ayant été plus que compensé par l'augmentation des achats des autres clients traditionnels : ateliers de montage de véhicules, fabricants de matériel agricole... Cependant des usines ont travaillé en deçà de leur capacité et avec des horaires dépassant rarement 40 heures par semaine. En ce qui concerne les entreprises de constructions et de charpentes métalliques, les chiffres d'affaires dénotent aussi un certain accroissement du fait notamment du surplus de commandes reçues durant le second semestre de la part de l'Office chérifien des phosphates et de l'Office national d'électricité, ainsi que de la mise en chantier des sucreries Tadla II et Sidi Bennour qui sont venues relayer celles du Gharb achevées en début d'année. Les perspectives sont qualifiées de bonnes en raison de ces travaux en cours et des projets qui doivent passer en 1969 au stade de l'exécution.

L'activité de l'industrie du matériel ferroviaire, limitée l'an dernier à des entretiens ou à des réparations, est sortie d'une phase critique à partir des derniers mois de 1968 avec la reprise des montages de wagons neufs destinés à l'Office national des chemins de fer et à l'usage pour une large part du transport des produits phosphatiers. Aux termes d'un accord franco-marocain intervenu en août dernier, une tranche de crédits a été notamment prévue pour des livraisons de cette catégorie de matériel dont l'assemblage ne pourra que contribuer au redressement de la situation dans cette branche.

Les fabrications de machines agricoles ont connu un nouvel essor qui a été le plus remarquable de toute la métallurgie et a même revêtu un caractère spectaculaire, leur indice spécifique ayant progressé de plus de 100 %. Le parc de tracteurs et de machines s'est considérablement renforcé grâce aux unités livrées par les chaînes locales et nonobstant des importations plus importantes provenant d'Union soviétique. Mais l'expansion a été encore plus nette pour le petit équipement, surtout depuis le deuxième trimestre. S'agissant des véhicules utilitaires, domaine dans lequel le coefficient de valorisation locale s'élève rapidement, la production s'est également inscrite en forte hausse : près de 3.500 camions et autocars sont sortis des ateliers, soit un chiffre supérieur de 60 % à celui de l'année précédente. Pour les voitures de tourisme, montées par la seule entreprise existante, le nombre s'est accru de 37 %.

Dans les autres branches principales, il faut souligner le regain d'activité des fabrications de matériel électrique concernant les fournitures pour les lignes de transport d'énergie et pour les câbleries ainsi que les accessoires nécessaires à la production de véhicules automobiles. L'assemblage des postes récepteurs de télévision a aussi enregistré un net développement malgré certaines difficultés rencontrées dans les approvisionnements. En revanche, les tonnages livrés par l'industrie des emballages métalliques sont restés sans changement, faute de meilleurs résultats dans les conserveries.

Industries chimiques.

L'expansion des industries chimiques et parachimiques fortement ralentie l'an dernier, semble avoir retrouvé un rythme plus comparable à celui de 1965 et 1966, qui avait permis de classer ce secteur comme l'un des plus dynamiques. L'indice le concernant a en effet marqué en 1968 une progression de 10,3 %, imputable surtout aux fabrications d'engrais et à la branche des pneumatiques.

La société « Maroc-Chimie » a franchi un nouveau stade dans l'exploitation de ses moyens installés en augmentant de 50 % sa production de superphosphates portée à près de 300.000 tonnes. Cet essor a été favorisé par un nouveau développement du courant d'exportation, notamment vers la Bulgarie qui a absorbé 70 % environ des expéditions à l'étranger de la firme, et par un élargissement du marché intérieur. Le déroulement satisfaisant de la campagne d'engrais a contribué à accroître également l'activité des usines spécialisées dans la fourniture de produits composés ou organiques bien que certaines sociétés aient dû freiner leur marche en raison de difficultés de trésorerie provoquées par d'excessifs retards de paiement.

Les branches liées pour une large part aux besoins des industries de biens d'équipement ont connu une évolution parallèle à celle de cette catégorie de leur clientèle. C'est le cas de la production d'acétylène et d'oxygène qui a bénéficié de l'amélioration de la conjoncture dans la métallurgie et de livraisons accrues pour les barrages et les sucreries en cours d'édification. De même, les progrès de la construction immobilière et du montage de véhicules ont entraîné une hausse de 16 %, dans le compartiment des peintures et vernis.

Suivant elle aussi les mouvements de l'industrie automobile et continuant à profiter d'une protection absolue dans ses spécialités, l'usine de pneumatiques a augmenté son chiffre d'affaires de plus de 13 %, en dépit d'une baisse de 5 % de ses prix de vente intervenue en juillet. Les entreprises de pneus pour cycles, qui ont longtemps souffert de la concurrence d'articles étrangers offerts à de très bas prix, ont vu leur situation se redresser à la suite de mesures restrictives adoptées à la fin du premier semestre envers les importations. Les autres manufactures de caoutchouc

ont accusé une avance notable dans l'ensemble, mais variable suivant les produits : médiocre pour une catégorie de semelages et pour les tuyaux, plus nette pour les boîtes, qui ont été avantagées par un bon courant d'exportations.

Les principaux laboratoires pharmaceutiques établis à Casablanca et à El-Jadida ont travaillé dans de bonnes conditions et accru leur production dans des proportions qui s'échelonnent entre 15 et 20 %. Le manque de personnel qualifié constitue un des obstacles au développement de cette industrie encore à ses débuts.

Matériaux de construction.

Pour l'ensemble des matériaux de construction, l'indice officiel a marqué une progression très accentuée, de l'ordre de 15 %, et imputable essentiellement aux cimenteries dont la production est passée de 875.000 tonnes à 1.016.000 tonnes. Cette évolution très favorable, succédant aux résultats stationnaires de 1967, a résulté d'une activité bien plus soutenue de l'industrie du bâtiment pendant la plus grande partie de l'année et surtout de l'accroissement considérable de la demande en milieu rural après la récolte céréalière. La fabrication des produits rouges, principalement des tuiles et des briques, a pour des raisons analogues suivi la même tendance. De son côté, la branche de l'amiaute-ciment a augmenté ses ventes d'environ 40 % à la suite notamment d'un nouveau progrès de ses expéditions sur l'Afrique que n'ont pas entravées les difficultés persistantes rencontrées sur ce marché.

Construction et travaux publics.

Après le ralentissement observé en 1967 et prolongé le premier semestre suivant, une nette reprise de la construction a été constatée à partir de l'été. A Casablanca, la hausse d'une année à l'autre s'est établie à 3,4 % pour les surfaces et à 4 % en valeur. Elle a concerné surtout les bâtiments industriels ou commerciaux, les hôtels et les villas particulières alors qu'un certain fléchissement était observé pour les locaux administratifs et les habitations de style traditionnel. Le même essor s'est ressenti dans la plupart des autres provinces malgré une réduction assez sensible des édifications du type « habitat économique » à Kenitra, Rabat et El-Jadida.

Le secteur des travaux publics s'est maintenu très actif, bénéficiant spécialement du programme d'aménagement et d'extension des itinéraires touristiques, de la reconversion et de l'agrandissement des aéroports de Nouasseur et de Marrakech, et de l'exécution du barrage de l'Ati Aâdel, à laquelle est venu s'ajouter la mise en chantier de celui du Ziz.

Équipement hôtelier.

Soutenus par les encouragements des pouvoirs publics, les investissements hôteliers ont marqué de nouveaux progrès auxquels ont participé des capitaux étrangers aussi bien que nationaux. Plusieurs réalisations d'importance ont été achevées, notamment à Marrakech, Agadir et Tanger, qui ont accru de plusieurs milliers de lits la capacité d'hébergement. La mise en oeuvre d'autres projets, rendue urgente par l'afflux des visiteurs étrangers encore grandissant cette année, se poursuit activement dans l'ensemble du pays.

BIENS DE CONSUMATION.

Industries textiles.

En 1968, les industries textiles ont profité d'une part du plein effet des mesures restrictives prises au cours de l'année précédente à l'encontre des importations d'articles concurrentiels, d'autre part d'un réveil certain de la demande intérieure même si celle-ci est restée inférieure aux prévisions des professionnels. Pour l'ensemble du secteur, l'indice global de la production a progressé de plus de 13 % et les stocks pléthoriques ont été partiellement résorbés. Surtout sensible à partir de mai, l'expansion s'est étendue à toutes les catégories de fabrications mais elle a été plus ou moins ressentie suivant les branches. Celle de la laine, fortement touchée par le marasme antérieur, a été la plus favorisée par la nouvelle situation du marché, la filature et le tissage s'inscrivant respectivement en hausse de 29 % et de 28 %. Les difficultés d'approvisionnement en matières premières et l'élévation des cours mondiaux n'ont pas empêché une nette avance des manufactures de colonnades grâce à la qualité

constamment améliorée et à la diversification plus poussée de leurs produits. Les tissages de rayonne et de fibres synthétiques, restés stationnaires en 1967, ont marqué une reprise de l'ordre de 17 %, obtenue notamment grâce à des sacrifices de prix consentis par quelques firmes pour alléger leurs stocks. La confection et la bonneterie, qui avait particulièrement souffert auparavant de la concurrence étrangère et artisanale, connaissent également un redressement notable dès que les agriculteurs eurent commencé à vendre leurs récoltes, les commandes administratives ayant par ailleurs constitué un facteur appréciable de soutien pour de nombreuses entreprises.

Industries du cuir.

Affectée par une longue période de crise, qui avait été jusqu'à ramener l'an dernier son indice spécifique au-dessous de son niveau de 1958, l'industrie du cuir a accru son activité en 1968 de près de 17 %. Si les progrès de la peausserie n'ont pas dépassé 12 %, ceux de la tannerie de cuir lourd, stimulés par un bon courant d'expéditions à l'étranger, ont atteint 29 %. L'augmentation des chiffres d'affaires n'a toutefois pas été aussi importante en raison des baisses de prix entraînées par la concurrence sur les marchés extérieurs. Les barrières douanières instituées par certains pays africains traditionnellement acheteurs, ont également pesé sur les exportations de nos fabricants de chaussures. Ceux-ci ont par contre bénéficié de la meilleure conjoncture intérieure, accroissant finalement leur production et leurs ventes dans de sensibles proportions par rapport à l'année antérieure.

Industries alimentaires.

Exclusion toujours faite des conserveries dans l'établissement des statistiques officielles, l'indice concernant les industries alimentaires a fléchi en 1968 de 2 %. Ce renversement de tendance a été provoqué exclusivement par le recul brutal des minoteries industrielles qui, au contraire des deux années précédentes, ont orienté l'évolution de l'ensemble du secteur dans un sens nettement défavorable. Alors que les exploitations artisanales profitaient de l'abondance de la récolte céréalière locale, dont elles recueillent généralement une fraction importante, la réduction des importations de blé se traduisait par une chute de 19 % des écrasements dans les grands moulins. Les résultats de ces entreprises ont souffert au surplus des modifications apportées au régime des primes qui leur sont allouées et qui ont été abaissées.

A l'exception de la biscuiterie restée stationnaire, toutes les autres branches recensées ont accusé des progrès plus que satisfaisants. En même temps que de nouvelles unités de production entraient en service, le tonnage du sucre raffiné s'est élevé à 13 %. Les usines de pâtes alimentaires et de couscous ont marqué une hausse exceptionnelle, estimée à 60 %, malgré la moindre demande de certaines spécialités. La conjoncture a été également favorable pour les brasseries et fabriques de boissons gazeuses, les laiteries et les chocolateries, dont les taux d'accroissement ont été respectivement de 14 %, 21 %, 9 % et 10 %.

En ce qui concerne l'industrie de la conserve, l'activité paraît s'être en revanche quelque peu ralentie. La campagne de pêche a été dans l'ensemble décevante ; tant à Safi qu'à Agadir les apports ont été très inférieurs à ceux de l'année précédente et, en raison de leur qualité médiocre, une grande partie a dû être dirigée vers la fabrication de sous-produits. Touchées au surplus par une certaine désaffection de la clientèle européenne, particulièrement pour les conserves de sardines, les exportations n'ont porté que sur 2.244.000 caisses, soit 175.000 de moins qu'en 1967 mais, en valeur, les ventes globales ont enregistré une certaine augmentation. La contraction des débouchés extérieurs, jointe à un volume de récoltes réduit par de mauvaises conditions climatiques, a également affecté la marche des usines traitant les légumes et les fruits. A l'inverse, les ventes de jus, en particulier ceux des agrumes, ont progressé d'environ 35 % grâce notamment à l'application de prix compétitifs.

Industries des corps gras.

Après avoir connu un notable essor en 1967, la production des corps gras a subi cette année une légère baisse, de l'ordre de 2 %. La consommation accrue de beurres importés à très bas prix s'accompagne, en effet, d'une mévente de plus en plus sensible touchant

des produits fabriqués localement, entre autres, la margarine. Si la trituration des graines oléagineuses a évolué favorablement, les entreprises de raffinage d'huile ont accusé une tendance inverse. Pour leur part, les savonneries se sont inscrites en progrès malgré la concurrence exercée par les détergents de synthèse.

Industries du papier-carton.

Le développement de la fabrication et de la transformation du papier et du carton s'est poursuivi à un rythme double de celui de l'année précédente. Ce secteur, soutenu par une scolarisation toujours plus poussée, a bénéficié au surplus en 1968 de commandes d'emballages plus importantes émanant de l'Office de commercialisation et d'exportation. Mais l'avance a résulté surtout de l'essor dans la branche de la pâte de cellulose, en hausse de plus de 30 %, après deux exercices caractérisés par un fléchissement des tonnages obtenus.

Industries diverses.

Une certaine baisse d'activité a été ressentie dans l'ensemble des firmes entrant dans la composition de l'indice des industries diverses. Cette évolution n'a pas concerné cependant la production des articles en matières plastiques dont le taux de croissance, particulièrement fort ces dernières années, a atteint encore plus de 10 % en 1968, de nouveaux débouchés s'étant offerts au détriment, il est vrai, de la verrerie pour le conditionnement des huiles et des produits viticoles.

Les relations commerciales avec l'étranger.

Refletant les tendances de la conjoncture interne, nos échanges commerciaux avec l'étranger ont connu, en même temps qu'une nette progression en volume, une orientation structurelle plus favorable à l'industrie du pays. Le maintien des importations à un niveau élevé a profité en grande partie aux biens destinés à l'équipement ou à la transformation ; de la même manière, le développement des exportations a résulté non seulement des ventes accrues de certaines denrées agricoles mais aussi d'un nouvel essor dans le domaine des produits semi-élaborés. Le rythme de croissance de nos livraisons, nul l'an dernier, a atteint 6,1 % mais il est resté encore légèrement inférieur à celui de nos achats, de telle sorte que les résultats de 1968 ont accusé un solde négatif quelque peu supérieur au montant de l'année précédente. Le déficit est passé en effet de 474 4 512 millions de dirhams et le taux de couverture de nos opérations commerciales avec l'étranger s'est ainsi abaissé de 82 % à 81,6 %.

IMPORTATIONS.

Malgré une diminution de 0,7 % en tonnage, nos importations, d'une valeur globale de 2.790 millions de dirhams, se sont inscrites en hausse de 170 millions de dirhams. Ce mouvement a concerné toutes les catégories de produits sauf ceux de l'alimentation redescendus bien au-dessous de leur niveau d'il y a deux ans.

Produits alimentaires.

Le montant des achats à l'étranger de produits alimentaires ou assimilés a fléchi de 723 à 619 millions de dirhams et sa part dans le total de nos importations a été ramenée à 22 % au lieu de 27 % en 1966 et 1967. Cette évolution s'explique essentiellement par la réduction des entrées de certaines denrées de première importance. En poids et en valeur, les blés ont diminué d'environ 30 %, ce qui a représenté une baisse de 87 millions de dirhams de nos dépenses par rapport à l'année précédente. De même les acquisitions de sucre sont tombées de 305.000 tonnes pour 149 millions de dirhams en 1967 à 282.000 tonnes pour 119 millions de dirhams en 1968. En revanche, le thé, les produits laitiers et les corps gras ont progressé respectivement de 21 %, 14 % et 30 %.

Produits énergétiques (1)

Apparaissant supérieurs de 30 % à ceux de 1967, les arrivages de produits énergétiques ont totalisé 1.479.000 tonnes pour 166 millions de dirhams, dont 106 concernent le pétrole brut en provenance

(1) Pour les produits énergétiques, les séries statistiques servant à l'établissement de la balance commerciale peuvent accuser des décalages avec les mouvements mentionnés plus haut dans le chapitre « Énergie » en raison de méthodes d'enregistrement différentes.

principalement de l'Algérie, de l'Arabie saoudite et de l'Union soviétique. Les livraisons de lubrifiants et de pétrole lampant sont également en sensible accroissement.

Matières premières.

Rattachés au cours de 1967, les fournitures de biens primaires ont repris activement, s'élevant de 12,5 % pour se fixer à 363 millions de dirhams. Les produits d'origine animale et végétale en constituent, en ordre d'importance, les bois bruts y figurent pour 80 millions de dirhams, soit une hausse d'environ 16 %, et les graines et fruits oléagineux pour 20 millions de dirhams, marquant ainsi une augmentation de plus de 10 %. Les importations de laine en masse ont par ailleurs doublé. Pour sa part, le poste des matières minérales est passé de 22 à 36 millions de dirhams.

Demi-produits.

Le redressement de l'activité dans diverses branches industrielles s'est traduit par une nouvelle expansion, de l'ordre de 12 %, des achats à l'étranger de produits semi-finis, évalués à 621 millions de dirhams, soit 22 % du total de nos dépenses commerciales. Atteignant un montant respectif de 60 millions et 89 millions de dirhams, les produits chimiques et les fils de tissage ont enregistré en valeur relative les progressions parmi les plus importantes, de 28 % pour les premiers et de 13 % pour les seconds. Les approvisionnements en pâte à papier se sont accrus surtout en tonnage et la métallurgie a maintenu ses demandes à un niveau élevé, continuant d'absorber à elle seule plus du quart des biens répertoriés sous cette rubrique. Enfin les importations de certaines variétés d'engrais se sont élevées de 35 millions à 42 millions de dirhams.

Biens d'équipement.

Les biens de production importés sont passés à 588 millions de dirhams, marquant ainsi une augmentation sans doute moins spectaculaire qu'en 1967 mais légèrement supérieure encore à 11 %. L'équipement industriel intervient toujours pour 159/10 dans ce total bien que sa part n'ait progressé que de 6 % par suite d'une baisse sensible des entrées de chaudières et de machines destinées aux secteurs de fabrications textiles et alimentaires. Des hausses très accentuées sont intervenues en revanche pour le matériel des transports aérien, ferroviaire et maritime ainsi que pour les engins utilisés dans les exploitations minières. En ce qui concerne l'agriculture, les tracteurs et outils divers ont représenté une valeur double des importations de 1967.

Produits finis de consommation.

Après la diminution observée l'an dernier, les achats de produits finis d'origine étrangère se sont relevés de 9 % pour atteindre 437 millions de dirhams. Dans ce domaine aussi, l'évolution reflète l'activité accrue de nos industries puisque le poste des voitures de tourisme, comprenant principalement les pièces fournies à la firme de montage, figure en 1968 pour 135 millions de dirhams au lieu de 87 millions en 1967, et que les éléments commandés pour l'assemblage d'appareils récepteurs de radiodiffusion ou de télévision ont augmenté dans une proportion notable. Un autre indice favorable réside dans la chute de 65 % des apports de L.-sus fabriqués à l'étranger, les mesures restrictives mises en vigueur au cours de l'année précédente ayant limité la concurrence excessive pour la production interne.

EXPORTATIONS.

La stagnation de nos exportations en 1967 a fait place à une reprise, le montant global de nos recettes commerciales à l'étranger se trouvant porté d'une année à l'autre de 2.146 millions à 2.278 millions de dirhams. La progression enregistrée par les expéditions de biens agricoles et, dans une plus faible mesure, par celles de produits finis ou semi-finis, a plus que compensé le recul des ventes de certains minerais, tenant tout à la fois à la réduction des tonnages livrés et au tassement des cours.

Produits alimentaires.

En hausse de 107 millions de dirhams, les produits alimentaires ont à eux seuls encore assuré un peu plus de la moitié de nos exportations, en dépit des baisses accusées dans certaines catégories.

La diminution des livraisons de vins en fûts, de l'ordre de 10 % déjà en 1967, s'est accentuée cette année en atteignant 57 %. Freinées surtout par la fermeture du marché français à la fin du printemps, les expéditions de primeurs sont tombées de 261 à 223 millions de dirhams. Une contraction de plus de 12 %, a également touché les conserves de fruits et légumes.

A l'inverse, les ventes d'agrumes ont marqué un nouvel et important essor. Leur valeur s'est élevée à 420 millions de dirhams, soit une progression de 21 %, supérieure à celle des tonnages. Les sorties de céréales secondaires et de légumes secs se sont aussi accrues de même que les recettes procurées par les conserves de poissons et les jus de fruits.

Produits bruts d'origine animale, végétale et minérale.

Le montant global des produits bruts exportés a été ramené à 872 millions de dirhams, subissant ainsi une nouvelle diminution de l'ordre de 3,7 %. S'agissant des principaux minerais, seuls les phosphates ont progressé en poids d'environ 750.000 tonnes tandis que leur valeur différait relativement peu par rapport à l'année précédente et représentait plus de 62 % du total des biens primaires inclus dans cette rubrique. Pour leur part, les expéditions de fer, de manganèse et de zinc ont connu une baisse très sensible. L'évolution a été également défavorable pour l'ensemble des matières d'origine animale et végétale, à l'exception du liège et des huiles d'olive, le tonnage de ces dernières restant cependant à un niveau très faible.

Produits énergétiques.

Nos livraisons à l'étranger de produits énergétiques, principalement de gas-oils, dénotent une remarquable expansion. Elles ont atteint 16 millions de dirhams pour 140.000 tonnes alors qu'elles s'établissaient à 89.000 tonnes l'an dernier et 40.000 tonnes en 1966.

Produits finis et semi-finis.

Les exportations de demi-produits et de produits finis dépassent de 43 millions de dirhams, soit de 24 %, celles réalisées en 1967. L'augmentation concerne surtout les engrais et les cuirs et peaux tandis que la fourniture d'alliage d'argent et de platine, auparavant négligeable, apparaît cette année pour 8 millions de dirhams. Les ventes de tapis et d'articles de maroquinerie enregistrent une montée plus lente.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE.

Considérés dans leur répartition par ensembles monétaires, nos échanges commerciaux se sont développés particulièrement avec les pays de la zone de convertibilité, marquant au contraire une certaine contraction à l'égard de la zone franc.

Avec la France, nos exportations sont restées relativement stables alors que nos importations diminuaient en valeur de 10 % et que la baisse du tonnage apparaissait beaucoup plus importante en raison, dans une large mesure, de l'arrêt des livraisons de blé encore intervenues l'année précédente. Bien que sa part dans nos achats ait glissé d'une année à l'autre de 37 % à 31 %, ce pays reste toujours en tête de nos fournisseurs. Y compris les autres pays monétairement associés avec lesquels nos transactions ont progressé, le déficit avec la zone franc s'est considérablement amenuisé, tombant de 103 millions de dirhams en 1967 à 11 millions en 1968.

En revanche, le solde négatif avec la zone de convertibilité ressort à 490 millions de dirhams au lieu de 338 millions un an auparavant. Notre position s'est fortement dégradée à l'égard des États-Unis, les importations s'étant accrues d'environ 43 % et les ventes ayant fléchi de 12 %. Les excédents laissés par les échanges avec la Grande-Bretagne et les États du Bénélux ont été inférieurs de 41 millions de dirhams à ceux de 1967. Notre déficit s'est au contraire réduit avec l'Allemagne fédérale et avec l'Italie, ce dernier pays ayant développé plus rapidement ses achats que ses livraisons.

En ce qui concerne les opérations commerciales avec le groupe des États signataires d'accords bilatéraux de paiement, un surplus d'exportations a permis de ramener de 53 millions de dirhams à 11 millions seulement le solde de la balance en faveur de ces pays.

La diversification de notre commerce extérieur par zones géographiques reste marquée par la place toujours prédominante de l'Europe qui maintient aux environs de 70 % sa part dans notre approvisionnement malgré un léger recul au profit du continent américain. La Communauté économique européenne demeure notre principal client, en drainant près de 60 % de nos exportations. Si les échanges avec les Etats africains et les pays du Maghreb ne représentent encore qu'un faible pourcentage, leur progression n'en apparaît pas moins continue.

*
* *

La politique de libération du commerce extérieur, largement mise en œuvre déjà dans le domaine des importations, a été renforcée cette année par une réforme, intervenue dans le courant du quatrième trimestre dans le but d'assouplir le régime des ventes à l'étranger : un arrêté du ministre du commerce, de l'industrie, des mines et de la marine marchande, en date du 14 octobre 1968, réaffirme le principe de la liberté d'exportation pour les marchandises non assujetties au contrôle de certains offices et réduit sensiblement le nombre des produits dont les sorties demeurent soumises à autorisation. Dans les cas où celle-ci est maintenue, un simple certificat remplace désormais la licence et l'engagement de change exigé auparavant.

Par ailleurs, les négociations poursuivies en 1968 avec les pays de la Communauté économique européenne en vue d'une association du Maroc, ont abouti à la conclusion d'un accord partiel, limité en définitive aux échanges commerciaux. Signée, à Rabat, à la fin du mois de mars 1969, cette convention entrera en vigueur, pour une durée de cinq ans, dès sa ratification par les instances supranationales européennes.

Les avantages octroyés sur le plan tarifaire à notre pays, bien qu'en retrait sur les demandes initiales, n'en apparaissent pas moins importants : les produits industriels et artisanaux originaires du Maroc — à l'exception de ceux qui relèvent du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des produits pétroliers et des ouvrages en liège — sont admis sans restrictions quantitatives et en exemption de droits de douane. Des préférences avantageuses sont accordées conditionnellement pour certaines denrées agricoles, notamment les agrumes, qui bénéficient d'une réduction de 80 % du tarif douanier commun, l'huile d'olive brute et raffinée, les conserves de fruits et de légumes, et le blé dur. En contrepartie, le Maroc a consenti des abattements tarifaires « erga omnes » pour certaines fournitures à droits de douane très élevés qui lui parviennent principalement de la Communauté, ainsi que de substantielles ouvertures contingentes. Des clauses de sauvegarde sont cependant prévues dans un souci de protection des industries nationales naissantes ou en cas de difficultés de paiements extérieurs. Cet accord constitue donc un nouveau pas important dans la politique de diversification de nos échanges et laisse la porte ouverte à l'établissement d'autres ententes, notamment dans un cadre régional.

Prix — Salaires — Emploi.

PRIX.

Les incidences directes ou indirectes de l'amélioration de la conjoncture agricole se sont traduites par des variations divergentes des prix de gros et des prix de détail. Alors que les premiers fléchissaient nettement sous l'influence des cours des céréales, les seconds marquaient une légère hausse provoquée à la fois par l'offre réduite des produits de l'élevage et par une reprise générale de la demande résultant de l'accroissement des revenus monétaires. Si cette distorsion, telle qu'elle est constatée dans les statistiques officielles, paraît assez révélatrice des tendances fondamentales, l'évolution des deux catégories de prix reste néanmoins difficile à apprécier à sa juste mesure en raison de la structure ancienne des indices et des changements intervenus dans la répartition des dépenses des consommateurs.

L'indice général des prix de gros a enregistré un net fléchissement évalué à 9,6 % contre 5,2 % en 1967. La baisse des produits alimentaires locaux a commandé cette évolution, les plus grands écarts ayant concerné la viande de bœuf, l'huile d'olive et surtout

les céréales. La chute des cours des blés et de l'orge a atteint 26 % entre mai et septembre, en dépit de la reconduction des mêmes prix de soutien. Amorcé dès janvier le recul de l'indice général s'est accentué au début du printemps, suivant un mouvement saisonnier habituel, et a connu en août son niveau le plus bas, — 15,7 %, se situant alors aux alentours des prix de 1963. La reprise constatée au cours des derniers mois s'est effectuée à un rythme lent jusqu'en octobre, puis sensible en novembre.

Dans cette orientation générale à la baisse seuls les prix des produits étrangers, tant alimentaires qu'industriels ont progressé dans l'ensemble de 0,5 %.

Contrairement à la tendance observée en 1967, l'indice du coût de la vie à Casablanca est resté presque constamment au-dessus des niveaux mensuels correspondants de l'année précédente pour aboutir finalement à une augmentation de 1,8 %. Celle-ci a résulté à la fois des relèvements des prix du charbon, des places de spectacle et des denrées alimentaires. Ces dernières n'ont que partiellement ressenti les baisses subies au stade des transactions de gros. Malgré la chute des cours des céréales, les prix des farines, des semoules et des pains, fixés et contrôlés par les pouvoirs publics en raison de leur caractère d'aliments de base, sont demeurés inchangés. D'autre part, les apports de bétail sur les marchés ont été moins importants, les éleveurs étant moins incités à la vente tant en raison de l'excellent état des pâturages que de l'accroissement de leurs ressources consécutif à la bonne récolte. Cette rétention a provoqué une hausse régulière des prix des viandes qui a largement influé sur l'évolution générale du coût de la vie. Les variations saisonnières ont été moins marquées qu'en 1967, la baisse de printemps ayant été de faible amplitude et suivie d'une reprise ininterrompue et particulièrement accentuée le dernier mois de l'année.

A en juger par les renseignements épars recueillis dans les milieux urbains et ruraux, les prix de détail ont été également orientés à la hausse, surtout pour certains articles de grande consommation. La demande a été nettement plus soutenue, en effet, par suite de l'amélioration du pouvoir d'achat d'une majeure partie de la population. A cet égard, la consommation de sucre, qui a progressé de 8 % d'une année à l'autre, constitue un indice particulièrement significatif dans notre pays.

SALAIRES.

Sous l'empire de la politique de stabilité poursuivie depuis plusieurs années, aucune mesure générale de relèvement n'est intervenue dans le domaine des traitements et salaires. En ce qui concerne la fonction publique les rémunérations de base sont restées bloquées à leur niveau de 1958. Toutefois une importante réforme des cadres a été adoptée, qui a permis l'intégration et le classement dans les échelles statutaires d'un grand nombre d'agents auparavant contractuels. Cette décision, jointe aux nouveaux recrutements, a contribué à l'augmentation globale, d'environ 10 %, des dépenses de personnel supportées par les administrations. Pour leur part, les salaires minimums légaux du secteur privé n'ont pas été modifiés et les variations en hausse des prix de détail ont été trop faibles pour entraîner l'application des dispositions relatives à l'échelle mobile des salaires. Les revendications ont d'ailleurs été limitées et seules des augmentations conventionnelles ont été accordées par les employeurs. La masse salariale a connu néanmoins une certaine expansion qui s'est reflétée dans les déclarations effectuées à la Caisse nationale de sécurité sociale et plus encore dans la progression, nettement plus accentuée que l'an passé, des retenues opérées à la source sur les traitements et salaires publics et privés perçus au titre de l'exercice 1968.

EMPLOI.

Le marché du travail n'a pas été caractérisé par une évolution très remarquable au cours de l'année 1968. La création de nouveaux emplois, pour peu nombreux qu'ils puissent paraître au regard de l'augmentation de la population active, et l'accroissement des besoins de main-d'œuvre pour les travaux agricoles, provoqué par l'abondance des récoltes, ont cependant amélioré nettement le niveau de l'emploi. A l'exception de quelques conflits apparus au cours de la seconde moitié de l'année, notamment dans le secteur minier, le climat social est resté calme dans l'ensemble.

L'émigration des travailleurs s'est encore développée. Le nombre des contrats visés par les autorités administratives est en effet passé à 12.479, soit une augmentation de 33 % par rapport à 1967. Comme l'an passé, ce sont la France et la Libye qui ont embauché la presque totalité de cet effectif.

Poursuivant son action qui s'intègre tout à la fois dans l'effort d'équipement du pays et dans la lutte contre le sous-emploi, la promotion nationale a offert en 1968 près de 19 millions de journées de travail, chiffre quelque peu inférieur à celui de l'année précédente. Ce léger retard constaté fin décembre dans l'exécution du programme de l'exercice paraît imputable à la raréfaction de la main-d'œuvre, entraînée au cours du second semestre par les travaux ruraux.

Le financement de l'activité économique.

Après une année d'augmentation déjà sensible, le volume des crédits à court terme a accusé en 1968 une expansion exceptionnellement forte à laquelle ont concouru tour à tour ou simultanément la progression soutenue de l'activité industrielle, la commercialisation d'une récolte céréalière presque double de celle de 1967, et l'élan commercial provoqué par une conjoncture générale nettement améliorée.

Dans le domaine des investissements, deux tendances méritent d'être mises en lumière : la continuité de l'effort du secteur public et l'accroissement de la participation du secteur privé et semi-public, avec en outre une tendance, encore fragile mais qui devrait s'affirmer sans doute davantage dans les mois à venir, vers un élargissement de la gamme des branches industrielles bénéficiant de capitaux nouveaux.

Dans l'ensemble, les prévisions du plan quinquennal 1968-1973 concernant l'équipement ont pu être respectées, un très léger retard dans les interventions publiques ayant été compensé par l'avance des réalisations semi-publiques ou privées.

*
* * *

ORGANISATION ET POLITIQUE DU CRÉDIT.

Depuis la mise en place du cadre réglementaire et institutionnel issu du décret royal du 10 moharrem 1387 (31 avril 1967) la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire se sont développées dans un climat général de concertation entre les autorités et les professionnels. Sous la présidence du ministre des finances, le « Comité du crédit et du marché financier » — qui constitue la pierre d'angle du nouveau dispositif — s'est réuni une première fois en janvier pour procéder à l'examen de plusieurs questions se rapportant au crédit à la consommation, aux ratios bancaires, etc. En juin, une nouvelle séance eut surtout pour objet de préciser les modes de financement de la récolte céréalière et de faire le point de la situation dans le secteur des textiles. Enfin, au mois de novembre, l'avis des membres du comité fut à nouveau sollicité au moment du relèvement de taux de la réserve monétaire.

Instruments réglementaires de contrôle du crédit.

Si aucune modification n'a été apportée durant cet exercice à la réglementation du « plancher minimum d'effets publics » des banques, toujours fixé à hauteur de 25 % de leurs dépôts à vue ou à terme, en revanche, d'importants changements sont intervenus dans le domaine de la « réserve monétaire » que ces établissements doivent entretenir auprès de l'institut d'émission. A la fin du mois de juillet, il fut décidé d'abaisser provisoirement son taux au pourcentage symbolique de 1 %, ceci afin de permettre aux banques, dont la trésorerie était déjà resserrée à cette époque, de faire face au financement de la récolte céréalière. Puis, en novembre, le souci de contenir l'expansion monétaire dans des limites acceptables, conduisit à rétablir le pourcentage de 25 %. En même temps le mode de calcul fut modifié sur deux points : tout d'abord certains engagements vis-à-vis de l'étranger et, surtout, les dépôts à terme furent inclus dans les exigibilités constituant l'assiette de la réserve, ceci afin de combler une brèche apparue à l'expérience du système ; ensuite, et pour éviter de pénaliser les établissements jusqu'alors les

plus actifs dans la recherche de nouvelles ressources, la date de référence était fixée non plus à janvier 1966 mais au 1^{er} juillet 1968.

Liquidité des banques et marché monétaire.

Déjà sensible en 1967, le déséquilibre entre les ressources et les emplois bancaires s'est accentué cette année-ci, rendant nécessaire un accroissement notable des concours que peuvent apporter à ces établissements soit l'institut d'émission soit les organismes spécialisés. Les banques ont vu la marge de leurs possibilités de mobilisation à la Banque centrale évoluer dans un sens régressif, phénomène qui traduit le resserrement de leur liquidité.

Les tensions qui se sont exercées sur les trésoreries ont été particulièrement fortes du début juin à fin août, période où la hausse des crédits destinés à la commercialisation des céréales s'est associée aux fortes sorties de billets habituelles pendant l'été et à d'importantes échéances fiscales. Après une amélioration en septembre, au moment du règlement de dépenses administratives, plusieurs facteurs restrictifs se sont à nouveau manifestés en novembre, en particulier l'obligation faite aux sociétés d'employer avant la fin de ce mois leur réserve d'investissement en bons d'équipement et le rétablissement de la réserve monétaire au taux de 25 %. D'une fin d'année à l'autre, on peut considérer que l'augmentation des sommes ainsi stérilisées à la Banque centrale, l'accroissement de la circulation fiduciaire et le déficit de la balance des paiements, tous éléments qui comportent un effet négatif sur la liquidité bancaire, n'ont pu être compensés par l'incidence positive des opérations du Trésor public.

Si le volume des prêts au jour le jour et à très court terme entre banques ou offerts par les organismes financiers sur le marché monétaire semble être resté du même ordre de grandeur que l'an passé, ce qui traduit dans une certaine mesure la faible élasticité des transactions, en revanche, les taux pratiqués se sont assez sensiblement renchérissés pendant le second semestre. Selon les renseignements communiqués par les principaux établissements qui ont l'habitude d'intervenir dans ces négociations, il semblerait que le minimum pratiqué pendant l'année se soit fixé à 2,75 % et le maximum à 5 % au lieu de respectivement 3 % et 4,5 % en 1967.

Recours à l'institut d'émission.

Après les aménagements importants intervenus pendant l'exercice précédent, parmi lesquels figurait la création d'un système de « pensions supplémentaires », les possibilités de recours des banques auprès de l'institut d'émission n'ont donné lieu qu'à des modifications relativement mineures. A la fin du mois de mars 1968, tout d'abord, est venu à expiration le relèvement temporaire de 12,5 % des plafonds de réescompte accordé en août 1967 pour faciliter la commercialisation de certains produits. Puis, à compter du 30 juillet 1968 et là aussi dans le souci de rendre plus aisé le financement des crédits de campagne, une hausse de 6 % devant expirer le 31 mars 1969 a été consentie.

Restés pendant les cinq premiers mois de l'année aux alentours de 100 millions de dirhams, le réescompte et les pensions d'effets privés sous plafonds des banques commerciales auprès de l'institut d'émission ont rapidement progressé par la suite, notamment en juillet puis à nouveau en novembre. A la fin d'exercice, le chiffre de 223 millions, avait été atteint, soit 70 % des autorisations accordées. Par ailleurs, les établissements bancaires avaient mobilisé par l'intermédiaire essentiellement de la Banque nationale de développement économique et à hauteur de 46 millions de dirhams leurs nouveaux crédits à moyen terme dont 43 millions admissibles hors limites. En regroupant ces diverses catégories de recours, on peut estimer que le refinancement effectué directement ou indirectement par les banques auprès de notre institut — y compris les mobilisations d'effets publics en baisse de quelques millions — s'est accru d'une fin d'année à l'autre de 165 millions de dirhams, soit environ 60 %.

A concurrence de 100 millions — et non compris le refinancement des crédits bancaires à moyen terme signalés ci-dessus — ont eux aussi augmenté leur réescompte à la Banque centrale les organismes spécialisés et en particulier la Caisse nationale de crédit agricole et, dans une moindre mesure, le Crédit immobilier et hôtelier dont les possibilités respectives de mobilisation ont été fortement relevées.

FINANCEMENT A COURT TERME.

L'évolution des crédits à court terme reflète chaque année dans une assez large mesure les résultats de la récolte céréalière : quand ceux-ci accusent d'une campagne à l'autre des progrès sensibles, intervient alors une poussée rapide des facilités accordées aux intermédiaires chargés de la commercialisation. Ce phénomène n'a pas manqué de se produire en 1968, mais, au surplus, plusieurs secteurs étrangers à l'agriculture ont eux aussi bénéficié de concours accrues d'une façon très nette. Au total, les crédits à court terme distribués par les banques inscrites et les banques populaires régionales sont passés d'une fin de l'année à l'autre de 1.770 millions à 2.170 millions de dirhams, leur taux d'expansion ressortant ainsi à environ 22 % au lieu de 9 % à peine, un an auparavant.

Tout en étant plus accentuée qu'en 1967, la contraction saisonnière habituelle pendant les premiers mois de l'année est restée assez modérée : de janvier à avril, la diminution par rapport à décembre précédent s'est établie d'une façon constante entre 60 et 80 millions de dirhams. La reprise du mouvement haussier s'est manifestée en mai, époque où de nombreux secteurs commerciaux ou industriels, notamment les fabricants de produits alimentaires, les entreprises de travaux publics, l'énergie ont bénéficié de concours nouveaux. A l'issue du premier semestre, la hausse représentait déjà environ 75 millions de dirhams. En juillet et dans une moindre mesure en août, les résultats favorables de la campagne céréalière entraînent alors un accroissement rapide des crédits aux intermédiaires chargés de la commercialisation mais, en outre, de larges facilités continuèrent à être utilisées par certaines branches de l'industrie. Tel fut le cas à nouveau en octobre, au profit de ces dernières. Une pause relative put ensuite être observée en novembre et d'une façon plus marquée encore au mois de décembre.

Répartition par secteur d'activité.

Si aux crédits à court terme distribués par les banques privées et populaires, on associe ceux qui sont consentis par la Caisse nationale de crédit agricole — ils ne représentent pas plus de 10 à 15 % des premiers, suivant les époques — il est alors possible, au vu des déclarations statistiques de risques effectuées par les établissements eux-mêmes, de répartir l'ensemble de ces concours par secteurs bénéficiaires.

Agriculture et commerce de gros des produits céréaliers.

Ce groupe d'activités a vu ses encours globaux progresser pendant l'année de 72 % environ. Les crédits accordés aux céréalistes et aux organismes coopératifs agricoles pour le stockage de la récolte ont en effet plus que doublé d'une fin d'année à l'autre. Le point culminant des engagements dans cette catégorie a été atteint en octobre ; puis, pendant les deux mois suivants, le renversement de tendance a été du même ordre de grandeur que l'an passé à une époque à peu près identique. Les prêts de campagne octroyés principalement par la Caisse nationale de crédit agricole ont eux aussi progressé d'une façon très nette ; les principaux bénéficiaires en ont été les provinces pour la gestion des terres de colonisation récupérées, les Offices régionaux de mise en valeur — chargés plus spécialement des opérations dites intégrées, en particulier les cultures de la betterave à sucre et du coton — et enfin les sociétés de crédit agricole et de prévoyance qui constituent notamment le support de l'« opération-engrais ». D'une manière plus générale, on remarque que les interventions de la Caisse agricole se sont exercées sur une plus grande échelle à la suite des transformations intervenues récemment à la fois dans ses structures, dans sa réglementation et dans l'éventail des ressources dont elle dispose : le réseau des agences s'est à nouveau étendu, les plafonds assignés jusqu'alors aux prêts individuels à court terme ont été comprimés, la procédure de ces opérations a été allégée, enfin, de nouvelles possibilités de refinancement ont pu être trouvées auprès de la Banque du Maroc et de la Caisse de dépôt et de gestion.

Industrie et commerce.

Les crédits à court terme accordés à l'industrie ont continué à se développer à un rythme comparable à celui qui avait déjà pu être observé pendant l'exercice précédent, c'est-à-dire de l'ordre

de 11 %. On remarque tout de suite l'écart entre ce taux d'accroissement et les progrès enregistrés dans le domaine de la production qui, selon l'indice officiel, n'ont pas dépassé 4,2 %. Si les facilités nouvelles consenties à quelques secteurs, notamment les travaux publics, ont tout naturellement traduit dans le domaine monétaire une orientation favorable de la conjoncture, en revanche d'autres concours, en faveur des minoteries ou des fabricants de corps gras et même, dans une certaine mesure, au profit du textile, ont eu surtout pour objet de remédier à des difficultés d'ordre commercial ou à l'immobilisation de stocks.

Les industries du bâtiment, des matériaux de construction et de travaux publics ont bénéficié surtout pendant les mois d'avril, mai et juin des crédits destinés au financement de barrages. Puis, vers la fin de l'été, des règlements effectués par l'administration ont permis d'apurer certains engagements vis-à-vis de la Caisse marocaine des marchés, aboutissant ainsi à un plafonnement relatif des encours globaux de cette branche pendant la deuxième partie de l'exercice. La hausse annuelle atteint néanmoins environ 19 %.

Après la contraction saisonnière du premier trimestre, les firmes du secteur chimique et parachimique, au premier rang desquelles il faut placer les fabricants d'engrais, ont reçu des concours nouveaux à la suite d'un certain retard dans les paiements relatifs à l'opération-engrais. Malgré la stabilisation des encours des laboratoires pharmaceutiques et la contraction importante pour les cartonneries-papeteries, l'accroissement pour l'ensemble du secteur représente encore 16 %.

Le taux d'expansion des facilités utilisées par l'industrie textile s'est établi au même chiffre, au lieu de 30 % en 1967. Mais la ventilation de ces crédits supplémentaires a marqué durant le second semestre une orientation nouvelle, la part des escomptes commerciaux étant devenue prédominante à la faveur du réapprovisionnement des grossistes et de la reprise des achats par les consommateurs.

La montée régulière des risques déclarés pour les firmes de la métallurgie pendant les sept premiers mois de 1968 s'est inscrite dans la ligne générale d'un mouvement saisonnier dont l'amplitude fut particulièrement accentuée cette année-ci. Les fabricants d'emballages ont en effet été conduits à réaliser leurs achats de fer blanc, sur une période plus courte qu'à l'accoutumée. La baisse des encours durant les cinq derniers mois s'est au contraire réalisée alors que le rythme productif dans l'ensemble de la branche allait en s'accroissant. Du début à la fin de l'année, l'augmentation des facilités s'établit à 12 %.

Les difficultés rencontrées par les minoteries et les fabricants de corps gras sont enfin à l'origine de l'accroissement des encours dans les industries alimentaires ou assimilées, de l'ordre de 9 %.

Abstraction faite des opérations en faveur des céréalistes — regroupées avec les concours à l'agriculture dont il a été question plus haut — les crédits consentis aux diverses branches du commerce apparaissent en augmentation d'environ 30 %. Seuls les risques déclarés par les négociants en textiles, qui s'étaient très fortement accrues au premier semestre 1967, ont diminué d'une manière sensible. On remarque au contraire une progression accentuée en faveur de l'Office de commercialisation et d'exportation dont la trésorerie s'est trouvée momentanément resserrée à la suite du retard de la campagne d'agrumes 1968-1969. Les importateurs de matériel agricole ou de travaux publics ont eux aussi accru leurs risques.

Forme des crédits à court terme.

Contrairement à ce que l'on avait pu observer en 1967, la répartition, selon leur forme, des encours de crédits à court terme distribués par les banques inscrites et populaires s'est quelque peu modifiée.

Après une contraction saisonnière de janvier à avril, les escomptes commerciaux ont progressé par la suite à un rythme assez lent ; de décembre à décembre, la hausse n'a pas dépassé 6 %. En fin d'année, leur part dans l'ensemble des facilités bancaires à court terme ne s'établissait plus qu'à 21 % au lieu de 25 % un an plus tôt.

Si les avances sur marchandises — exclusion faite de celles dont bénéficient les céréalistes — n'ont pratiquement pas augmenté,

les découverts se sont au contraire développés assez rapidement d'abord de février à juillet, puis à nouveau en octobre. Leur importance relative par rapport aux autres formes de concours est restée cependant à peu près inchangée.

Tandis que les résultats exceptionnels de la récolte céréalière provoquaient d'une fin d'année à l'autre un doublement des crédits aux céréalistes ou aux organismes coopératifs agricoles, le maintien du programme d'investissements publics à un niveau très élevé depuis 1967 entraîna, par le biais notamment d'opérations de préfinancement de grands travaux, une progression de l'ordre de 40 % des effets ou avances portant la signature de la Caisse centrale de garantie ou de la Caisse marocaine des marchés. Enfin, les crédits à la consommation ont continué à se développer mais à un rythme plus lent que l'année passée : leur augmentation n'a pas dépassée 28 % au lieu de 50 % en 1967.

En ce qui concerne les facilités à court terme accordées non par le système bancaire mais par la Caisse nationale de crédit agricole, les crédits avec garantie publique et les découverts ont été les deux formes les plus usitées. Cet établissement accorde en effet ses concours suivant le premier procédé aux provinces ou aux coopératives, et suivant le second, aux Sociétés de crédit agricole et de prévoyance.

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.

Après leur importante augmentation en 1967, qui présentait à vrai dire un caractère assez exceptionnel, les investissements ont poursuivi leur croissance à un rythme qui, pour être légèrement ralenti, ne constitue pas moins une évolution tout à fait satisfaisante étant donné le niveau élevé qui avait été atteint précédemment. Selon des calculs qui n'ont pas un caractère définitif, la formation brute de capital fixe, évaluée en dirhams courants, s'est établie à 1.970 millions de dirhams, accusant une hausse de 4 %. Exprimée en dirhams constants, sur la base de 1960, elle est passée de 1.550 millions en 1967 à environ 1.580 millions de dirhams cette année. Rapportée au montant de la production intérieure brute, la part des investissements s'est abaissée mais ce phénomène ne revêt pas de signification économique véritable étant donné la variation considérable de la récolte céréalière d'une campagne à l'autre. Si l'on examine enfin la répartition des équipements par nature, il apparaît que les achats de matériels et d'outillages ont augmenté plus rapidement que les réalisations dans le domaine du bâtiment et des travaux publics.

La moitié environ des investissements a été effectuée par les pouvoirs publics : au 31 décembre 1968, en effet, 971 millions de dirhams avaient donné lieu à des paiements au titre des crédits d'équipements ouverts par le budget 1968 ou reportés au terme des exercices précédents. Comme l'an passé, 80 % des dépenses ont été exécutées par trois départements ministériels. Les travaux publics, tout d'abord, à concurrence de 300 millions de dirhams, dont la plus large part a été affectée à l'édification des grands ouvrages hydrauliques, notamment ceux du Ziz et des Ait-Adel, à la reconversion de la base aérienne de Nouasseur et à divers projets routiers et portuaires. En second lieu, l'agriculture, dont les règlements à hauteur de 298 millions de dirhams ont permis de poursuivre le programme général de mise en valeur réalisé principalement, suivant le cas, par les offices régionaux, les services provinciaux ou locaux et forêts. Enfin, les charges communes assumées par le ministère des finances, c'est-à-dire pour l'essentiel diverses subventions ou participations dans les entreprises nationales et les primes accordées aux investisseurs, ont atteint 188 millions de dirhams.

Intervenant pour l'autre moitié de l'investissement brut global, la participation du secteur privé et semi-public s'est avérée d'une manière sensible. D'une année à l'autre, la hausse peut être évaluée à près de 20 % et s'inscrit ainsi dans la ligne générale tracée par le plan quinquennal. Les réalisations touristiques et certaines branches de la chimie ou parachimie ont été les secteurs les plus en vue. Dans le textile, on note une diminution assez nette après les chiffres élevés atteints les années antérieures.

Mesures d'encouragement des pouvoirs publics.

A en juger par les résultats statistiques fournis par la « Commission des investissements » il semblerait au premier abord que les avantages divers consentis en faveur de la création ou de l'extension des activités industrielles aient été plus limités que l'an

passé. Un examen plus approfondi révèle en premier lieu que les chiffres de 1967 avaient été exceptionnellement gonflés par la prise en compte de grands projets publics ou semi-publics ; il s'agissait principalement des deux nouvelles sucreries du Rharb et de programmes hôteliers. En second lieu, il convenait de freiner le développement des investissements dans le textile, ce qui explique le petit nombre de dossiers agréés par la commission dans cette branche. D'une manière générale, il semble bien que la politique gouvernementale ait été surtout orientée cette année-ci dans le sens d'une plus grande diversification sectorielle et cela malgré la baisse globale du volume des programmes. Au total, 96 demandes portant sur 392 millions de dirhams seulement ont fait l'objet de décisions favorables au lieu de 110 pour 682 millions en 1967. Mais, alors que cette année-là 90 % des investissements retenus se rattachaient aux domaines de l'industrie alimentaire, de l'hôtellerie ou du textile, la part de ces trois secteurs ne représente plus que 51 % en 1968. Ont en effet été agréées durant ce dernier exercice les demandes présentées par plusieurs firmes appartenant à des branches très variées, telles que les transports aériens, les télécommunications, les cimenteries, les produits pétroliers et le plastique. Si les réalisations envisagées par les seuls capitalistes étrangers ont fléchi, ne représentant plus que 28 millions de dirhams, en revanche, les projets associant ceux-ci à des industriels nationaux sont passés de 151 à 183 millions de dirhams. Les soutiens consentis ont été en général du même ordre que par le passé, comportant presque toujours l'exonération des droits de douane et, fréquemment, la réduction du droit d'enregistrement et de l'impôt des patentes ainsi que l'autorisation d'effectuer des amortissements accélérés. En outre, vingt-quatre entreprises ont été admises au bénéfice de la prime d'équipement tandis que dans seize cas la garantie du régime fiscal, institué en 1966, était accordée.

Constitutions de sociétés et augmentations de capital.

L'accroissement net du capital des sociétés avait été particulièrement important en 1967 où il avait représenté 290 millions de dirhams. Pour 1968, la progression ne s'établit plus qu'à 212 millions, chiffre encore élevé cependant si l'on se reporte à la moyenne, de l'ordre de 100 millions, observée d'année en année de 1960 à 1967. Seuls les mouvements concernant les sociétés anonymes méritent toujours d'être signalés ; les réductions de capital dans cette catégorie ont atteint 60 millions de dirhams au lieu de 34 seulement en 1967, tandis que les augmentations passaient de 236 à 188 millions de dirhams, sur lesquels les souscriptions en espèces n'exécutaient pas 99 millions dont 56 effectivement versés. Par contre, les apports en vue de la constitution de sociétés anonymes nouvelles sont intervenus une année comme l'autre pour des montants voisins : 83 millions de dirhams au lieu de 88. En dehors de deux opérations importantes intéressant des sociétés à caractère statique, la majorité des sommes nouvellement inscrites s'est dirigée vers des branches très diverses de l'industrie et dans une moindre mesure, vers les secteurs commerciaux, touristiques et immobiliers.

Marché financier.

Sur le marché des capitaux à long terme, le début d'essor constaté en 1967 s'est sensiblement accentué. Certes, les émissions de valeurs d'Etat, qu'il s'agisse de bons à 10 ans ou d'obligations à 15 ans, ont quelque peu fléchi en ne dépassant pas 64 millions de dirhams au lieu de 76 millions, mais à l'inverse, les emprunts de longue durée effectués à nouveau cette année-ci soit par le crédit immobilier et hôtelier soit par l'Office national de l'électricité ont atteint au total 59 millions de dirhams, chiffre beaucoup plus élevé que lors de l'exercice précédent. Les compagnies d'assurances, la Caisse de dépôt et de gestion, et aussi la Société nationale d'investissement ont été les principaux souscripteurs de ces divers placements.

Mais le signe le plus net du regain d'activité du marché financier s'est manifesté, semble-t-il, à la bourse des valeurs de Casablanca où les cours de la plupart des actions ont notablement progressé tandis qu'en même temps trois nouvelles sociétés étaient inscrites à la cote. L'effort exercé sur le marché par les interventions de la Société nationale d'investissement, mais aussi les programmes d'équipement mis en œuvre par plusieurs entreprises industrielles appartenant à des secteurs aussi différents que le

textile ou les cimenteries, entre autres, ont été deux des éléments-moteurs à l'origine de ce développement des transactions sur titres. Celles-ci sont passées de 21 millions de dirhams l'exercice précédent à 30 millions tandis que la capitalisation boursière calculée au 31 décembre 1968 représentait 522 millions de dirhams au lieu de 434 millions un an plus tôt.

Crédits à moyen et à long terme.

D'une fin d'année à l'autre, les encours de crédits à moyen ou long terme du système bancaire et des organismes spécialisés se sont accrus d'un montant qui peut être évalué à environ 180 millions de dirhams sur lesquels 113 millions ont été financés sur ressources monétaires, celles-ci étant fournies à concurrence de 107 millions par l'institut d'émission seul. Le phénomène majeur de cette période paraît en effet résider dans l'ampleur du flux qui, partant des établissements initiateurs des crédits, aboutit finalement à la Banque centrale. Le mécanisme a fonctionné d'une façon particulièrement évidente à l'avantage des banques privées et du crédit populaire qui, en un an, ont augmenté de 47 millions leurs interventions dans ce domaine, notamment en faveur de l'industrie sucrière, mais dont les encours nourris n'ont progressé que d'un montant négligeable.

Les prêts d'équipement distribués par la Caisse nationale de crédit agricole, se sont eux aussi développés et les engagements supportés par cet établissement se sont accrus d'environ 50 %. En ce qui concerne le crédit immobilier et hôtelier, les réalisations ont représenté un volume identique à celui de l'exercice précédent, mais en raison de la faiblesse des amortissements sur les facilités consenties antérieurement, les risques figurant au bilan sont passés de 205 à 267 millions de dirhams. Un décret royal du 26 ramadan 1388 (17 décembre 1968) a du reste rénové et simplifié la réglementation jusque-là en vigueur dans le domaine des prêts à la construction. Les déblocages de crédits directs effectués par la Banque nationale de développement économique, en faveur de l'hôtellerie, de l'industrie sucrière ou des produits pétroliers pour la plupart, ont fléchi d'à peu près 30 % tandis que les encours de cet organisme s'élevaient de 163 à 173 millions de dirhams. Seuls les prêts ou avances à moyen et long terme financés par la Caisse de dépôt et de gestion ont légèrement diminué.

*
* * *

Si l'expansion très rapide des facilités à court terme durant cette année a présenté dans une large mesure un caractère inéluctable pour les raisons diverses qui ont été exposées, son importance a paru néanmoins dépasser quelque peu les besoins correspondant au rythme de développement de l'économie. Aussi cette évolution a-t-elle appelé une vigilance constante de la part des autorités monétaires dont l'une des premières mesures restrictives aura été, comme on l'a vu, de rétablir dès novembre le taux de la réserve obligatoire des banques qui avait été fortement abaissé en juillet précédent. Mais, dans le même souci, d'autres décisions furent adoptées par la suite, en février et mars 1969 : l'une devait consister à fixer aux établissements bancaires un plafonnement de leurs crédits à court terme ; l'autre fut de relever par étapes le portefeuille minimum d'effets publics. La physionomie de 1969 devrait donc à cet égard apparaître sous un jour bien différent de celui de l'exercice précédent.

Au plan des investissements, l'année a été caractérisée non seulement par une nouvelle augmentation de leur volume global mais aussi par la nouvelle tendance favorable qui se dessine dans la diversification et la part des équipements privés et semi-publics. Les progrès réalisés dans ces secteurs sont d'autant plus encourageants qu'ils sont accompagnés d'un certain regain du marché des capitaux, mais il ne faut pas perdre de vue que l'effort supplémentaire de financement a été obtenu dans une large proportion au moyen de ressources purement monétaires. La Banque du Maroc, à elle seule, y a concouru pour un montant représentant la moitié de l'augmentation des investissements bruts des entreprises et des particuliers enregistrée d'un exercice à l'autre. Même si parallèlement les dépenses publiques de développement ont donné lieu à des tirages moins élevés sur le système bancaire, celui-ci paraît avoir encore accentué notablement sa contribution totale à la formation du capital.

Un relais à ces recours s'avère donc indispensable pour prévenir des tensions inévitables : à défaut d'apports privés de l'extérieur, dont le niveau reste bien faible, il ne saurait être trouvé que dans la mobilisation accrue de l'épargne nationale.

Le financement des dépenses publiques.

Première année d'exécution du nouveau plan quinquennal, 1968 a été marqué par la volonté de maintenir les investissements publics à un niveau élevé, ceci afin de ne pas compromettre ni ralentir le développement économique du pays dont l'Etat supporte la majeure partie de la charge.

Une amélioration assez sensible du rendement de certains impôts a permis d'atteindre cet objectif en recourant aux ressources monétaires dans une mesure limitée et moindre que l'année précédente.

*
* * *

La loi de finances pour 1968. Les dépenses du budget général.

Les prévisions relatives à l'équilibre global du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux, compte tenu de la première loi de finances rectificative approuvée par le dahir du 9 moharrem 1388 (8 avril 1968) faisaient apparaître un excédent de changes de 126 millions de dirhams contre 56 millions en 1967. En revanche, si l'on considère le seul budget général de l'Etat, on constate que les conditions de son équilibre prévisionnel ont très peu varié puisqu'on est passé d'un déficit de 111 millions de dirhams en 1967 à un déficit de 117 millions en 1968. Après les mesures d'austérité des années précédentes, les dépenses de fonctionnement du budget général ont dû tout d'abord être réévaluées en hausse, notamment celles de l'éducation nationale, de la défense et de l'agriculture. Le ministère de l'intérieur a bénéficié de crédits supplémentaires plus élevés encore mais cette augmentation résultait de l'inscription à ce chapitre de l'importante subvention accordée aux collectivités locales, ceci en contrepartie du transfert à l'Etat de la part précédemment attribuée aux budgets locaux sur la taxe frappant les produits et services. Ainsi s'explique la hausse exceptionnelle des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement, représentant à elle seule 420 millions de dirhams, soit près de 22 % par rapport à 1967, mais dont environ 40 % résultent de l'opération particulière mentionnée ci-dessus.

Les crédits du budget d'équipement, d'abord évalué pour un montant relativement faible, ont été portés par la loi de finances rectificative du 8 avril 1968 à 1.130 millions de dirhams soit 31 % de plus que l'année passée. Ceux-ci ont continué à être répartis selon les grandes options définies par le plan de développement ; ont ainsi bénéficié de la plus large part de l'augmentation : les offices régionaux de mise en valeur, les services agricoles provinciaux, le ministère des travaux publics pour l'édification des grands ouvrages hydrauliques et l'éducation nationale pour les enseignements primaire et secondaire.

Au total, les crédits de paiement de toutes catégories ouverts aux divers départements - exception faite des budgets annexes et des comptes spéciaux - sont passés d'un budget à l'autre de 3.083 à 3.776 millions de dirhams, soit une augmentation de 22 %.

Les recettes.

Les ressources prévues pour le budget général se sont elles aussi accrues dans de grandes proportions : le chiffre de 3.659 millions de dirhams a été atteint, soit 23 % de plus que pour l'année 1967, pourcentage très proche de celui qui a été noté plus haut en ce qui concerne les dépenses. Mais ici aussi il convient de ne pas perdre de vue que cette progression revêt un double caractère puisqu'elle résulte tout à la fois d'un surcroît prévisible de diverses recettes traditionnelles et d'un élargissement du domaine budgétaire. A la différence des années passées, ont en effet été comprises dans les ressources du budget d'une part la totalité des recouvrements au titre de la taxe sur les produits et services et d'autre part l'intégralité des bénéfices de l'Office chérifien des phosphates. Si l'on fait abstraction de ces deux catégories de ressources nouvelles, la progression des recettes du budget général s'abaisse de 23 % à environ 16 % soit 460 millions. Cette évaluation en hausse, encore considérable, résultait tout d'abord pour une large part, environ

300 millions, des emprunts extérieurs, c'est-à-dire des aides attendues de la coopération internationale qui ont été retenues pour 979 millions, montant dont la précision ne pouvait être bien entendue qu'assez approximative étant donnée la difficulté des prévisions en ce domaine. Mais un surcroît de ressources lui aussi important, 93 millions, était également attendu des recettes dites exceptionnelles, cette appellation recouvrant les prélèvements sur le fonds de développement régional et les contributions du fonds de solidarité nationale où subsistait un reliquat des sommes précédemment recueillies par le Trésor au titre de l'impôt spécial instauré en 1960 après la catastrophe d'Agadir. Devaient aussi fournir des ressources nettement plus élevées, l'impôt sur les bénéfices professionnels, les prélèvements à la source sur les traitements et salaires, les taxes intérieures de consommation et, dans une moindre mesure, les droits de douane et les emprunts intérieurs à long terme. Enfin, il faut signaler que le décret royal du 8 avril 1968 portant loi de finances rectificative, avait instauré deux catégories de recettes nouvelles : d'une part, un emprunt obligatoire à souscrire par les personnes assujetties au prélèvement sur les traitements et salaires pour la tranche de revenu supérieur à 6.000 dirhams par an suivant un barème allant de 0,50 % à 1,50 % selon les tranches de revenus et matérialisé par des bons nominatifs à 5 ans, et d'autre part, l'emploi en bons d'équipement à 10 ans d'une fraction de la réserve d'investissement des entreprises instituée en 1966.

Exécution du budget.

Le total des recouvrements au titre du budget général de l'Etat pour 1968, exclusion faite des reports de crédit non utilisés qui figurent en recette d'ordre, s'est établi à 3.205 millions de dirhams. Il importe de souligner que la progression considérable par rapport aux recouvrements de l'exercice précédent qui n'avaient pas dépassé 2.560 millions (1) résulte pour une large part, comme il a été signalé plus haut, de l'extension du domaine budgétaire.

Les impôts directs et taxes assimilées ont rapporté pour leur part 122 millions ou 22 % de plus que l'an passé. Aucun relèvement de taux ou modification de barème n'ayant été décidé, plusieurs causes se sont conjuguées pour aboutir à ce résultat favorable : l'accroissement des revenus à la suite de l'abondance de la récolte céréalière, mais aussi les opérations de révision systématique des déclarations de biens et la recherche des superficies consacrées aux cultures spéciales à hauts rendements ont tout d'abord permis de bénéficier d'importantes rentrées au titre de l'impôt agricole, aux mois de juillet et août en particulier ; ainsi les recouvrements de 1967 ont-ils été dépassés de 70 % environ. A la suite de nombreuses vérifications dans les entreprises elles-mêmes, des rehaussements de bases de taxation ont fait apparaître des plus-values substantielles en matière d'impôt sur les bénéfices professionnels ; elles représentent à elles seules 67 millions. Les prélèvements sur les traitements publics et privés se sont enfin accrus de 19 millions de dirhams dont à peu près le tiers en règlement d'arriérés.

A l'inverse de ce que l'on avait constaté en 1967, les droits de douane ont fléchi cette année-ci de près de 5 %. Nos importations n'ont pas diminué, bien au contraire, mais leur répartition s'est assez sensiblement modifiée au détriment des objets manufacturés et à l'avantage des produits bruts qui supportent des droits moins élevés que les premiers.

Où il s'agit des taxes sur le chiffre d'affaires ou des taxes intérieures de consommation, l'amélioration effective du rendement de ces impôts s'est fixée aux alentours de 12 % et 6 % respectivement. Toutefois, l'augmentation des recettes comptabilisées à ce titre par le budget de l'Etat a été bien plus importante puisque, dans le premier cas, la part précédemment attribuée aux collectivités locales a été budgétisée.

Le renforcement du contrôle des mutations soustraites jusqu'alors à l'impôt et l'augmentation du nombre des polices d'assurances ont permis d'accroître le 9 % les sommes recueillies au titre des droits d'enregistrement et de timbre.

Si les produits et revenus des domaines sont restés à peu près stationnaires à un chiffre un peu en deçà des prévisions, en revanche, les produits des monopoles, des exploitations et des participations

financières de l'Etat ont progressé d'environ 38 millions ou 11 %, dont 24 millions pour la seule régie des tabacs dont le chiffre d'affaires s'est notablement amélioré.

Les emprunts intérieurs à long terme ont fourni des ressources pour un chiffre proche de celui qui était avancé dans la loi de finances tandis que les aides provenant de la coopération internationale augmentaient considérablement d'une année à l'autre, tout en restant, il est vrai, inférieures au montant prévisionnel. Par souci d'unité, il sera traité plus loin d'une part de l'ensemble des concours extérieurs et d'autre part de l'évolution de la dette publique.

L'accroissement des ressources budgétaires d'un exercice à l'autre, et, dans l'ensemble, leur dépassement très sensible par rapport aux prévisions - exception faite toutefois des apports extérieurs - a couvert intégralement les dépenses courantes. Alors que le déficit prévisionnel du budget de fonctionnement de l'Etat était de 117 millions de dirhams, l'exécution de la loi de finances a permis d'enregistrer un excédent de recettes de plus de 133 millions. En raison de l'importance de ce dernier, il a paru opportun de faire procéder au remboursement par le budget général d'un certain nombre d'avances de trésorerie pour un montant global de 89 millions. Ces opérations de régularisation ont fait l'objet d'une deuxième loi de finances rectificative actuellement soumise au sceau de Sa Majesté le Roi. Compte tenu de cette loi, c'est, en définitive, un excédent des recettes de plus de 44 millions de dirhams qui est constaté en fin de gestion. Ce surplus a pu ainsi concourir à la couverture des dépenses d'équipement. Pour leur part, les charges de la dette amortissable intérieure et de la dette flottante avaient des paiements correspondants à hauteur de 95 % des crédits ouverts. Enfin, les dépenses d'investissements au budget général et des budgets annexes avaient pu être réalisées à concurrence de 970 millions de dirhams, montant qui représente, compte tenu des crédits de report, 63 % des disponibilités accordées aux divers services dépensiers. Ainsi s'est trouvée confirmée la tendance, déjà apparue en 1967, à une accélération très sensible des réalisations dans le domaine de l'équipement public.

La trésorerie.

Comme on le constate presque chaque année, la trésorerie de l'Etat a bénéficié pendant le premier semestre de l'augmentation à peu près constante des dépôts effectués chez les comptables par quelques établissements publics importants, tels que l'Office de commercialisation et d'exportation ou l'Office chérifien des phosphates. Mais, d'une fin de période à l'autre, et si l'on considère l'ensemble des dépôts à vue et à terme dans les caisses publiques - qu'ils émanent des correspondants traditionnels du Trésor, de particuliers, de banques ou d'entreprises - la progression et, partant, le gain de ressources pour l'Etat, apparaît très faible et sans commune mesure avec ce qu'il avait été en 1967. L'Etat a donc dû recourir pour un montant de 238 millions de dirhams, aux diverses catégories de facilités qui peuvent lui être accordées soit par l'institut d'émission soit par les banques.

Les concours extérieurs.

Après la baisse continue des dernières années, un renversement de tendance s'est produit dans le domaine des aides extérieures affectées au financement d'opérations gouvernementales et comptabilisées au budget. D'après les chiffres fournis par la comptabilité publique, la contrevaletur totale des sommes transférées représente en effet 294 millions de dirhams soit à peu près le double de l'année précédente. L'origine et la destination de ces concours seront passées en revue dans le chapitre consacré aux relations financières avec l'étranger. Compte tenu des charges de remboursement en capital et en intérêt, le solde en notre faveur, de l'ordre de 96 millions de dirhams, a été lui aussi deux fois plus important qu'en 1967.

En revanche, les ressources et les charges qui s'inscrivent dans le cadre d'opérations de crédit à court et à moyen terme avec l'étranger et sont prises en compte non par le budget mais par la trésorerie de l'Etat ont dégagé un déficit de 85 millions de dirhams au lieu d'un apport net de 105 millions en 1967. Ce retournement de situation d'un exercice à l'autre s'explique par les modalités particulières de règlement des importations de blé français qui présentent, à vrai dire, un caractère assez exceptionnel.

(1) Chiffre définitif après règlement du budget 1967.

L'emprunt intérieur.

Les émissions d'emprunts à long terme, toujours représentés pour l'essentiel par des obligations à 15 ans portant intérêt à 6,25 % l'an, ont quelque peu fléchi d'un exercice à l'autre : réparties en quatre tranches, elles n'ont pas dépassé 63 millions de dirhams au lieu de 70 millions en 1967. Plus des deux tiers ont à nouveau été souscrits par des compagnies d'assurances et le restant par la Caisse de dépôt et de gestion ou la Société nationale d'investissement. Quant aux bons 4 % à 10 ans réservés aux non-résidents titulaires de « Compte-capital », leur montant n'a représenté qu'un chiffre très faible, inférieur à 2 millions de dirhams, soit trois fois moins que l'an passé.

En tenant compte des charges de remboursement, le solde net des ressources à long terme dont a bénéficié le Trésor s'est établi à 25 millions de dirhams environ au lieu de 37 l'exercice précédent.

L'évolution d'une année à l'autre a été bien différente et beaucoup plus favorable pour la trésorerie en ce qui concerne la dette flottante qui regroupe l'ensemble des bons dont l'échéance ne dépasse pas 5 ans. Légèrement déficitaire en 1967, la balance des ressources et des charges dégage cette année-ci un excédent de l'ordre de 100 millions. Pour satisfaire à la réglementation du « plancher » d'effets publics, les banques privées, dont les dépôts considérés dans leur ensemble ont progressé très rapidement, se sont vues dans l'obligation de souscrire pour des montants croissants aux émissions de valeurs du Trésor. Ainsi au 31 décembre 1968, 573 millions de bons à 1 ou 5 ans figuraient-ils dans leur portefeuille sur un total de bons émis atteignant 1.063 millions de dirhams.

Le recours à l'institut d'émission.

D'une fin d'année à l'autre, le recours du Trésor public aux facilités diverses que peut lui consentir l'institut d'émission est apparemment resté modéré puisqu'il n'a pas dépassé 185 millions de dirhams, soit à peu près 20 %, au lieu de 376 millions en 1967. Ce dernier chiffre serait toutefois sensiblement plus élevé s'il était tenu compte de certaines avances indirectes de la Banque centrale à l'Etat, telles les disponibilités laissées par celle-ci à son compte courant postal.

L'avance à l'Etat accordée au titre des facilités de caisse en vertu de l'article 35 paragraphe 3 des statuts de la banque a été tout d'abord employée pour son montant intégral, 249 millions de dirhams du début de janvier à la fin d'avril, puis à nouveau pendant les quatre derniers mois de l'année. La période totale d'utilisation s'est ainsi répartie sur 240 jours, soit le maximum autorisé.

La mobilisation de bons du Trésor par notre institut s'est accrue de 124 millions mais elle a été effectuée exclusivement par l'intermédiaire d'un établissement financier spécialisé, le refinancement des banques en ce domaine ayant au contraire quelque peu fléchi. Enfin, le réescompte de traites douanières, qui n'était en général utilisé les années passées que d'une façon épisodique, est devenu constant en 1968 ; il figurait au bilan de la banque à fin décembre pour 41 millions de dirhams au lieu de 9 à l'arrêté de l'exercice précédent.

Les relations financières avec l'étranger.

L'évolution de nos finances extérieures a continué de se ressentir en 1968 de la conjoncture défavorable des années antérieures. Au déficit quelque peu accru de nos échanges commerciaux se sont ajoutés, en effet, des règlements importants au titre de la dette publique et des livraisons de blé intervenues en 1966 et 1967. Dès le premier semestre, et alors que cette période connaît généralement un excédent notable des réserves de change, celles-ci dénotaient une sensible dégradation qui a conduit à utiliser en juin une part de la ligne de crédit ouverte par le fonds monétaire internationale, puis à tirer le reliquat au cours du dernier trimestre.

Si les disponibilités immédiates en devises apparaissent en augmentation de 30 millions de dirhams, nos avoirs nets, c'est-à-dire compte tenu des engagements nés de ces tirages sur le fonds monétaire international, sont tombés d'une fin d'année à l'autre de 384 millions à 241 millions de dirhams (1). La répartition de ces moyens

de paiement s'est, au surplus modifiée au profit du solde de nos créances bilatérales qui a progressé de 16 millions de dirhams.

Nos opérations avec l'étranger ont donc entraîné une baisse des réserves globales nettes de 143 millions de dirhams, supérieure à celle de 1967 qui s'était établie à 106 millions de dirhams. Cette aggravation ne traduit pas cependant l'excédent des dépenses propres à cet exercice car elle résulte de l'imputation, en janvier 1968, d'environ 40 millions de dirhams de charges financières afférentes en réalité à l'année précédente. Sans ce report, ce serait au contraire une diminution du déficit de la balance des paiements qui aurait été constatée.

Ralentis l'an dernier, les prêts et les dons en provenance de l'étranger ont augmenté de 96 millions de dirhams, et principalement sous forme de versements en devises. Cependant les seuls remboursements en capital sur des crédits anciens ont compensé les apports nouveaux au point de réduire le solde positif de ces mouvements à un niveau bien inférieur à celui de 1967.

La balance des paiements.

Sur la base de chiffres encore provisoires, la balance des paiements présente un résultat déficitaire de 144 millions de dirhams, deux fois plus important qu'un an auparavant.

Les biens et les services.

S'élevant à 526 millions de dirhams, le solde négatif des biens et services est resté du même ordre que celui de 1967. Deux variations inverses, mais d'un montant presque équivalent et relativement faible se sont produites à l'intérieur de cette rubrique.

L'une, défavorable, concerne les marchandises évaluées f.o.b. et reflète un développement de nos importations légèrement plus accentué que celui de nos exportations, la différence s'étant accrue de 23 millions de dirhams au profit des premières pour aboutir à un excédent des achats sur les ventes de 304 millions de dirhams.

En revanche, l'ensemble des services a marqué une amélioration due essentiellement au renversement du poste des « transactions gouvernementales », passé bénéficiaire cette année d'environ 43 millions de dirhams. La balance relative aux « voyages » est restée très largement positive mais sans progrès notable bien que le nombre plus élevé des visiteurs étrangers ait provoqué un surcroît de recettes. La charge constituée par les « revenus d'investissements » s'est au contraire alourdie malgré une hausse non négligeable des transferts de cette catégorie en provenance de l'étranger.

Les paiements de transfert.

Globalement les paiements de transfert privés et publics ont accusé une nouvelle et encore substantielle avance en notre faveur, laissant cette année un solde positif de 237 millions de dirhams au lieu de 173 millions en 1967. Les sorties sont demeurées au même niveau alors que les rentrées comprenaient des montants beaucoup plus importants au titre des pensions et surtout des dons et prestations gratuites.

Les capitaux non monétaires.

Les mouvements relatifs à l'ensemble des capitaux non monétaires ont été caractérisés par un recul de plus de 130 millions de dirhams de leur balance bénéficiaire comparée à celle de l'an dernier. Les opérations privées ont été moins affectées que celles du secteur public. Si celui-ci a vu doubler d'une année sur l'autre le montant des prêts en devises effectués à son profit, en revanche il a dû supporter au titre des crédits commerciaux, d'une part les échéances portant sur des importations anciennes de céréales, d'autre part les effets résultant de la suspension de ces livraisons exceptionnellement élevées au cours des deux exercices précédents.

Les concours étrangers.

En 1968, les concours extérieurs recensés ont augmenté de 96 millions de dirhams par rapport à leur montant de 1967 et ont totalisé 653 millions de dirhams, chiffre à peu près identique à celui de 1966. Cet accroissement a suivi la reprise des versements du Koweït et l'accroissement parfois très sensible des prêts et dons

(1) Ces chiffres s'entendent après déduction des portefeuilles d'effets sur l'étranger de l'institut d'émission et des banques.

accordés par les organismes internationaux ou plusieurs gouvernements étrangers, principalement la République fédérale d'Allemagne. Au surplus l'année écoulée a été marquée par la signature d'importants accords financiers tant avec certains des pays passés ci-après en revue qu'avec quelques autres, tels que l'Italie et le Danemark.

Organisations internationales.

Les prêts reçus des organismes internationaux ont atteint 61 millions de dirhams et les dons, 4 millions de dirhams. Les tirages sur la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, destinés au refinancement des opérations à moyen terme de la Banque nationale de développement économique et de la Caisse nationale de crédit agricole, ont porté respectivement sur 27 millions et 12 millions de dirhams. Dans le cadre de l'accord conclu avec cette même institution et concernant le réaménagement de la région de Sidi-Slimane, les remboursements obtenus se sont élevés à plus de 16 millions de dirhams. Pour sa part, l'association internationale pour le développement a opéré un déblocage de 6 millions de dirhams sur le crédit consenti en faveur de l'éducation nationale.

Allemagne.

Les concours de la République fédérale allemande sont passés d'une année à l'autre de 105 millions de dirhams à 175 millions, dont 127 millions représentés par des versements en devises. Près de 70 % du total ont été affectés à la fourniture de matériel, aux paiements d'acomptes ou au refinancement de dépenses locales afférentes aux sucreries de Mechraâ-bel-Ksiri et Sidi-Allal-Tazi. Le reliquat a concerné le complexe chimique de Safi, l'équipement de la mine de Kettara, l'amélioration du système de sécurité aérienne, les installations touristiques et la couverture d'importations diverses.

Enfin les dépenses de coopération technique, estimées à plus de 7 millions de dirhams, ont revêtu le caractère de prestations gratuites.

Belgique.

Presque négligeables l'an dernier, les financements couverts par la Belgique ont progressé jusqu'à 22 millions de dirhams. Les utilisations ont servi à la construction de la sucrerie Tadla II, sous forme de ventes de matériel à crédit ou de versements en devises pour des règlements d'acomptes.

Etats-Unis.

L'ensemble des aides apportées par les Etats-Unis d'Amérique s'est élevé à près de 268 millions de dirhams, soit une augmentation de 61 millions par rapport à 1967.

Tandis que les prêts constitués par des versements en devises se restreignaient à un faible montant, les crédits alloués en monnaie nationale atteignaient 63 millions de dirhams puisés dans les fonds de contrevaletur d'apports en marchandises. Sur cette somme, 8 millions de dirhams ont été reçus dans le cadre des « Development loans » pour les travaux d'aménagement de la Basse-Moulouya, et 55 millions ont fait l'objet de déblocages en application des « Public Law » 480 et 808 - titre I - pour la réalisation de diverses opérations inscrites dans le budget d'équipement, notamment dans le domaine agricole et touristique.

S'agissant des marchandises livrées à crédit, les fournitures effectuées selon la procédure « Supporting Assistance loans » sont évaluées à 2,5 millions de dirhams et les importations nouvelles comprises dans le programme des « Public-law » 480 et 808 ont totalisé 80 millions de dirhams, représentant principalement des ventes de blé, d'huile et de coton. D'autre part, les achats de matériel financés par l'import-export Bank n'ont porté cette année que sur 8 millions de dirhams au profit exclusif de l'Office chérifien des phosphates.

Les dons et les prestations gratuites sont passés à 112 millions de dirhams dont plus de 63 millions sous forme de livraisons de blé à la promotion nationale et 43 millions en denrées alimentaires offertes à l'entraide nationale par des organisations américaines de bienfaisance.

France.

Le total des prêts et dons de la France a accusé une nouvelle diminution en tombant de 206 millions de dirhams en 1967 à 97 millions en 1968.

Suivant la procédure de « l'aide liée », le Trésor public a reçu 25 millions de dirhams, prélevés sur les reliquats des programmes 1964 et 1965. D'autre part, établi sur de nouvelles bases, un premier accord gouvernemental a été conclu en août en vue du financement, à concurrence de 86 millions de dirhams, de plusieurs projets inscrits au plan quinquennal et de livraisons d'équipements. C'est dans le cadre de cette convention qu'ont déjà été réalisés en 1968 et pour un montant global d'environ 25 millions de dirhams l'acquisition de matériel aéronautique et les paiements d'acomptes destinés à l'achat de matériel ferroviaire et à la construction de la sucrerie de Sidi-Bennour.

A la fin de l'année un second accord est intervenu avec la France, auquel se trouve associées des banques de ce pays. Il constitue une formule nouvelle dite « d'aide à la balance des paiements » et prévoit un crédit de 60 millions de francs français pour l'importation de divers produits. Après la mise au point des modalités d'application, les premières opérations ainsi financées ont pu être effectuées dès le début de 1969.

Quant aux dons et prestations gratuites, ils ont concerné cette année encore pour la plus large part la coopération technique, et leur contrevaletur, de l'ordre de 46 millions de dirhams, a peu varié par rapport à 1967.

Par ailleurs, la Banque de France, agissant pour le compte du fonds de stabilisation des changes, a renouvelé à notre institut son avance en compte courant de 50 millions de francs. Les utilisations de cette facilité ont été permanentes et légèrement plus importantes que l'année précédente.

Iran.

Un versement équivalent à 1,5 million de dirhams a été opéré par l'Iran au titre du crédit de 13,8 millions de dollars U.S. consenti par ce pays pour l'édification du barrage des Ait-Adel.

Koweït.

Les sommes virées par le fonds koweïtien pour le développement ont représenté une fraction importante des crédits perçus en devises. Atteignant une contrevaletur d'environ 24 millions de dirhams, elles sont imputables sur le prêt à long terme de 10 millions de dinars koweïtiens - soit approximativement 143 millions de dirhams - ouvert par cet organisme et destiné à la mise en valeur de la Tassaout.

Union soviétique.

Plusieurs déblocages totalisant 1,4 million de dirhams ont été effectués par le gouvernement soviétique dans le cadre des deux prêts accordés en 1966. L'un de 17 millions de roubles affecté à la construction du barrage de Zaouiat Nourbaz et au complexe mécanique de Casablanca, l'autre de 15 millions de roubles prévu pour l'exploitation minière de Bou-Madine.

Relations avec le fonds monétaire international.

Conformément à l'engagement pris de porter progressivement sa souscription à 90 millions de dollars U.S., le Maroc a versé en avril 1968 au fonds monétaire international la contrevaletur de 3,6 millions de dollars U.S., dont un quart en or. A la suite de cette opération notre quota se trouve fixé à 82,8 millions de dollars U.S.

Pour faire face à l'amenuisement de nos réserves de change et maintenir nos disponibilités immédiates à un niveau compatible avec l'importance de nos règlements courants, il est apparu nécessaire de recourir cette année à l'utilisation intégrale du crédit « stand by » de 50 millions de dollars U.S. ouvert par cette institution en 1966 et reconduit en 1967. Un premier tirage de 30 millions de dollars U.S. a été opéré en juin et un autre de 20 millions en octobre. D'autre part, un remboursement partiel d'un montant de 2,4 millions de dollars a été effectué, au terme convenu, sur le reliquat encore dû au titre de la tranche-or prélevée en 1964. En définitive nos engagements vis-à-vis du fonds s'élevaient au 31 décembre 1968 à 54,8 millions de dollars, dont 20,7 millions afférents à la tranche-or.

Soucieux enfin de se ménager de nouvelles possibilités de tirage que pourraient commander les aléas de notre production agricole et par voie de conséquence une chute de nos recettes d'exportation, le gouvernement marocain a obtenu en octobre 1968 l'octroi d'un nouveau crédit « stand by » de 27 millions de dollars U.S.

Trois années successives de baisse de plus en plus accentuée ont amené nos avoirs extérieurs à un niveau qui pour ne pas être encore alarmant, n'en représente pas moins un palier au-dessous duquel de nouvelles pertes compromettraient non seulement la stabilité monétaire mais aussi la réalisation de notre programme de développement économique.

A ce stade, sans doute, la situation comporte-t-elle plus de perspectives rassurantes que de motifs d'appréhension. Largement libérés déjà des charges exceptionnelles qui ont contribué à amputer nos disponibilités sur l'étranger, ayant pu même dans une période difficile procéder à une libération étendue de nos importations, nous nous trouvons maintenant dans une position financièrement en bonne voie d'assainissement et plus normalement assise dans le domaine des échanges. Les gains substantiels réalisés dans les règlements extérieurs au cours des premiers mois de 1969 témoignent d'ailleurs d'un net et bénéfique renversement de tendance.

Ces facteurs et indices favorables ne doivent pas cependant faire perdre de vue l'ampleur du redressement à opérer. Plus qu'à un simple équilibre de notre balance avec l'étranger il importe de parvenir durant les prochaines années à des excédents suffisants de nos réserves de change, ne serait-ce qu'en prévision du remboursement des tirages sur le fonds monétaire international, auxquels il nous a fallu recourir en 1968.

Disponibilités monétaires et quasi-monétaires.

Après la reprise de l'exercice précédent, les disponibilités monétaires et quasi-monétaires ont enregistré en 1968 une augmentation nouvelle et encore plus marquée. Exclusion faite des fonds de contrevaieur d'aides étrangères - ainsi qu'il le sera pour toutes les énumérations présentées dans ce chapitre - fonds qui ne constituent pas réellement des moyens de paiement à la disposition des entreprises et des particuliers, la progression a atteint 15,2 % au lieu de 9,6 % en 1967.

Cette hausse nettement plus accentuée s'explique dans une large mesure par une conjoncture économique assez exceptionnelle, liée à l'abondance de la récolte céréalière. Le financement de celle-ci et les importants crédits nouveaux distribués aux autres secteurs d'activité, qui s'y sont ajoutés, ont constitué le facteur déterminant de la création monétaire, tandis que les créances sur le Trésor public s'élevaient moins rapidement que l'an passé et que les avoirs extérieurs jouaient un rôle déflationniste, malgré leur augmentation apparente provoquée par les tirages sur le fonds monétaire international. D'ailleurs, aussi accusé qu'il soit, le taux de croissance des liquidités n'a excédé que d'assez peu celui de la production intérieure brute, calculé à prix courants et évalué provisoirement à 13 %. L'écart entre ces deux termes de comparaison apparaît même moins sensible que pour l'ensemble des dix dernières années : d'après les moyennes établies depuis 1958 l'augmentation annuelle de la P.I.B. ressort à 8,5 % et celle de la masse monétaire à 10,4 %.

Interrompu seulement par quelques brèves pauses, l'accroissement des disponibilités a été continu tout le long de 1968. Il a été bien plus important cependant au cours des cinq derniers mois sur lesquels se sont accumulés les 2/3 de l'augmentation annuelle. Celle-ci s'est inscrite aussi bien dans le volume de la circulation fiduciaire que dans la masse des éléments scripturaux ou quasi-monétaires, l'une et l'autre de ces deux principales composantes ayant progressé d'un même pourcentage.

MONNAIE SCRIPTURALE ET QUASI-MONNAIE.

Les dépôts à vue auprès du système bancaire et des comptables publics, ainsi que la quasi-monnaie, comprenant les dépôts-impatriation et les dépôts à terme, se sont accrus au total de 421 millions de dirhams, soit 15,2 % au lieu de 197 millions, soit 7,7 % en 1967. Contrairement à la tendance observée depuis plusieurs années et encore accentuée pendant l'exercice précédent, l'importance relative de l'ensemble de ces éléments dans la masse monétaire globale n'a pas de nouveau diminué, demeurant à 63,1 %.

Dépôts à vue dans les banques.

Les dépôts à vue dans le système bancaire ont augmenté de 307 millions de dirhams, soit 15,2 %, taux parfaitement identique à

celui des disponibilités globales. L'évolution a été toutefois variable suivant les catégories d'établissements : les dépôts ont fléchi de 10,8 % chez l'institut d'émission tandis qu'ils s'élevaient de 15,9 % dans les banques commerciales et enregistraient cette année encore un nouveau record de hausse, 24,5 %, chez les banques populaires régionales.

Les comptes courants ouverts pour la plupart à des entreprises industrielles ou commerciales, ont suivi en 1968 une évolution assez voisine de celle des dernières années. Le ralentissement saisonnier des affaires durant les premiers mois, puis les habituelles et importantes échéances fiscales frappant les sociétés dans le courant de l'été, ont contenu ces dépôts jusqu'en septembre au-dessous de leur niveau de décembre précédent. Bénéficiant ensuite de l'essor général provoqué par la récolte céréalière et de l'accélération pendant le dernier trimestre des règlements de l'Etat, au titre notamment du budget d'investissement, ils n'ont cessé de se relever jusqu'à la fin de l'année. En dépit de la persistance du déficit commercial avec l'étranger et de l'accroissement très sensible des souscriptions effectuées par les compagnies d'assurances et certains établissements financiers aux émissions d'emprunts publics ou semi-publics, l'augmentation de cette catégorie de dépôts a atteint 12,8 % en 1968.

La progression est bien plus remarquable pour les comptes de chèques dans les banques privées et populaires, qui se sont élevés de 581 à 725 millions de dirhams, soit de 24,8 %. Suivant plusieurs années de relative stabilité, cet essor traduit l'incidence favorable de l'évolution économique sur les revenus nominaux des particuliers.

Dépôts chez les comptables publics

Les dépôts gérés par le centre de chèques postaux ont subi en cours d'année des variations notables. Après une période de dépression située entre mars et juillet, l'augmentation enregistrée pendant les derniers mois a abouti à relever finalement leur montant de 5 % par rapport à celui de décembre 1967. Cette progression modérée au regard de l'ensemble des moyens de paiement n'a pas encore permis à ces avoirs de retrouver leur niveau de 1965.

Quant aux comptes ouverts chez le Trésor public, leurs fluctuations ont été conformes à celles de ces dernières années sous l'influence des opérations effectuées par les principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial. La hausse de 86 millions de dirhams constatée pendant les six premiers mois a été plus que compensée par l'évolution inverse du second semestre. D'une fin de l'année à l'autre, ces mouvements ont fait apparaître une baisse de 6,5 % qui a annulé l'avance réalisée en 1967.

Quasi-monnaie.

La contraction des dépôts-impatriation amorcée au cours des derniers mois de 1967 a fait place en mai 1968 à une reprise qui n'a cessé ensuite de se confirmer. Au terme de l'exercice, leur dépassement par rapport à décembre précédent d'un montant sans doute peu important, 11 millions de dirhams, atteignait cependant 37 % en valeur relative.

Pour leur part, les dépôts à terme ont marqué une augmentation proportionnellement presque aussi élevée. Ils se sont accrus, en effet, de 107 millions de dirhams, soit de 35,5 %. Continue pendant les dix premiers mois, la hausse a été interrompue à partir de novembre. Cet arrêt a coïncidé avec les modifications apportées au calcul de la réserve monétaire et incorporant désormais cette catégorie de dépôts dans les exigibilités retenues.

Circulation fiduciaire.

Succédant à un accroissement de 12,9 % en 1967, la monnaie fiduciaire a accusé une nouvelle avance, de 15,2 %, proportionnellement égale à celle de l'ensemble des moyens de paiement. Les sorties de billets les plus importantes, représentant 80 % de l'émission supplémentaire annuelle, se sont situées en juin et juillet puis en décembre. Elles sont donc intervenues tout d'abord au plus fort de la période de commercialisation de la nouvelle et abondante récolte céréalière et, en second lieu, à la fin de l'année où les fêtes se sont encore cumulées pour provoquer la recrudescence des transactions commerciales.

Bilan de la Banque du Maroc.

Les principales variations enregistrées d'une fin de l'année à l'autre dans le bilan de la Banque du Maroc sont les suivantes :

ACTIF.

Couverture de la circulation.

La couverture de la circulation en or et devises convertibles s'élève au 31 décembre 1968 à 208.691.421,87 dirhams, soit par rapport au 31 décembre 1967 une augmentation de 25.430.718,80 dirhams. Un premier relèvement est intervenu au cours du mois de mars pour 10.120.980 dirhams, un autre en mai pour 85.433,46 dirhams et un troisième en novembre pour 15.224.305,34 dirhams.

Sur la base du minimum imposé par le dahir portant création de la Banque du Maroc (article 21), la circulation des billets ainsi couverte atteint le chiffre de 1.878 millions de dirhams. Le taux de couverture au 31 décembre 1968 s'établit à 11,27 % pour une circulation de 1.852,41 millions de dirhams. Au 31 décembre 1967, ce taux était de 11,37 % pour une circulation de 1.611,43 millions de dirhams.

Avoirs en or et devises convertibles.

Les avoirs en or et devises convertibles de la Banque du Maroc sont passés d'une fin de l'année à l'autre de 201,63 millions de dirhams à 222,81 millions de dirhams. Ce dernier montant correspond dans son intégralité aux disponibilités réelles en or et devises convertibles.

La rubrique « Souscription au fonds monétaire international — Tranche-or » qui était de 63,69 millions de dirhams au 31 décembre 1967 a d'abord accusé un accroissement de 4,55 millions de dirhams, consécutif à l'augmentation de la quote-part en avril 1968, pour être soldée en juin 1968, à la suite du tirage de 30 millions de dollars U.S. sur le F.M.I., entraînant la mobilisation du reliquat de la tranche-or.

L'augmentation enregistrée par le poste « Avoirs en or et devises convertibles » par rapport au 31 décembre 1967 est de 21,18 ou 84,87 millions de dirhams suivant que l'on tient compte ou non de la « Tranche-or ».

Organismes internationaux et accords bilatéraux de paiement.

Le poste « Organismes internationaux et accords bilatéraux de paiement » se chiffre au 31 décembre 1968 à 205,06 millions de dirhams soit un accroissement de 104,47 millions de dirhams par rapport à la fin de l'exercice précédent.

Cette augmentation concerne d'une part les comptes des organismes internationaux qui se sont accrus de la contre-valeur du reliquat utilisé sur la tranche-or (68,24 millions de dirhams) et d'autre part les soldes débiteurs des comptes d'accords bilatéraux de paiement (36,23 millions de dirhams).

Concours financiers à l'Etat.

Les concours financiers à l'Etat atteignent, au 31 décembre 1968, le montant de 897,85 millions de dirhams et se trouvent ainsi supérieurs à ceux du 31 décembre 1967 de 27,47 millions de dirhams.

La facilité de caisse sans intérêt dont bénéficiait l'Etat au 31 décembre 1968 conformément aux dispositions du dahir portant création de la Banque du Maroc (article 35, paragraphe 3), atteignait le chiffre de 249 millions de dirhams. Cette utilisation dépasse celle du 31 décembre 1967 de 30 millions de dirhams.

L'avance correspondant à la mobilisation de trois crédits irrévocables de 40 millions de dollars U.S.A. accordés à l'Etat par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au titre de prêts A.I.D., afférents à 1963-1964 (30 millions de dollars) et à 1965 (10 millions de dollars) n'est plus utilisée au 31 décembre 1968 qu'à concurrence de 9,99 millions de dirhams, soit 5,57 pour les programmes 1963-1964 et 4,42 millions de dirhams pour le programme 1965.

Les autres concours n'ont pas varié en 1968. Il s'agit des avances conventionnelles octroyées à l'Etat en application du paragraphe 4 de l'article 35 du dahir portant création de la Banque du Maroc et des avances sur bons du Trésor. Les avances conventionnelles s'élèvent à 500 millions de dirhams et sont constituées par deux avances de 250 millions de dirhams chacune, la première

datant du 12 mars 1964, la seconde résultant de la convention signée entre l'Etat et la banque le 31 décembre 1967. Les deux bons du Trésor de 100.439.060,00 et 38.419.235,10 dirhams respectivement dont l'échéance a été reportée au 31 décembre 1969 pour les mêmes montants, constituent, le premier, la contrepartie de l'avance consentie à l'Etat pour assurer en 1958 le retrait des pesetas en circulation dans l'ex-zone Nord et le second la contrepartie de la prise en charge par l'institut d'émission des monnaies métalliques en circulation au 30 juin 1959 (article 70 du dahir portant création de la Banque du Maroc).

Comptes courants postaux.

Les comptes courants postaux de la banque sont inscrits pour un montant de 79,18 millions de dirhams contre 39,86 millions au 31 décembre 1967, soit une augmentation de 39,32 millions de dirhams.

Opérations de crédit.

Les « Opérations de crédit » figurent au bilan pour 892,21 millions de dirhams. Ce montant est supérieur de 318,30 millions de dirhams à celui du 31 décembre précédent.

Le « Portefeuille d'effets sur le Maroc », porté au bilan du 31 décembre 1968 pour 590,57 millions de dirhams, fait ressortir un accroissement de 167,13 millions de dirhams par rapport au 31 décembre 1967. Dans cette rubrique le « Portefeuille d'escompte d'effets sur le Maroc » se chiffre à 528,33 millions de dirhams contre 407,91 au 31 décembre 1967, soit une progression de 120,42 millions de dirhams. D'autre part, les « Traités douaniers » remises en pension par le Trésor passent à 40,79 millions de dirhams alors que ces facilités étaient utilisées un an auparavant à concurrence de 9,46 millions de dirhams. Par ailleurs, le « Portefeuille d'effets en pension » atteint 15,90 millions de dirhams et s'est ainsi accru de 14,73 millions par rapport à leur niveau du bilan précédent. De même « l'Escompte de bons du Trésor » s'est élevé de 4,9 à 5,55 millions de dirhams.

Le « Portefeuille d'effets sur l'étranger » est inscrit pour un montant de 11,12 millions de dirhams contre 9,28 millions de dirhams au 31 décembre 1967.

Les « Avances » et les « Effets en cours de recouvrement » atteignent respectivement 258,51 et 32,01 millions de dirhams, soit des augmentations de 132,77 et 16,56 millions de dirhams par rapport au 31 décembre 1967. A elles seules, les « Avances sur effets publics » ont accusé un accroissement de 125,08 millions de dirhams. Alors qu'elles étaient inutilisées à la date du précédent bilan, les avances à la Caisse nationale de crédit agricole sur bons du Trésor à moins d'un an se sont élevées à 135,46 millions de dirhams.

Emploi du capital, des réserves et provisions.

Après déduction des amortissements opérés au titre de l'exercice 1968, le poste « Emploi du capital, des réserves et provisions » se chiffre au 31 décembre 1968 à 14,62 millions de dirhams, contre 16,64 millions de dirhams au 31 décembre 1967.

PASSIF.

Billets en circulation.

Le montant des billets en circulation, qui était de 1.611,43 millions de dirhams au 31 décembre 1967, atteint 1.852,41 millions de dirhams au 31 décembre 1968. L'augmentation d'une année à l'autre s'établit à 240,98 millions de dirhams, soit 14,95 % contre 13,22 % en 1967.

A fin décembre 1968, les billets sont répartis de la façon suivante :

Billets libellés en dirhams :

9.645.835,5 billets de 5 dirhams	48.229.177,50 DH
20.434.940 billets de 10 dirhams	204.349.400,00 DH
8.535.220,5 billets de 50 dirhams	426.761.025,00 DH

Billets libellés en francs :

1.583.469 billets de 50 francs	791.734,50 DH
1.779.885,5 billets de 100 francs	1.779.885,50 DH

253.383	billets de	500 francs		1.266.915,00	DH
286.114	billets de	1.000 francs		2.861.140,00	DH
1.807.491	billets de	5.000 francs		90.374.550,00	DH
10.760.004	billets de	10.000 francs		1.076.000.400,00	DH
				1.852.414.227,50	DH

Circulation métallique.

Le montant de la circulation métallique, qui était de 65,33 millions de dirhams au 31 décembre 1967, est passé à 73,84 millions de dirhams au 31 décembre 1968, soit une augmentation de 8,51 millions de dirhams ou 13,02 % contre 5,76 % en 1967.

Au 31 décembre 1968, la circulation métallique se répartit comme suit :

Argent :

Pièces de	1 dirham		6.398.165,00	DH
Pièces de	5 dirhams		8.570.200,00	DH
Pièces de	100 francs		2.568.341,00	DH
Pièces de	200 francs		1.093.868,00	DH
Pièces de	500 francs		1.648.250,00	DH

Nickel :

Pièces de	1 dirham		31.849.477,00	DH
-----------	----------	-------	---------------	----

Bronze d'aluminium :

Pièces de	10 francs		5.317.344,00	DH
Pièces de	20 francs		6.195.095,60	DH
Pièces de	50 francs		7.223.327,00	DH

Aluminium :

Pièces de	1 franc		535.510,15	DH
Pièces de	2 francs		431.474,96	DH
Pièces de	5 francs		2.008.859,75	DH

73.839.912,46, DH

Engagements en or et devises convertibles.

Les « Engagements en or et devises convertibles » s'élèvent au 31 décembre 1968 à 47,43 millions de dirhams, contre 32,73 millions de dirhams au 31 décembre 1967, soit une augmentation de 14,70 millions de dirhams. Ils sont constitués essentiellement par l'avance dont bénéficie l'institut d'émission chez la Banque de France (44,32 millions de dirhams).

Le solde net des avoirs extérieurs de la Banque du Maroc, c'est-à-dire la différence entre ses disponibilités et ses exigibilités en or et devises convertibles, atteint 175,38 millions de dirhams au 31 décembre 1968, contre 168,90 millions de dirhams à fin décembre 1967.

Organismes internationaux et accords bilatéraux de paiement.

Le poste « Organismes internationaux et accords bilatéraux de paiement » passe de 65,34 millions de dirhams au 31 décembre 1967 à 326,04 millions de dirhams au 31 décembre 1968, soit une augmentation de 260,70 millions de dirhams, dont 240,87 pour les comptes des Organismes internationaux et 19,83 millions de dirhams pour les soldes créditeurs des comptes d'accords bilatéraux de paiement.

L'accroissement enregistré par les soldes des comptes des « Organismes internationaux » correspond à la différence entre d'une part les tirages effectués sur le fonds monétaire international en juin et octobre 1968 pour la contrevaletur de 151,82

et 101,21 millions de dirhams respectivement et, d'autre part, le remboursement partiel équivalent à 12,06 millions de dirhams au titre du tirage sur la tranche-or opéré en juin 1967.

Dépôts et autres engagements.

Le poste « Dépôts et autres engagements » se chiffre au 31 décembre 1968 à 153,67 millions de dirhams, soit une augmentation de 11,44 millions de dirhams par rapport au précédent bilan. Si les comptes ordinaires des banques, le compte courant du Trésor public ainsi que les comptes étrangers en dirhams convertibles n'ont que légèrement varié, les « autres comptes et engagements » ont fléchi de 13,48 millions de dirhams. Pour leur part, les comptes des banques installées au Maroc ainsi que les comptes de « réserve monétaire » de ces dernières se sont inscrits en augmentation de 3,92 et 21,22 millions de dirhams respectivement.

Capital, réserves et provisions.

Le poste « Capital, réserves et provisions » qui correspond aux fonds propres de la Banque, présente un solde de 46,22 millions de dirhams au 31 décembre 1968, contre 40,33 millions de dirhams à fin décembre 1967, soit une augmentation de 5,89 millions de dirhams.

SIRE,

Le bilan de l'activité du pays en 1968 figure comme l'un des plus satisfaisants présentés depuis bien des années. Il met une fois de plus en évidence l'influence déterminante de la conjoncture agricole sur le niveau général de la production. Pour atténuer l'incertitude qui pèse ainsi sur la régularité de notre développement et mieux répartir nos ressources, l'essor de l'industrie demeure encore trop modéré, au regard même des moyens que lui offre sa capacité installée, et malgré les progrès très nets et parfois brillants obtenus dans certaines branches. Ce secteur, trop étroitement limité jusqu'alors au seul marché intérieur devrait pouvoir profiter à l'avenir des intéressantes perspectives de débouchés extérieurs qui viennent de s'ouvrir aussi bien chez nos voisins qu'en Europe à la faveur des accords récemment conclus.

Dans le domaine monétaire, l'expansion s'est traduite par un sensible accroissement des crédits, largement responsable de l'augmentation des moyens de paiement. Dès maintenant il apparaît que les mesures prises en temps opportun pour contenir la progression des facilités bancaires et en prévenir les risques ont été respectées. De même, aussitôt qu'à été décelée en fin d'année et au début de 1969 une tendance à la montée des prix, une action vigoureuse a été menée par les pouvoirs publics et s'est révélée efficace. C'est également dans le souci de sauvegarder les équilibres fondamentaux que le nouveau budget prévoit une plus forte contribution de la nation, destinée essentiellement à subvenir aux dépenses d'investissement de l'Etat. Le redressement attendu de la balance des paiements extérieurs, allégé déjà des plus lourdes échéances concernant les importations de blé des années précédentes, devrait contribuer aussi à consolider notre situation.

Mais, s'ils ont été neutralisés, les germes de tension, qui se sont manifestés depuis près d'un an, ne sont pas encore éliminés. Le financement de l'activité économique et la réalisation des objectifs fixés par le plan quinquennal doivent donc se poursuivre sans pression excessive sur la monnaie. Le maintien d'un esprit de discipline collective en est la condition car nos ressources sont trop limitées et nos réserves trop faibles pour que l'on ne s'attache pas davantage à en sélectionner l'emploi au profit de secteurs prioritaires ou d'une utilité productive indiscutable.

Rabat, juin 1969.

MOULAY HASSAN BEN EL MEHDI.

Bilan au 31 décembre 1968.

ACTIF		PASSIF	
	Dirhams		Dirhams
Couverture de la circulation (article 21)	208.691.421,87	Billets et monnaies en circulation	1.026.254.139,06
Trésor en or et devises convertibles	222.815.545,42	Billets	1.852.414.227,50
Organismes internationaux et accords bilatéraux de paiement	205.060.021,02	Monnaies	73.839.912,46
Coopérations financières à l'Etat	897.850.581,75	Engagements en or et devises convertibles	47.433.556,49
Bon du Trésor « échange monétaire » (1)	100.439.060,00	Organismes internationaux et accords bilatéraux de paiement	326.038.939,58
Bon du Trésor « monnaie métallique » (2)	38.419.335,10	Dépôts et autres engagements	153.667.307,20
Avances à l'Etat (art. 35, § 4)	500.000.000,00	Compte courant du Trésor public	1.027.044,03
Avances à l'Etat (art. 35, § 3)	249.000.000,00	Comptes étrangers en dirhams convertibles ...	652.285,68
Avances à l'Etat sur lettres spéciales de crédit irrévocable U.S. A.I.D. (3)	9.992.286,65	Comptes des banques	38.223.321,12
Comptes courants postaux	79.181.392,87	Réserve monétaire des banques	34.900.000,00
Opérations de crédit	892.211.448,66	Autres comptes et engagements	78.864.656,37
Portefeuille effets sur le Maroc	590.564.071,42	Capital, réserves et provisions	46.225.229,43
Portefeuille effets sur l'étranger	11.123.856,33	Capital	20.000.000,00
Avances	258.510.255,42	Réserves et provisions	26.225.229,43
Effets en cours de recouvrement	32.013.265,49	Divers	36.176.142,55
Emploi du capital, des réserves et provisions (4) ..	14.622.832,47		2.535.795.315,21
Divers	15.362.071,15		
	2.535.795.315,21		

(1) Article 35, § 1 du dahir du 23 hija 1378 (30 juin 1959), avances prévues par les conventions entre l'Etat et la Banque d'Etat du Maroc.

(2) Article 70 du dahir du 23 hija 1378 (30 juin 1959).

(3) Dahir n° 1-63-336 du 12 jourmada II 1383 (31 octobre 1963).

(4) Amortissements déduits.

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1968.

DOTT.		AVOIR.	
	Dirhams		Dirhams
Dépenses d'administration et divers	19.623.961,28	Produits divers d'exploitation	41.195.171,56
Amortissements	2.133.313,11		
Provisions pour frais de fabrication de billets et de frappe de monnaies	8.044.791,02		
Bénéfice net de l'exercice	11.393.106,15		
	<u>41.195.171,56</u>		<u>41.195.171,56</u>

ANNEXES.

Évolution des superficies et des récoltes de céréales.

EN MILLIERS D'HECTARES ET EN MILLIERS DE QUINTAUX	1965-1966		1966-1967		1967-1968	
	SUPERFICIE	PRODUCTION (1)	SUPERFICIE	PRODUCTION (1)	SUPERFICIE	PRODUCTION (1)
Blé tendre	480	2.300	408	2.760	475	7.214
Blé dur	1.235	7.073	1.369	9.775	1.502	30.412
Orge	1.775	5.819	1.887	12.650	1.896	25.576
Maïs	440	1.782	461	3.341	452	2.760
TOTAL	3.930	16.974	4.125	28.526	4.325	55.962

Source : Office chérifien interprofessionnel des céréales.

(1) Chiffres de production communiqués par l'Office chérifien interprofessionnel des céréales majorés de 15 %.

Commercialisation de céréales.

EN MILLIERS DE QUINTAUX	JUIN-DÉCEMBRE 1966	JUIN-DÉCEMBRE 1967	JUIN-DÉCEMBRE 1968
Blé tendre	668	880	3.873
Blé dur	1.210	1.289	3.520
Orge	343	914	2.239
Maïs	50	128	181
TOTAL	2.271	3.211	9.813

Source : Office chérifien interprofessionnel des céréales.

Production de légumineuses.

EN MILLIERS DE QUINTAUX	1965-1966	1966-1967	1967-1968
Fèves	530	524	1.130
Pois chiches	320	324	472
Pois ronds	420	670	698
Lentilles	100	154	176
Haricots	34	47	70
TOTAL	1.404	1.719	2.546

Source : Office chérifien interprofessionnel des céréales.

Exportations de légumes.

EN MILLIERS DE TONNES	1966-1967	1967-1968	1968-1969 Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 1968
Tomates	117,8	99,9	18,7
Pommes de Terre	68,0	81,2	0,1
Autres légumes	29,4	19,2	4,4
TOTAL	215,2	203,3	23,2

Source : Bulletin de l'Office de commercialisation et d'exportation.

Productions et exportations d'agrumes.

EN MILLIERS DE TONNES	1966-1967				1967-1968				1968-1969 Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 1968		
	PRODUCTION	EXPORTATIONS			PRODUCTION	EXPORTATIONS			EXPORTATIONS		
		France	Autres pays	Total		France	Autres pays	Total	France	Autres pays	Total
Oranges	584	175	265	440	681	196	317	513	20	26	46
Clémentines	104	32	20	52	116	49	26	75	40	27	67
Autres agrumes	12	15	15	30	13	10	11	21	1	1	2
TOTAL	700	222	300	522	810	255	354	609	61	54	115

Source : Production : Service de statistique du ministère de l'agriculture.
Exportation : Office de commercialisation et d'exportation.

Evolution des cultures de betteraves sucrières et de la production du sucre.

	1965-1966		1966-1967		1967-1968	
	RHARB	TADLA	RHARB	TADLA	RHARB	TADLA
Superficies ensencées (hectares)	10.800	4.300	11.700	9.200	19.930	9.656
Superficies productrices (hectares)	10.260	4.300	7.200	9.200	19.930	8.375
Récolte (tonnes)	246.000	146.400	78.000	282.000	502.730	282.507
Rendement (tonnes/hectare)	23	34	6,6	30,5	25,2	29,2
Traitement usine (tonnes)	235.428	141.533	85.000	272.700	509.000	265.000
Production de sucre (tonnes)						
Brut	—	—	—	—	41.050	—
Produit fini (granulé, en pains)	31.660	19.263	10.095	34.450	28.228	30.000
Pulpe sèche (tonnes)	13.664	10.141	5.700	17.600	26.600	10.000
Mélasses (tonnes)	17.750	6.620	5.600	10.500	28.500	10.000

Source : ministère de l'agriculture et de la réforme agraire.

Evolution des superficies récoltées et de la production de coton-graine.

EN HECTARES ET EN QUINTAUX	1966		1967		1968	
	SUPERFICIE	PRODUCTION	SUPERFICIE	PRODUCTION	SUPERFICIE	PRODUCTION
Tadla	17.360	184.000	12.000	120.000	9.560	129.000
Basse-Moulouya	2.600	26.850	2.300	23.000	660	10.890
Rharb	1.950	18.500	910	6.400	1.160	14.150
Haouz	280	2.300	80	850	150	1.350
Abda-Doukkala	285	2.800	810	8.100	1.600	17.600
TOTAL	22.475	234.450	16.100	158.350	13.130	173.050

Source : ministère de l'agriculture et de la réforme agraire.

N.B. — Certains chiffres relatifs aux campagnes antérieures ont été rectifiés par le ministère de l'agriculture et ne correspondent pas ainsi à ceux publiés dans nos précédents rapports.

Évolution des indices de production d'énergie.

(BASE 100 EN 1958)	1966	1967	1968	$\frac{1968}{1967}$ %
Indice général	163	165	181	+ 9,7
Électricité	41	42	162	+ 14,0
Pétrole extraction	139	133	119	- 10,5
Charbon extraction	88	95	88	- 7,4
Pétrole raffinage	779	803	851	+ 6,0

Évolution de la production d'énergie.

	UNITÉS	1965	1966	1967	1968	$\frac{1968}{1967}$ %
Production d'antracite	1.000 t	419	451	482	451	- 6,4
Production de pétrole brut	»	103	103	97	88,6	- 9,5
Production de gaz naturel	en millions m ³	11,3	11,0	11,0	11,0	-
Production d'énergie électrique	en milliers Kwh	1.280,8	1.338,0	1.434,3	1.616,0	+ 13,7
Origine hydraulique	»	1.152,7	1.003,5	917,9	1.083,0	+ 17,9
Origine thermique	»	128,1	334,5	516,4	533,0	+ 3,2

Évolution de la consommation d'énergie.

	UNITÉS	1965	1966	1967	1968	$\frac{1968}{1967}$ %
Consommation de charbon	1.000 t	278,0	425,7	458,4	523,3	+ 14,1
Anthracite	»	241	385	404	443	+ 9,6
Charbon importé	»	37,0	40,7	54,4	80,8	+ 47,6
Consommation des produits pétroliers :						
Butane	1.000 t	31,7	34,9	40,1	46,9	+ 16,9
Propane	»	2,7	3,1	3,2	3,9	+ 21,8
Supercarburant	1.000 m ³	120,2	127,2	138,7	163,0	+ 17,6
Essence	»	213,3	207,4	201,6	211,5	+ 4,8
Pétrole lampant	»	82,3	81,6	81,6	89,0	+ 9,0
Gas-oil	»	363,0	402,7	443,6	455,1	+ 2,5
Fuels-oils lourds	1.000 t	316,2	343,9	354,6	309,6	+ 4,2
Fuels-oils légers	»	64,0	68,6	61,7	63,0	+ 2,1
Consommation d'électricité	en milliers Kwh	1.146,1	1.317,9	1.260,5	1.406,8	+ 11,6

Évolution des ventes d'énergie électrique de l'Office national de l'électricité.

EN MILLIONS DE KILOWATS-HEURES	1967	1968	$\frac{1968}{1967}$ %
Sociétés de distribution	900,4	1.027,9	+ 14,2
Traction électrique	65,6	66,2	+ 0,9
Stations de pompage	34,4	35,9	+ 4,3
Exploitations minières	232,9	246,0	+ 5,0
Office chérifien des phosphates	119,7	126,7	+ 11,2
Autres mines	113,2	119,3	+ 5,3
Autres abonnés directs	27,3	30,8	+ 13,2
(industries et chantiers)			
TOTAL des ventes	1.260,5	1.406,8	+ 11,6

Évolution de l'activité minière.

EN MILLIERS DE TONNES	1965		1966		1967		1968	
	EXTRACTION	EXPORTATION	EXTRACTION	EXPORTATION	EXTRACTION	EXPORTATION	EXTRACTION	EXPORTATION
Anthracite	418,5	101,0	451,0	72,7	487,0	79,0	451,0	65,2
Pétrole brut	102,9	—	103,0	—	97,2	—	88,6	—
Indice d'extraction (1) (base 100 en 1958)	126	—	123	—	124	—	124	—
Phosphates secs	9.824,4	9.481,1	9.439,2	9.105,1	9.945,0	9.268,9	10.511,8	10.017,0
Minerai de fer	951,0	977,4	1.016,7	836,9	884,4	933,4	809,4	659,1
Minerai de plomb	113,3	89,2	119,4	88,9	116,3	79,7	120,6	85,5
Minerai de zinc	95,0	95,1	94,2	90,3	82,9	75,5	67,6	79,3
Minerai de cobalt	16,7	14,1	18,1	18,6	17,5	18,8	15,2	18,1
Minerai de cuivre	6,3	5,6	8,9	7,4	8,4	8,3	9,5	6,4
Manganèse métallurgique et sinter de manganèse	321,4	278,8	284,7	257,5	197,7	154,1	86,4	81,2
Manganèse chimique	54,5	67,7	77,7	77,3	88,4	70,8	73,8	78,7

(1) Cet indice ne concerne que les phosphates secs, les minerais de fer, de plomb, de zinc, de manganèse et de cobalt. L'anthracite et le pétrole brut sont compris dans l'indice de l'énergie.

Évolution des indices de la production industrielle.

(BASE 100 EN 1958)	1966	1967	1968 (provisoire)	1968 1967 %
Ensemble des industries de transformation (sauf bâtiment et travaux publics)	136	143	148	+ 4,2
Céramique et matériaux de construction	145	145	167	+ 15,2
Transformation des métaux (construction des véhicules de tourisme ou utilitaires exclue)	102	114	124	+ 8,7
Industries chimiques et parachimiques (industrie pharmaceutique exclue)	152	154	170	+ 10,3
Corps gras	121	136	133	— 2,2
Industries textiles	190	196	222	+ 13,2
Industries du cuir	104	96	112	+ 16,6
Industries des papiers-cartons	143	147	157	+ 6,7
Industries alimentaires (conserverie exclue)	138	144	141	— 2,0
Industries diverses	122	133	127	— 4,5

Récapitulation du commerce extérieur en 1968.

	1968	
	TONNAGE EN MILLIERS DE TONNES	VALEUR EN MILLIONS DE DIRHAMS
Importations	3.720	2.790
Exportations	13.441	2.278
Solde	+ 9.712	— 512

Evolution des importations et des exportations en 1968.

EN MILLIERS DE TONNES ET EN MILLIONS DE DIRHAMS	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		SOLDE	
	TONNAGE	VALEUR	TONNAGE	VALEUR	TONNAGE	VALEUR
Alimentation, boissons, tabacs	1.050	619	1.451	1.169	+ 401	+ 550
Energie, lubrifiants	1.479	166	131	16	- 1.348	- 150
Produits bruts animaux et végétaux	445	327	210	134	- 235	- 193
Produits bruts minéraux	61	36	11.334	738	+ 11.273	+ 702
Demi-produits	585	621	308	156	- 277	- 465
Produits finis pour l'agriculture	9	51	—	—	- 9	- 51
Produits finis pour l'industrie	50	537	3	8	- 47	- 529
Produits finis pour la consommation	50	433	4	57	- 46	- 376
TOTAL GÉNÉRAL	3.729	2.790	13.441	2.278	+ 9.712	- 512

Evolution des échanges par zones monétaires.

EN MILLIERS DE TONNES ET EN MILLIONS DE DIRHAMS	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		SOLDE	
	TONNAGE	VALEUR	TONNAGE	VALEUR	TONNAGE	VALEUR
Zone franc	1.067	963	2.855	952	+ 1.788	- 11
dont :						
France	469	880	2.729	876	+ 2.260	- 4
Autres pays de la zone franc	598	83	126	76	- 515	- 7
Zone de convertibilité	1.679	1.437	7.333	947	+ 5.654	- 490
dont :						
Etats-Unis	664	380	105	43	- 559	- 337
Grande Bretagne	41	123	1.297	134	+ 1.256	+ 11
Allemagne fédérale	129	216	655	189	+ 526	- 27
Hollande	42	79	639	81	+ 597	+ 2
Italie	91	139	657	133	+ 566	- 6
U.E. Belgo-Luxembourgeoise	48	54	1.037	77	+ 989	+ 23
Autres pays de la zone de convertibilité	664	446	2.943	290	+ 2.279	- 156
Accords de paiement	983	390	3.253	379	+ 2.270	- 11
TOTAL	3.729	2.790	13.441	2.278	+ 9.712	512

Source : Office des changes.

Evolution des indices de prix en 1968.

(BASE 100 EN DÉCEMBRE 1967)	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Prix de gros	99,8	99,8	96,2	93,8	89,4	87,3	85,8	84,3	84,4	85,8	87,8	90,4
Coût de la vie à Casablanca	100,4	100,3	100,9	98,8	97,2	97,6	97,7	97,9	98,4	98,5	99,6	101,8

*Crédits à l'économie financés sur ressources monétaires
(y compris les effets sur l'étranger).*

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1967	1968											
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
I. — Banque du Maroc :													
Récompte aux banques, court terme	153	107	84	80	79	100	138	231	239	193	220	282	223
Récompte aux organismes spécialisés ... (dont refinancement des crédits à moyen terme initiés par les banques)	216	231	233	250	306	280	281	287	275	262	269	285	370
Autres opérations de crédit	(—)	(3)	(3)	(1)	(1)	(—)	(1)	(28)	(31)	(27)	(22)	(22)	(46)
TOTAL I	495	455	443	455	504	496	559	644	637	592	621	730	706
(dont effets sur l'étranger)	(9)	(5)	(11)	(7)	(5)	(5)	(1)	(6)	(7)	(9)	(10)	(10)	(11)
II. — Banques inscrites :													
Court terme	1.495	1.441	1.466	1.458	1.453	1.498	1.525	1.541	1.606	1.660	1.733	1.695	1.770
Moyen terme	66	63	62	70	81	88	101	79	77	81	85	75	66
Long terme	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
TOTAL II	1.563	1.505	1.529	1.529	1.535	1.587	1.627	1.621	1.684	1.742	1.819	1.771	1.837
(dont effets sur l'étranger)	(54)	(63)	(49)	(40)	(40)	(46)	(43)	(41)	(52)	(46)	(55)	(58)	(57)
III. — Banques populaires régionales :													
Court terme	121	124	117	118	127	134	137	137	140	152	150	154	151
Moyen terme	3	3	5	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
TOTAL III	124	127	122	122	131	138	141	141	144	156	154	158	155
(dont effets sur l'étranger)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
TOTAL (I+II+III)	2.182	2.087	2.094	2.106	2.170	2.221	2.320	2.406	2.465	2.490	2.594	2.659	2.698
(dont effets sur l'étranger)	(64)	(69)	(61)	(48)	(46)	(52)	(48)	(48)	(60)	(56)	(66)	(69)	(69)

Prévisions de dépenses budgétaires.

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1966	1967	1968 (1)
Budget de fonctionnement et dette publique :			
Personnel	1.310	1.327	1.493
Matériel et divers	607	627	889
Dette publique	245	265	264
TOTAL	2.162	2.219	2.646
Budget d'équipement	808	864	1.130
TOTAL GÉNÉRAL	2.970	3.083	3.776

(1) Loi de finances et loi de finances rectificative du 8 avril 1968.

Prévisions de recettes budgétaires.

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1966	1967	1968 (1)
Impôts directs	447	531	584
Droits de douane	442	439	466
Impôts indirects	532	560	773
Enregistrement et timbre	115	115	123
Domaines	79	54	53
Monopoles et exploitations	309	260	342
Produits divers	51	55	61
Recettes en atténuation de dépenses	49	54	41
Recettes exceptionnelles	10	34	127
Recettes d'ordre	50	40	50
Emprunts intérieurs à long terme	50	50	60
Emprunts extérieurs	748	780	979
TOTAL	2.882	2.972	3.519

(1) Loi de finances et loi de finances rectificative du 8 avril 1968.

Evolution des créances sur le Trésor
(créances retenues dans les contreparties des disponibilités monétaires).

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1967	1968											
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<i>Créances propres de l'Institut d'émission</i>	880	927	927	928	674	696	704	690	687	923	843	930	939
Avances directes à l'Etat	(732)	(761)	(761)	(761)	(512)	(512)	(511)	(511)	(511)	(759)	(676)	(759)	(759)
Mobilisation de traites douanières	(9)	(27)	(27)	(28)	(23)	(45)	(51)	(40)	(37)	(25)	(28)	(32)	(41)
Opérations particulières (1)	(139)	(139)	(139)	(139)	(139)	(139)	(139)	(139)	(139)	(139)	(139)	(139)	(139)
<i>Effets publics</i>	536	590	586	601	708	700	700	650	669	574	728	622	715
Institut d'émission	(19)	(40)	(40)	(55)	(149)	(130)	(155)	(115)	(130)	(2)	(148)	(61)	(145)
Banques privées	(516)	(549)	(545)	(545)	(558)	(549)	(544)	(524)	(538)	(531)	(559)	(560)	(569)
Banques populaires régionales	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
<i>Contrevaleur des dépôts des particuliers et entreprises au Trésor et aux bureaux des chèques postaux</i>	452	476	513	490	427	485	519	471	506	489	483	(534)	448
TOTAL	1.868	1.993	2.026	2.019	1.809	1.881	1.923	1.811	1.862	1.986	2.634	2.086	2.102

(1) Echange monétaire, monnaie divisionnaire et postes correspondants du bilan, page 21 (vingt-et-un).

Évolution des avoirs extérieurs.

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1967	1968											
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Novembre	Décembre
I. — BANQUE DU MAROC :													
Or et devises en couverture de la circulation	183	183	183	193	193	193	193	193	193	193	193	209	209
Avoirs en or et en devise convertibles	302	184	217	184	203	186	227	288	276	228	256	243	223
Avoirs extérieurs inconvertibles	64	78	79	80	114	134	141	149	141	134	120	116	100
Total des avoirs bruts.	449	445	479	457	510	513	561	630	610	555	569	568	532
Engagements :													
En devises convertibles ..	33	40	32	44	31	38	27	54	53	54	55	50	48
En devises inconvertibles ..	26	38	49	32	38	51	38	38	23	31	36	52	46
Total des avoirs nets de la Banque du Maroc	390	367	298	381	441	424	496	538	534	467	478	466	438
II. — BANQUES :													
Correspondants hors Maroc	60	63	58	58	62	68	61	61	64	63	62	59	64
Monnaies étrangères	2	2	2	1	2	2	2	2	2	2	2	1	1
Total des avoirs bruts.	62	65	60	59	64	70	63	63	66	65	64	60	65
Engagements	68	57	57	61	82	80	82	84	87	84	93	95	89
Total des avoirs nets des banques	- 6	8	3	- 2	- 18	- 10	- 19	- 21	- 21	- 19	- 29	- 35	- 24
Total des avoirs extérieurs nets (I+II) ..	384	375	401	379	423	414	477	517	513	448	449	431	414
Pour mémoire :													
Portefeuille d'effets sur l'étranger	64	69	61	48	46	52	48	48	60	56	66	69	69

Balance des paiements avec l'étranger.

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1967			1968*		
	RECETTES	DÉPENSES	SOLDE	RECETTES	DÉPENSES	SOLDE
A. — Biens et services	3.827,8	3.351,7	- 523,9	3.099,8	3.625,8	- 526,0
1. Marchandises f.o.b.	3.146,2	3.427,2	- 281,0	2.278,0	2.582,1	- 304,1
2. Or non monétaire	—	3,7	- 3,7	—	4,6	- 4,6
3. Frais de transport et d'assurance sur expéditions internationales	65,8	191,3	- 125,5	88,3	203,3	- 115,0
4. Autres transports	9,6	58,4	- 48,8	13,4	70,1	- 56,7
5. Voyages	400,0	189,2	+ 210,8	450,0	235,2	+ 214,8
6. Revenu des investissements	29,1	211,9	- 182,8	43,8	266,4	- 222,6
7. Transactions gouvernementales n.i.a.	125,9	169,6	- 43,7	186,5	143,8	+ 42,7
8. Autres services	51,2	100,4	- 49,2	39,8	120,3	- 80,5
B. — Paiements de transfert	519,1	345,7	+ 173,4	584,0	346,9	+ 237,1
9. Privés	395,5	339,5	+ 56,0	262,8	272,5	- 9,7
10. Publics	123,6	6,2	+ 117,4	321,2	74,4	+ 246,8
C. — Capitaux non monétaires	672,5	394,5	+ 278,0	688,5	543,5	+ 145,0
11 et 12. Privés	230,0	268,9	- 38,9	203,7	284,8	- 81,1
Solde crédits commerciaux	49,3	45,1	+ 4,2	65,6	64,9	+ 0,7
Prêts et investissements	83,0	23,8	+ 59,2	54,3	18,4	+ 35,9
Autres	97,7	200,0	- 102,3	83,8	201,5	- 117,7
13 et 14. Publics	442,5	125,6	+ 316,9	484,8	258,7	+ 226,1
Crédits commerciaux	268,7	55,0	+ 213,7	165,2	146,9	+ 20,3
Prêts en devises	125,1	56,9	+ 68,2	253,2	91,8	+ 161,4
Prêts en dirhams	43,0	13,7	+ 29,3	62,7	20,0	+ 42,7
Autres	5,7	—	+ 5,7	1,7	—	+ 1,7
TOTAL GÉNÉRAL	4.019,4	4.091,9	- 72,5	4.372,3	4.516,2	- 143,9

* Chiffres provisoires.
Source : Office des changes.

Evolution des disponibilités monétaires et quasi-monnaies.

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1967	1968											
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Monnaie fiduciaire	1.614	1.561	1.591	1.594	1.580	1.597	1.641	1.705	1.724	1.729	1.748	1.761	1.859
Monnaie scripturale	2.523	2.544	2.599	2.611	2.583	2.678	2.747	2.668	2.764	2.827	2.811	2.878	2.864
(dont fonds de contreva- leur d'aides étrangères) ..	(48)	(59)	(87)	(111)	(130)	(152)	(137)	(149)	(154)	(151)	(131)	(125)	(86)
Quasi-monnaie	331	344	367	378	383	387	401	401	415	422	450	451	449
dont :													
Dépôts-importation ..	30	30	29	29	29	30	31	34	37	38	40	42	41
Dépôts à terme	301	314	338	349	354	357	370	367	378	384	410	409	408
(dont fonds de contreva- leur d'aides étrangères) ..	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)
TOTAL	4.468	4.449	4.557	4.583	4.546	4.662	4.789	4.774	4.903	4.978	5.009	5.090	5.172
(après déduction des fonds de contreva- leur d'aides étrangères) ..	(4.372)	(4.342)	(4.422)	(4.424)	(4.368)	(4.462)	(4.604)	(4.577)	(4.701)	(4.779)	(4.836)	(4.917)	(5.038)

Evolution de la monnaie scripturale et de la quasi-monnaie.

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1967	1968											
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Monnaie scripturale :													
Dépôts à vue à l'institut d'émission	102	103	97	103	96	89	86	89	88	94	83	90	91
Dépôts à vue dans les ban- ques privées	1.814	1.809	1.833	1.864	1.901	1.944	1.979	1.944	1.998	2.067	2.070	2.067	2.132
(dont dépôts de contre- va- leur d'aides étran- gères)	(48)	(59)	(87)	(111)	(130)	(152)	(137)	(149)	(154)	(151)	(131)	(125)	(86)
Dépôts à vue dans les ban- ques populaires régio- nales	155	156	156	154	159	160	163	164	172	177	175	187	193
TOTAL des dépôts à vue du système bancaire. (après déduction des dé- pôts de contreva- leur d'aides étrangères) ..	2.071	2.068	2.086	2.121	2.156	2.193	2.228	2.197	2.258	2.338	2.328	2.344	2.416
(après déduction des dé- pôts de contreva- leur d'aides étrangères) ..	(2.023)	(2.009)	(1.999)	(2.010)	(2.026)	(2.041)	(2.091)	(2.048)	(2.104)	(2.187)	(2.197)	(2.219)	(2.330)
Dépôts aux chèques pos- taux	221	242	254	220	197	199	202	200	222	206	216	265	232
Dépôts au Trésor	231	234	259	270	230	286	317	271	284	283	267	269	216
TOTAL	2.523	2.544	2.599	2.611	2.583	2.678	2.747	2.668	2.764	2.827	2.811	2.878	2.864
(après déduction des dé- pôts de contreva- leur d'aides étrangères) ..	(2.475)	(2.485)	(2.511)	(2.500)	(2.453)	(2.526)	(2.610)	(2.51)	(2.610)	(2.676)	(2.680)	(2.753)	(2.778)
Quasi-monnaie :													
Dépôts-importation	30	30	29	29	29	30	31	34	37	38	40	42	41
Dépôts à terme	301	314	338	349	354	357	370	367	378	384	410	409	408
(dont dépôts de contre- va- leur d'aides étran- gères)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)	(48)
TOTAL	331	344	367	378	383	387	401	401	415	422	450	451	449
(après déduction des dé- pôts de contreva- leur d'aides étrangères) ..	(283)	(296)	(319)	(330)	(335)	(339)	(353)	(353)	(367)	(374)	(402)	(403)	(401)
TOTAL GÉNÉRAL	2.854	2.888	2.966	2.989	2.966	3.065	3.148	3.069	3.179	3.249	3.261	3.329	3.313
(après déduction des dé- pôts de contreva- leur d'aides étrangères) ..	(2.758)	(2.781)	(2.831)	(2.830)	(2.788)	(2.865)	(2.963)	(2.872)	(2.977)	(3.050)	(3.082)	(3.156)	(3.179)

Évolution des dépôts à vue dans les banques privées et populaires régionales.

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1967	1968											
	Septembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Comptes de chèques	581	670	630	647	647	658	654	675	699	698	706	702	725
Comptes courants ordinaires	1.338	1.281	1.312	1.330	1.365	1.397	1.416	1.381	1.434	1.487	1.491	1.495	1.541
(dont fonds de contre-valeur d'aides étrangères)	(48)	(59)	(87)	(111)	(130)	(152)	(137)	(149)	(154)	(151)	(131)	(125)	(86)
Comptes créditeurs	50	44	47	41	48	49	62	52	44	59	48	57	59
TOTAL	1.969	1.955	1.989	2.018	2.060	2.104	2.142	2.108	2.170	2.244	2.245	2.254	2.325
(après déduction des fonds de contre-valeur d'aides étrangères) ..	(1.921)	(1.906)	(1.902)	(1.907)	(1.930)	(1.952)	(2.005)	(1.959)	(2.016)	(2.093)	(2.114)	(2.129)	(2.239)

Évolution de la circulation fiduciaire.

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1967	1968											
	septembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Billets en circulation	1.611	1.556	1.580	1.596	1.574	1.585	1.636	1.705	1.724	1.734	1.732	1.759	1.852
Monnaie divisionnaire	65	64	63	63	64	65	66	68	69	71	71	72	74
	1.676	1.620	1.643	1.659	1.638	1.650	1.702	1.773	1.793	1.805	1.803	1.831	1.926
A déduire :													
Encaisses des banques et des comptables publics..	— 62	— 59	— 52	— 65	— 58	— 53	— 61	— 68	— 69	— 76	— 55	— 70	— 67
TOTAL	1.614	1.561	1.591	1.594	1.580	1.597	1.641	1.705	1.724	1.729	1.748	1.761	1.859

Situation d'ensemble du système bancaire.

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1967	1968			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
ACTIF.					
A. — Contreparties des disponibilités monétaires et quasi-monétaires	4.448	4.524	4.752	4.926	5.250
Or et devises, créances sur le Trésor public, crédits à l'économie	4.434	4.504	4.721	4.924	5.215
Réserve monétaire	14	20	31	2	35
B. — Autres éléments.					
a) Banque du Maroc :					
Comptes courants postaux	40	44	68	41	79
Emplois divers	6	9	21	16	15
Emplois des fonds propres	18	18	17	17	17
b) Banques inscrites et banques populaires régionales :					
Avoirs liquides (1)	168	243	277	293	234
Dépôts-importation (fraction bloquée)	15	15	15	19	20
Banques et correspondants	156	130	94	75	101
Immobilisations (2)	105	102	115	114	120
Comptes d'ordre et divers (3)	334	282	26	258	206
TOTAL (a + b)	842	843	868	833	792
TOTAL (A + B)	5.290	5.367	5.620	5.759	6.042

(1) Encaisse — Banque du Maroc, compte à vue — Trésor — Chèques postaux.

(2) Titres et coupons — Actionnaires — Immeubles et mobilier — Résultats.

(3) Débiteurs par acceptation — Divers débiteurs — Agences et succursales — Comptes d'ordre — Frais à amortir.

Situation d'ensemble du système bancaire.

EN MILLIONS DE DIRHAMS	1967	1968			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
PASSIF.					
A. — Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	4.468	4.583	4.783	4.978	5.173
B. — Autres éléments.					
a) Banque du Maroc :					
Encaisses des banques et du Trésor	62	66	62	76	67
Comptes des banques et du Trésor	35	32	49	27	39
Réserve monétaire	14	20	31	2	35
Ressources diverses	33	43	18	24	36
Capital, provisions, réserves	33	33	40	40	37
Comptes des organismes internationaux	—	—	87	87	176
b) Banques inscrites et banques populaires régionales :					
Banques et correspondants	116	107	91	84	80
Fonds propres (1)	156	179	171	163	168
Comptes d'ordre et divers (2)	373	304	282	273	232
TOTAL (a+b)	822	784	831	781	870
TOTAL (A+B)	5.290	5.367	5.614	5.759	6.043

(1) Provisions — Réserves — Capital — Résultats.

(2) Acceptations à payer — Divers créditeurs — Agences et succursales — Comptes d'ordre.

TEXTES PARTICULIERS

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, chargé de la promotion nationale, n° 379-69 du 15 mars 1969 portant nomination de sous-ordonnateurs.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE, CHARGÉ DE LA PROMOTION NATIONALE,

Vu le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique et notamment son article 5 ;

Après avis conforme du ministre des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Mohamed Benjelloun, secrétaire général du ministère d'Etat, chargé du plan et de la formation des cadres est institué ordonnateur secondaire à compter du 17 mars 1969 des dépenses à faire dans la limite territoriale de Rabat au titre du budget général de l'année 1969. 1^{re} partie, chapitre 49, article 11, paragraphes 1, 2, 3 et 4 « Recensement des propriétés foncières agricoles ».

ART. 2. — M. Benghabrit Mohamed Tayeb, chef du service administratif au ministère d'Etat, chargé du plan et de la formation des cadres suppléera M. Mohamed Benjelloun, en cas d'empêchement ou d'absence de ce dernier.

Rabat, le 15 mars 1969.

M'HAMED BARGACH.

Arrêté du ministre d'Etat, chargé du plan et de la formation des cadres, n° 446-69 du 27 juin 1969 portant nomination d'un sous-ordonnateur.

LE MINISTRE D'ÉTAT, CHARGÉ DU PLAN
ET DE LA FORMATION DES CADRES,

Vu le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique et notamment ses articles 5 et 64 ;

Vu la circulaire n° 307/CAB du ministre des finances en date du 24 juin 1969 portant application du dahir n° 1-68-108 du 4 hiza 1388 (21 février 1969) relatif au contrôle des engagements de dépenses de l'Etat et notamment les dépenses permanentes à prendre en charge par le service d'ordonnement mécanographique ;

Après avis conforme du ministre des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Bensalem Ahmed, chef du service d'ordonnement mécanographique est institué sous-ordonnateur à compter du 1^{er} août 1969 des dépenses à faire dans la limite territoriale de Rabat au titre du budget général de l'exercice 1969 : 1^{re} partie, chapitre 13, article 1^{er} « Traitement, salaire et indemnités permanentes (avance des 1/5) » ;

1^{re} partie, chapitre 13, article 2, paragraphe 1^{er} « Salaires et indemnités permanentes du personnel temporaire administratif, agents permanents ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 juin 1969.

AMMOU RINA GUÉDRA.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, chargé de la promotion nationale, n° 507-69 du 21 juillet 1969 portant institution de sous-ordonnateurs.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRARIE, CHARGÉ DE LA PROMOTION NATIONALE.

Vu le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique et notamment ses articles 5 et 64 ;

Vu la circulaire n° 307/CAB du ministre des finances en date du 24 juin 1969 portant application du dahir n° 1-68-108 du 4 hijra 1388 (21 février 1969) relatif au contrôle des engagements de dépenses de l'Etat et notamment les dépenses permanentes à prendre en charge par le service d'ordonnement mécanographique ;

Après avis conforme du ministre des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Bensalem Ahmed, chef du service de l'ordonnement mécanographique au ministère des finances est institué ordonnateur secondaire à compter du 1^{er} juillet 1969 des dépenses à faire dans la limite territoriale de Rabat au titre du budget général de l'année 1969.

Chapitre 48. — Article 2. — Salaires et indemnités permanentes du personnel temporaire administratif.

Chapitre 48. — Article 3, § 1. — Personnel technique et de maîtrise permanent à salaire mensuel.

Chapitre 48. — Article 3, § 2. — Personnel ouvrier permanent à salaire journalier ou mensuel.

ART. 2. — MM. Lotfi Mohamed et Lemmakni Mohamed suppléeront M. Bensalem Ahmed, en cas d'empêchement ou d'absence de ce dernier.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 21 juillet 1969.

M'HAMED BARGACH.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 498-69 en date du 4 août 1969 une enquête publique est ouverte du 6 octobre au 7 novembre 1969 dans le cercle de Chaouïa-Nord, province de Settât sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'Aïoun Mesroubia, d'un débit continu de 3 l/s, au profit de M. Ghafr Abdelkrim ben Hadj Maâti, pour l'irrigation de sa propriété dite « Khadraouia », titre foncier n° 30888 C., sise dans le caïdat des Médiouna-Ouled-Ziane, cercle de Chaouïa-Nord.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Chaouïa-Nord, province de Settât.

*
*
*

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 561-69 en date du 2 septembre 1969 une enquête publique est ouverte du 27 octobre au 28 novembre 1969 dans le cercle de Fès-Banlieue sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Sebou, d'un débit continu de 2 l/s, au profit de M. M'Riouel Khada ben Driss, pour l'irrigation de sa propriété non immatriculée, sise au douar Ouled Ben Talha, fraction Hel Sous, tribu Oudaya, Fès-Banlieue.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Fès-Banlieue.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Sont intégrés à compter du 1^{er} avril 1967 *huissiers (échelle I)* :

Échelon exceptionnel, avec ancienneté :

Du 1^{er} janvier 1960 : M. Mohammed Mohammed Doukkali ;

Du 1^{er} avril 1960 : M. Benyahia Brahim ;

Le 1^{er} décembre 1965 : M. Taha Mekki ;

Du 1^{er} avril 1967 : M. Khenali ben Salem ;

9^e échelon, avec ancienneté :

Du 1^{er} janvier 1964 : MM. Ahmed ben Driss ben Iaâich, Mohamed Mohamed Benmouna, M'Hamed Hadj Messaoud Laâmarti, El Aâichi el Hadj Larbi Chaâer, Nassar Abdessadak ben Ahmed, El Amin ben Saïd Maïmouni et El Jarrat Serfaty el Iezer.

Du 1^{er} janvier 1965 : MM. Iquiren Abdesselam, Hossain Mohamed Ahtach et El Harrak Ali ben Abdeslam ;

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Loghzaïl Abdelkader ;

Du 1^{er} janvier 1966 : MM. Abdelkrim Mohamed el Hadj, El Aïachi ben Abderrahman ben Iaâkob et Ghiadi Ghali ;

Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Amda Mohammed et El Aâmrani Moulay Lahcène ;

Du 1^{er} octobre 1966 : M. Raji Omar ;

Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Hadj Ahmed ben Hadj Mohamed Mesmoudi, Abdeslam el Aâichi Drissi, Demnati Brahim, Touzani Mohammed, Hadj Mohammadij, Afassi Amar, Maâli Layachi, Mesbah Mohamed Ahmed Laârbi, El Hadi el Khamar Mesmoudi, Amda Bénaïssa, Nadi Abdelaziz et Issa Mørdejaï ;

Du 1^{er} mars 1967 : M. Chakour Mohammed ;

Sans ancienneté : M. El Makhloufi Mohamed ;

8^e échelon, avec ancienneté :

Du 1^{er} janvier 1965 : MM. Allal ben Ali Sefrioui, Ziar Tahar, Jardini Ahmed, Tillilt Mahjoub, Zaïmouzen Mohamed, Cherdi Mohammed, El Alaoui Moulay Mostapha, Abatane el Hachemi et Outdemricht Brik ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Mohammed el Alaoui ;

Du 1^{er} novembre 1965 : MM. Fraygui Mohammed et Khalifi Edaoui ;

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Essougrati Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1966 : MM. Ahmed ben Mohamed ben Hossain, Hatim Driss ben Larbi, Azizi Abdeslam ben Mohamed, El Ghali ben M'Hamed et Bekkali Hassani ;

Du 1^{er} février 1966 : M. Jilali ben Mohammed Nadi ;

Du 1^{er} avril 1966 : M. Tbahi Lahcen ;

Du 1^{er} juillet 1966 : M. Sayeb Mohamed ;

Du 1^{er} août 1966 : M. Damiri Lahbib ;

Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Larbi ben Omar bel Hadj, Lidrissi M'Barek, Malaman Azzou El Mansouri ben Akka et Sadoq Moussa ;

Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Zaoujal Abdeslam, Hamdanech Mahjoub, Ben Masoud Mohamed et Ahmed Khalil Mesra ;

Du 1^{er} février 1967 : M. Bakkach Abdeslam ;

Du 1^{er} mars 1967 : MM. Sabir M'Hammed, Lyamani Ahmed et Baïda el Mokhtar ;

Sans ancienneté : MM. Akhamlich Ahmed, Majidi Sï El Bekkal, Benbrik Mohammed et Sakri Ahmed ;

7^e échelon, avec ancienneté :

Du 1^{er} juillet 1964 : MM. Fakihani Abbès, Faïze Ali et Iqjah el Amani ;

Du 1^{er} octobre 1964 : M. Jencyne Ahmed ;
 Du 1^{er} novembre 1964 : M. Jennane Lalami ;
 Du 1^{er} décembre 1964 : MM. Mrhrarri Idrissi Ahmed, Lahrouzi Driss, Driouech Mokhtar, Hmidi Mohamed et Saouri Mokhtar ;
 Du 1^{er} janvier 1965 : MM. Ibrahim Ahmed, Abdeslam el Aarbi Ennechar, Mohamed el Hadj Ahmed Zarkik, Allal Mohamed ben Ennassar, Azarkane Chaïb Mohamed, Chikri Mimoun Hamou, El Aoufi Abderrahmane, Mohamed Bouzamour Kamili, Mohamed Mohamed Mehdi el Kabdani, El Brak Mohamed Mohamed, Bakhal Ahmed ben Abdelkader, Benyahia Mohamed ben Ahmed, Moubarak Mohamed, El Faris Abdelkader, Sebbih Mohammed, Mikali Sellam, Ourradi Bouchaïb, Refass Ahmed, Omar Hadj Mohamed Assody et Boudad Abdeslam ;
 Du 1^{er} février 1965 : MM. Mohamed Abdelkader Jaïdi, Hakmi el Bachir, Jebari Abdelaziz ben Hadj Alami et Belcaïd Hassan ;
 Du 1^{er} avril 1965 : MM. Chennoufj Bouchta, Gabbassi M'Barek, Johar Faraji, El Hamdi el Housseine et Mellah Abdelkader ;
 Du 1^{er} mai 1965 : MM. Bendadda el Mehdi, Zerradi Mekki, Khaloufj Mohammed, Ahmed el Hadj Ahmed et Mohamed ben A'i Amghar ;
 Du 1^{er} juin 1965 : MM. Nour Abdelkader, Achab Heddi, Hammou ben Amar Abdeslam, Aït Moussa Mohamed, Zorkani M'Barek, Bousetta Houssain et Abdelkader Guerma ;
 Du 1^{er} juillet 1965 : M. Dahman Mohamed ;
 Du 1^{er} août 1965 : MM. Imam Driss, Mohamed ben Allal et Boujdi Mohammed ;
 Du 1^{er} octobre 1965 : MM. Rhermini Abdelkader et Yaggour Larbi ;
 Du 1^{er} novembre 1965 : MM. Jaïd Boujemaa, Ayad Bouchaïb, Ed-dahar Abdellatif et Norry Hammou ;
 Du 1^{er} décembre 1965 : MM. Tadiste Ahmed et Je'lal Moulay el Mamoun ;
 Du 1^{er} janvier 1966 : MM. Barad Mohamed, Aït el Cadi Larbi, Khiboua Mahjoub, Hassane Thami Alami et Agouram Abdeslam ;
 Du 1^{er} février 1966 : MM. Azzale Lahoucine, Aboullaïf Mohamed et Wahbi Abdelkébir ;
 Du 1^{er} mars 1966 : M. Ziyadi Lahousseine ;
 Du 1^{er} avril 1966 : MM. El Baker Jilali, Haïdi Mohamed, Raji Mohammed, Akdim Mohamed et Abada el Hachemi ;
 Du 1^{er} juin 1966 : M. Kraïmi Larbi ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Abdellah Ali Mezouak et Mdarhri Ahmed ;
 Du 1^{er} septembre 1966 : M. Alioui Ali M'Barek ;
 Du 1^{er} octobre 1966 : M. Allal Mohammadi Allal Idrissi ;
 Du 1^{er} novembre 1966 : MM. Lahmer Ahmed, Ighed Mohamed, Toujani M'Hammed-Bjadj Mohamed et El Mahmoudi Mohammed ;
 Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Bendeïss Abdelkader, Mounaji M'Barek et El Beidaq Salah ;
 Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Bouazzaoui Mohamed, Aït Oufqir Ahmed, Ahmed Ahmed el Aamrani, Abdellaoui Omar Chaïb, Ahmed el Phadil Es Scriphi, Mohamed Ahmed Fetoh, Abdelkrim Ahmed Ziouan, Chahed Abdeslam Lahcen, Toughani Lahoucine et Ghanzane Bouchaïb ;
 Du 1^{er} février 1967 : MM. Fettanisse Ahmed, Allal ben Brahim et Laghzali Mohamed ;
 Du 1^{er} mars 1967 : MM. Bourhim Abderrahmane, Ezzadi Bénaïssa, Boukdir el Ghazi, Semnoumy Allal et Gouzrou Mahjoub ;
 Sans ancienneté : MM. Elbazzouna Mohamed, Essalaka Mohamed, Debhaj Mohamed, Bettahi Mohammed, Gzouni el Houssine, Sfyali Ahmed, Hassan ben Mohamed ben Aomar Sbaï, Fakil Mohamed, Karaïssi Mohamed, Ellahia Mohammed, Bourzig Mohamed, Rhanem el Madani, Rida Seddik, Toujani Abderrahman, Benberri Mohamed, El Marhri Belhiti Mehdi, Halim Mohamed, Rafia Boukber, Semnoumy Mohamed, Qelaï Qatidour, Mohamed ben Mohamed Akherraz, Mohamed Saïd el Maïmouni, Abdelkader el M'Fadal Soury, Ahmed Laghmiçh, Abdeslam Hammou, M'Ghich Chentouf, Stitou el Mehdi, Oulaïd Hammou ou Brahim, Bouizi Abdelkader, Zernouf Ahmed, Abdelaziz Tayeb Mehdi, Mohammed Lahlou, Aabid el Bachir, Mohammed

ou Omar Oukhallou, Lahousseine Okacha, Benssoussi Mohammed, El Habib Abdeslam el Harraz, Laïni Ahmed, Njoui Abdeslam, Jaïfar Mohamed, Lyoubi Mohammed ou Ali, El Mesnaoui Mohamed, El Imlahi Abdeslam, Abdellah Aïfouf, Souissi Abdeslam, Soussi Ahmed, Abdeslam Mohamed el Mrabet, Mohammedi Omar Aïssa, Ouahabi Abdeslam, Tantaoui Sellam, El Harrak Mohamed Ahmed, Mecky Abderrahim el Alami et Larbi ben Ahmed Frihi ;

6^e échelon, avec ancienneté :

Du 1^{er} décembre 1964 : MM. Sammar Mohamed Abderrahmane, Daouma Brahim, El Luizi Lahcen et Kliri Thami ;
 Du 1^{er} février 1965 : MM. Abdelkader Abdeslam Chahboun, Sfiri Bouziane, Tashi Miloud, Mohamed el Mehdi el Achiri, Lakbiri Abdelkader, Ali Mohamed Amar, Izel Mohammed ben Lahcen et Mohamed At-Telhaoui ;
 Du 1^{er} mars 1965 : M. Benzahra M'Barek ;
 Du 1^{er} avril 1965 : MM. Abdeslam Bensaoui, Khachane Bouchaïb, Salem Bensibri Mohamed Mtougui, Mohamed Hadj Ahmed Sidali, Lebbal Jilali et Laïdi Mohamed ;
 Du 1^{er} juin 1965 : MM. Bachir ben Allal Bouksakes, Boufrabi Mohamed Omar, Mohamed bel Hossein Rahmani, Thami Mohamed Mohamed Omar et Boulaïch Fellah Abdellah ;
 Du 1^{er} août 1965 : MM. Ahmed Rogui, Aghbalou Mohamed Ahmed et Bénaïssa Boukhari ;
 Du 1^{er} octobre 1965 : MM. Bouchti Abderrahman, Mibi Mohamed, Souissa Mohamed et Moulay Hassan Drissi Belgamsi ;
 Du 1^{er} novembre 1965 : M. Mohamed ben Ahmed Azzouz ;
 Du 1^{er} décembre 1965 : M. El Hazzaz Abdoubi ;
 Du 1^{er} janvier 1966 : M. Boudchichi el Kadiri Mohamed ;

Du 1^{er} avril 1966 : MM. Lafia Abdeslam, Mohamed Hammadi Had-douch M'Rabet, Moulay Ali el Alaoui (Sidi Ami), Aït el Hadj Ali Ahmed Larbi, Mokhtar Ahmed Mechbal, El Yagouhi Sidi Allal, Riahi Messaoud, El Amin el Hossain, El Aamrani, El Horre el Mehdi ben Boujemaa et Soqrati Lahcen ;

Du 1^{er} octobre 1966 : MM. Idnhihi Miloud, Mohamed ben Abdellah Abouyala, Benifou Mohammed, El Amachi el Kaïtouni Ahmed, Nadir A'ned, Akouz Mohammed, El Alaoui Moulay Idriss, Lhamdania Hammadi et Ouziar Omar ;

Du 1^{er} novembre 1966 : MM. Khamlichi Sadik Abderrahman, Benrhoulala Mohammed, Fakherddine Mohamed, Bahri Ahmed et Ahmed Lalj ;

Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Mohamad ben Ahmed, Rahal Sraïdi, Salime Mohammed, Idrissi Sidi Thami, Hassan Akenous, Zouaï Abdelkader et Bakadir Mohammed ;

Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Et Taghzouti el Rbali, El Ismaïli Mohamed, Benhadi Moha, Bennouna Abdallah et Himdi Hammou Bouchta ;

Du 1^{er} février 1967 : MM. Mcaouri Abdeslam et Bobot Mostafa ;

Du 1^{er} mars 1967 : MM. Abdeslam Mohamed, Hamou Laïroussi et Khossossi Mohammed ;

Sans ancienneté : MM. El Idrissi Toudri Mohamed, Mokhtar Abdeslam Chioua, Zemmouri Abdeslam Mohamed et Hamdi M'Hammed ;

5^e échelon, avec ancienneté :

Du 1^{er} octobre 1966 : MM. Chekroun al Saïd, Boukaï Mohamed Hadj Driss, Chergui Mohamed Abdelkader, Aït Mimoune Mohamed, Boukentar Boukber ben Abdellah, Ould ben Hammadi Layachi, Hader Rabeç, El Lahia M'Hammed, El Bosri M'Hamed, Alaoui Sarouta Moulay Ali, El Mes-Ouli Mohammed, Semlani Ahmed, Mohamed Mohamed Zekdoun, Bouazzaoui Mohammed, Zaïri Abdelmjid, Ahmed Mohamed el Asri, Fequir el Haj, Ayada Bekkaye, Hassani Mohamed et M'Faddel Amrani ;

Du 1^{er} novembre 1966 : M^{mes} et MM. Sadouq Khaddouj, Miria Zohra, Lamghari Jamal Mohamed, Ould el Houz Abdeslam, Ahmadat Mohamed, Maliki Jilali, El Abderrahmani Mohamed, Tadmine Lalami, Benkhadra el Alami, Dehbi Alaoui Lmfaddal, Fikhaïr el Houssine, Zakari Abdallah, Ibrahim Mohamed, Khaldi Driss, Boukhal Atnane, Znati Zeïzae Mohammed, El Bachari Abdelkader,

Bejjebour Ba', Feurkaoui Haïda, Mkhane' Mohammed, Bendalla F'ouammed, Nkiri Mohammed, Bakkali Mohammed, Latif Abdelkader, Ab'd Abde'kader, El Badraoui Sidi Abdelouahed, Bouangoud Hommada, Arouss, Chenoufi Abdesslem, Chergui Hilifi Mohammed, Tlemçani Driss, Ache'abi Ebnachir, El Mostakim Abdallah, Jardi'ni Mohammed, Eddibouch Sa'ad, Bendaise Moulay Abdelkrim, Ejjenne Omar, Karkab Bouazza, Belegrouh Omar, Laassel Ahmed, Alaoui Kacimi Moulay Abdellah, Sha'i Idrissi Hassane, Oulamine Oulabehn, Raïs Moha, Oulamine Mohammed, Zouine Moulay Lahbib, Belhaj Mouloud, Ta'oubi Abdelhaalek, Hamid Moulay Sediq, Ismayli Mohamed, Grana Abdallah, El Rhaïb Mohammed, Lfal Mohammed, Moha N'jjar, Khdiri Abdellah, Bessla Ma'ati, Benaboud M'Hammed, Da'noumi Mohamed, Bouanane M'Barek, Hasni Moha, Boutarf Jilali, Semlali Abdallah, M'Sidi Mohamed, El Kebche Mohammed, Darda'k Mohammed, Najmi Sayah, El Abhoubi Mohammed, Khayat ben Daoud, Lakhrara el Ma'ati, Aijji Assou, Ghennam Ahmed, Iguesse Moha, Samid Moha, Na'naa Moha, Gadi Hassaïn ou Addi, El Fadil Habibi, Gastoune Ouzzine, Benjamaï Lhoussaïne, El Amine Jilali, Barad Mohammed, Aï Nassar Mohammed, Benyahia Driss, Segraoui M'Barek, Bounar Boujema, Addichane Moha ou Lahcen, Azzouï el Houssaïne, Ahmed Mohamed el Aarbi Ezzoukati, Abba Moha, Ar'ali Mohammed, El Mendour Hammou, Ajgoune Saïd, Jabbour Moha N'Brahim, Khalida Moulay Abdeslam, Boufrou Omar, La'bar Louchoucine, Kifaoui Ali, Jaâ Brahim, Hazzaf Aïal, Houti Jilali, El Jamal, Jelloul, Oukassou Bouchame, Me'mouche Hammou, Ouguelir M'hammed, Tahir Driss, Inzil Belayd, Nissi Mimoun, Kissani Lhaj, Vah'rab Youssef, Ismaïli Lahcen, Tahiri Abderrahmane, Mennani Brahim, Akram el Khadir, Zouitine M'Barek, Cherkaoui Ma'ati, Leguati Bennacer, Benbadi Essital, Adad Mohamed Oulaïd, Arhouch Ad Ouras Mohamed, Bouhanidi Moulay Alallah et Aelchri Ali Assou.

Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Jaddy Larbi, Marhfoul Abdelkader, Ouachi Moha, Ben Hella Halla, Ouahoud Ahmed, Khajoui Hamaoui, Benabbou M'Hammed, Mahi Mohamed, Erroguï M'Hammed, Ar'ala Mohammed, Hazmoune Moulay Ali, Lamghari Jamal Moulay Driss, Boudarkaoui Moulay Driss, El Moulhima Mohamed, Toufiki Ahmed, Aïfi Bouazza, Bourhil Saïd, Maïzi M'Hammed, Bouachour Tahar, Boutablil Lahcen, Amardouch Benaïssa, Bakhadda Mohammed, Sadqi Mouloud, Hallali Bouazza, Erraziki Khalifa, Ould Izza Mohammed, Noubli Abdelkader, Ayoubi Abdallah, El Badraoui M'Hammed, Mounsef Mohamed, Bouchla Bousselem, Rachid Mohamed, Daoui Abderrahmane, Saïssi Tahar, Akhlij Mohammed, Aï Ouhna el Arbi, Zeroual Abdellah, El-Taqi Mohamed, El Mardi Lahcen, Boubila Bellaheïn, El Houjjaji M'Hammed, Benziane Laâdlaoui, Oufqir Mohammed, El Mourouï Omar, Mohamed Ahmed el Mesbahi, Messaoudi Ahmed, Wadli Ahmed, M'Hammedi Alaoui Mustapha, El Morzbani Abdellah, Lah'ouf Ahmed, Ahmed Abdelkader Akalaï, Hajji Sellam, El Hajjam Sellam, Yettefi Messaoud ben Mohamed, Barhejjij Hamou, Zouhaïr Ta'ab M'hammed, Ourara Boubali, Aboulhonda Abdeljabar, Hirt Addi ou Hs'aïn, Ismgh Abdelkader, Asri Hammadi, Idrissi M'Hammed, Kherkhou Hammou, Sabre Moha, Aï Ider Lahcen, Feznaoui Moha, Boutaleb Lakhdar, Koubii Mohamed, Hamidi Moulay Chérif, El Fel'ous Lamie' Ali, Sakine Saïd, Yassine Mohammed, Kissamou Ahmed, Kabbaj Ta'ab, Ouzzahom Mohamed, Benaïssa Mohamed Senhaji, Hemicha Hammou, Zentar A'i, Wagnis Ahmed, Hassiane M'Barek, Boulaïssas Ahmed, Bouaïtou Ali, Mahamoutouil Lahcen, Melbona Mohamed, Menous Mohammed, Touile Saïd, Hamlili Hadi, El Asri Abdelkader, Ouhajji Benaïssa, Saïdi Abdelrhani, Chani Halima, Diouri Hassane Mohamed, Siad Moulay Salah, Oumama Abderrahman, Kinani Bouazza, Kafat Lakkir, Ghatou Ahmed, El Gartili Hemida, Arbioui Lhoussaïne, Sabri Abdal'ah, Khrouch Moulay Lahbib, Yassine Mimoun, Ez-Zidani Mohammed, El Kouhen Benaïssa, Harram Hadda, Benabdillah Hachim, Tazi Abdelouahab, Rami Mohammed, El Maïroufi Mohammed, Fricuich Feltouma, Boufala Mustapha, Handor Moha, Labdag Larbi, Chaïli Bouzekri, Achaari Jilali, Amzil Belaïd, Bouta Bouzekri, Bouta Mohamed, Baïlal Ahmed, Ezzaz el Fetlani, El Mansouri Lhoussaïne, Aghabboun Hattani, Salhaoui Larbi, Najmi Abdelaziz, Jamil Mohamed, Ougaddoun Abdellah, Ezzaher Mohammed, Iguerre Hourri, M'ri Tayeb, Benrani Abdelhadi, Aboufarrass el Alaoui Moulay Abdellah, Akhyar Ghomari Ahmed, El Kha'ki Omar, Bedallaoui Idrissi Mohammed, Zeroual Youssef, Zahralboustane Jilali, Benmoussa Larbi, Bri'cha Ahmed, Sadek Ahmed, Jaïdi Mohammed, Kaounou Abdellah, Jbari Abdellah, Jabir Mohammed, El Gamah Abdeslam, Boukili Ahmed,

Benmansour Abderrahmane, Es-Saâd el Arbi, Abourida Jâfar, Larbi ben Ajiba, Sabgui Mohammed, Lasri Abdeslam ben Driss, Abdellaoui Mohammed, Bekab Ahmed, Mouchtarai Tahar, Zendag Ali, Belbaz Lahcen, Touijer Abdelkader, Bokhamy Driss, El Quaddioui el Idrissi Moulay Lahcen, El Haïlem Abdelaziz, Markhi Mohamed, Assalami Mohamed, Mounji Belkheir, Siraj M'Barek, Ettalbi Ali, Benzili Lhachemi, Kaïb Mohamed, Khaoulani Idrissi Ahmed, Guelira Abderrazak, Lakrari Mohammed, Zamoumi Sidi Ahmed, Hidare Brahim, Essafi Mohamed et Akkale Mohammed ;

Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Louerdi Mohamed, Reda Brahim, Mohamed Ahmed, Mekki Serghini, Belhaj Lhassan, Ghorfi Mohammed, Leïkou Barka, Mimouni Mohamed, Serhane Abderrahmane, El Aïze Mohammed, Sebati Brahim, Bouanani Mohammed, Zahri Abdesslem, El Khanchaf Abdelkader, Moket Driss, Ou'd El-Hkim Abdelkader, Boukama Belkacem, Iguid Hamou, Abgu'gui Mohammed, Soulah Mohamed, Tahri Larbi, El Anssi Abdel'aziz, Haïtamy Mohamed, Mac'ichi Mohamed, Aboufarrass Lhassane, Nazih Mohammed, Aneflousse el Zou'esi, Loumane Mohamed, Abouchaïb Abdesslem, Bousghir Mohamed, Oumalek Mohamed, El mabek Mohamed, El Hajji M'Hammed, Amichij Si Abdesslem, El Boukari Aïal, Enef'ia Driss, Chigr'ouahem, Ahmed Viheli el Noualag, Ka'chi Mohamed, Larhissi Saïd, Nassoh Abdelnbi, Torres Mohammed Hach Mohammed, Chaouki Bouchaïb Lotfi Mohamed, Gh'oueddine Lhoussaïne, Kheir-A'ah Ahmed et Baba Mohammed ;

Du 1^{er} février 1967 : MM. Lejouad Mouloud, Taïdi Brahim, Lakhdar Lahcen, Boukhuil Mohammed et Kandari Mo'tapha ;

Du 1^{er} mars 1967 : MM. Mahmoudi Abdelkader et Marrhiche Lahbib ;

Sais'acienneté : MM. Ramsis Salah, Oukkada Mohammed, El Gazi el Ghazi et La'anaya, Mohammed ;

4^e *chehlan*, avec ancienneté :

Du 1^{er} mai 1965 : MM. Fettah Allah Mohamed, Sadday Mohamed Hajji Arab et Oulouk Boubaker ;

Du 1^{er} juin 1965 : MM. Ghaouli M'Hammed, Kadira Moha, Ech-Chaïdi el Mehdi, Bouyzaouène Ali, Emtil Mohammed et Bouavach Vestafa ;

Du 1^{er} août 1965 : MM. M'Sellaf Brik, El Ouarate Hammou, Ag'ouch Smat', Sebhaoui Falah, El Mansouri Mohammed, Aï Nacer ou Hammou Mohamed, Mazrioui Abdallah, Benyakhlef Mohammed, Benaïda Mohammed et Hajjioui Abdellah ;

Du 1^{er} octobre 1965 : MM. Ouakka Kassou, Bourimane Abdeslam, Zenali Amar, Bemouzekri el Hassan, Kabbaj Hammad, Mimoune Jouanin, Moulouki Mohamed, Ghazal el Mostafa, Ch'afik Mohamed, Moujda Mohamed, Bouchouïha Saïd, Tawdi Mohammed, Karaouan Ahmed, Mahri Ahmed, Goufal Mohamed et Jabbour Mough ;

Du 1^{er} décembre 1965 : MM. Grich Ahmed, Bahmida Ahmed, Benara Brahim, El Ouirany Mohamed, Bahi Salah, Hajjal Mohammed, Bakkali Mohamed Hadj Abdeslam, Benaïssi Jilali, Quasmi Faraji, El Mloussi Abdeslam, Chriqui Lahcen, Dihazi Brahim, Samby Mohammed, Farhat Mohammed, Rharril Mohammed et Tajabrite Lahcen ;

Du 1^{er} janvier 1966 : MM. Belamfadel Alaoui Saddik et El Khomsi M'Barek Sellam ;

Du 1^{er} février 1966 : MM. Bendaghou M'Barek, Ezzine Larbi, Fiqhi Ahmed, Belfariya Abdellah, Asmane Mustapha et Raefat Abdelkébir ;

Du 1^{er} mars 1966 : MM. Rfaïf Bouazza, Machaoume M'Hammed et El Fenne Benaïssa ;

Du 1^{er} avril 1966 : MM. Rahaï Mohamed, Tamsamani Mohamed, Lachheb Abdelkader, Jaïri Mohammed, Dahbou Jilali, Aï Fdil Abdelal, Fachi Hajjaj, Lamgharni Bénéachir, El Khamlichi Abdeslam, Farhatine el Hadj Abderrahmane, Zobeir Abdelouahhab, Zahidi Mohammed, Chaou Lahcen, Miffah el Kébir et Aboudihaj Salah ;

Du 1^{er} juin 1966 : MM. Faouzi Lahcen, Benlouafi el Amine, Jaï Ali, Oussekkour Ali, Rouïyes Driss, Mohamed Seghir el Hadj Ahmed el Bou, Fahd Allal el Mohamed ben Sidi Aya ;

Du 1^{er} août 1966 : MM. El Ali Mohammed, Alaoui Mohamed, Ouhdane Moha, Songdali Mohammed, Sh'ak'i Mohammed, Alaoui M'Hammedi Mohammed, Zaïri Mohammed, Fadli Mohammed, Dafani Abdallah, Cufir Abdeslam, Hazim Ahmed, Mislah Mohammed, Kotbi Brahim, El Kandili Ahmed et Nour el Yakine el Houssine ;

Du 1^{er} février 1967 : MM. Aïtar el Hachemi, Benchekroun Abdessellem, Benyaya Mohammed, El Bikri Moulay Abdellah et Raji Abdesselam ;

Du 1^{er} mars 1967 : M. Sbili Mustapha ;

3^e échelon, avec ancienneté :

Du 1^{er} juin 1965 : MM. Nacheffe Driss, Leuznig Lahcen, Benaïssa el Hattas, Beihaj Mohamed el Trodo Mahjoub ;

Du 1^{er} août 1965 : M. Ineflass Brahim ;

Du 1^{er} octobre 1965 : MM. Chafai Taleb, El Fazziki Lahcen, Bichlich Khadija, Najah Najah Amrhar, Mati Hazim et Lachgar Lahcen ;

Du 1^{er} février 1966 : M. Mchaouah Benkirane Hadi ;

Du 1^{er} juin 1966 : MM. Daoudi Ali, Jabali Mokhtar, Lahcen ben Abderrahman et Nawaoui Lahcen ;

Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Nigra Aï, Bouyghездane Aoba et Bouzid Mohammed ;

Du 1^{er} octobre 1966 : MM. Zekrioui Driss et Charfi Abdesselam ;

Du 1^{er} janvier 1967 : MM. Hassani Salem, Mashah Ali Hammoudane et Zagouri Makhloof ;

Du 1^{er} février 1967 : MM. Majid Tahar, Taouira Khalifa, Achmakh M. Mohammed, Oubou Lahcen Moha, Meslou Kassou, Marjane el Berek et Zouira Mohammed ;

Sans ancienneté : M. Mohammed Benslama ;

2^e échelon, avec ancienneté :

Du 1^{er} mai 1966 : M. Houssa Ouedda ;

Du 1^{er} juin 1966 : MM. Bouregba Abderrahman et Aqilan Lahcen ;

Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Saïda Mustapha, Hajjaji Larar, Abderrahman el Kebhaj, El Manjra Fedel, Maâroufi M'Hammed, Missouri Idrissi Houssine, Lelidli Mohammed et Kardali M Berek ;

Du 1^{er} novembre 1966 : MM. Loukili Ahmed et Deingha Mohammed ;

Du 1^{er} décembre 1966 : M. Boulaiz Mokhtar ;

Du 1^{er} mars 1967 : MM. Ouardi Mohamed, Bechafia Driss, Sadak Hadi, Kacem Ezidi, Haouat Abdesselam et Wazzani Hatlab ;

1^{er} échelon, avec ancienneté :

Du 1^{er} mai 1966 : MM. Naji Mohammed, Labsir Miloudi, Assaoui Abdelkader, Selhaoui Benaïssa, Benchacha Ahmed et El Bakkal Ahmed ;

Du 1^{er} juin 1966 : M. Mohammed Bendaoud ;

Du 1^{er} juillet 1966 : MM. El Hossain M'Hammed, Laksimi Mohamed, Benkorchi Mohamed et El Kabbiti Ahmed ;

Du 1^{er} août 1966 : M. Azizi Mohammed ;

Du 1^{er} septembre 1966 : M. Benbrik Abdennebi ;

Du 1^{er} octobre 1966 : M. Rifaï Sidi Mostapha ;

Du 1^{er} novembre 1966 : MM. El Alami Abdelkader, Qobaâ Abdelmalek, Mekki Falsy, Abdelkrim el Ghazouani, Bouhouayli Abdallah, El Azizi Mohammed, Rouifi Mohamed, Mohamed Maïs, Chafik Mohamed, Ahmed Azraoui, Ahmed Zou-Hidi, Mohammed Ezzahri, Zouine el Hajji, Sidati Essadek et Bikir Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Fadil Bouzhta, Ali Salem Boussoïa Laâmiri Ali, Akacous Mohamed, Lahcen Benkali, Mesfioui Mohammed et Haouache Abdelaziz ;

Du 1^{er} janvier 1967 : M. Miloud Benkassen ;

Du 1^{er} février 1967 : MM. Berri Hammadi, Kandoussi Ahmed, Jamaï el Kébir, Mustapha Aouami, Dahar Lahcen, Brahim Sayad, Aoune Mohammed, El Kortobi el Miloudi, Benich Abdesselam, El Khezzani Mohammed, Ahmed Tigea, Azzouz Ahmed ;

Du 1^{er} mars 1967 : MM. Thami Benmani et Moha Meskine.

(Arrêtés des 6, 30 mars, 3, 6, 30 avril, 4 septembre, 28 octobre 1968, 27, 30 janvier et 15 avril 1969.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Sont nommés :

Gouverneur de la préfecture de Casablanca du 20 juillet 1967 : le colonel Bouhimez Bouazza. (Décret royal n° 539-67 du 12 rebia II 1387/20 juillet 1967) ;

Caïd à Tafraout (province d'Agadir) du 9 février 1967 : M. El Mounani el Mokhtar. (Décret royal n° 109-67 du 11 chaabane 1387/14 novembre 1967) ;

Caïd des Zerrat-Sud, Chemaïa (province de Safi) du 23 février 1967 : M. Mouhsine Lhyani Mohammed. (Décret royal n° 117-67 du 11 chaabane 1387/14 novembre 1967) ;

Caïd détaché au secrétariat général de la province de Fès du 10 mars 1967 : M. Guezzar Abdennebi. (Décret royal n° 182-67 du 11 chaabane 1387/14 novembre 1967) ;

Khalifa du caïd de Skoura (province d'Ouarzazate) 10^e catégorie du 1^{er} juillet 1968 : M. Boukhaddaoui Salah ;

Khalifa du caïd de Kceïbya, Dar-Bel-Amri (province de Kenitra) 10^e catégorie du 26 juillet 1968 : M. Benseghir Abdelmajid ;

Khalifa du caïd des Oulad-Bhar-Srhar (province de Khourïdga) 10^e catégorie du 31 juillet 1968 : M. Nouri Mohamed ;

Khalifa du caïd des Beni-Jerfel, Smala (province de Tétouan) 10^e catégorie du 5 décembre 1968 : M. Sbaï Kassem ;

Khalifa du caïd des Ouamra et Rissana, cercle de Ksar-el-Kebir (province de Tétouan) 10^e catégorie du 12 décembre 1968 : M. M'Hammedi Mehdi ;

Khalifa du caïd de Bouskoura (province de Seltat) 10^e catégorie du 31 décembre 1968 : M. Dchy Mohamed ;

Khalifa du caïd des M'Zab, cercle de Benahmed (province de Seltat) 10^e catégorie du 31 décembre 1968 : M. Alami Hassani Abdelhaï ;

Sont déchargés de leurs fonctions :

Du 20 juillet 1967 : M. Abdesselam Sefrioui, gouverneur de la préfecture de Casablanca. (Décret royal n° 538-67 du 26 ramadan 1388/17 décembre 1968) ;

Du 29 novembre 1968 : M. Moussaoui Ahmed, khalifa du caïd de Biougra (province d'Agadir) ;

Du 1^{er} janvier 1969 : M. El Arabi ould Zergane, khalifa du caïd de Bouskoura (province de Seltat) ;

Du 8 janvier 1969 : M. Skalli Mohammed, khalifa du caïd de Cheraga (province de Fès) ;

Du 1^{er} mars 1969 : M. El Fathi Benkirane Taïeb, khalifa du caïd d'El Fnideq (province de Tétouan).

(Arrêtés des 24, 27 mars, 5, 21 septembre, 4 novembre 1968, 21 janvier, 17 février 8 et 23 avril 1969.)

AVIS ET COMMUNICATIONS

Indice du coût de la vie à Casablanca (111 articles) (mois d'août 1969).

Au mois d'août 1969 le niveau atteint par l'indice du coût de la vie à Casablanca (111 articles) est de : 130,1.

Le pourcentage de variation par rapport au niveau de référence (103,2 en décembre 1969) est de : + 26,1.

Le nombre des articles (exception faite des légumes et fruits frais) dont les prix ont augmenté d'au moins 5 % par rapport à décembre 1969 est de : 66.

Le nombre des articles (exception faite des légumes et fruits frais) dont les prix ont augmenté d'au moins 5 % par rapport à décembre 1969 est de : 49.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIVISION DES IMPÔTS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 28 AOÛT 1969. — *Réserve d'investissements* : Meknès-Médina, émission n° 2 de 1966, émission n° 2 de 1967 et émission n° 2 de 1968.

LE 30 AOÛT 1969. — *Impôt sur les bénéficiaires professionnels* : Fès-Ville nouvelle, émissions n°s 14 et 15 de 1969 ; Meknès-Batha, émission n° 29 de 1969 ; Meknès-Médina, émission n° 12 de 1969 ; Meknès-Riad, émission n° 1 de 1968 ; Khenifra, émission n° 3 de 1966 et émission n° 2 de 1969 ; Kenitra-Ville nouvelle, émission n° 1 de 1969 ; Rabat-Nord, émission n° 37 de 1966, émission n° 36 de 1967, émission n° 35 de 1968 et émissions n°s 33 et 34 de 1969 ; Rabat-Sud, émissions n°s 46 et 47 de 1969 ; Rabat-Oudānas, émission n° 4 de 1969 ; Casablanca—Sidi-Belyout, émissions n°s 151 et 152 de 1969 ; Casablanca—Roches-Noires, émissions n°s 111 et 112 de 1969 ; Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émission n° 298 de 1968 et émission n° 301 de 1969 ; Casablanca—Bab-Marrakech, émission n° 114 de 1966, émission n° 115 de 1967, émission n° 116 de 1968 et émissions n°s 117 et 118 de 1969 ; Casablanca—El-Fida, émissions n°s 205 et 204 de 1969 ; Casablanca—Derb-Sidna, émissions n°s 212, 213, 311 et 312 de 1969 ; Casablanca—Maârif, émission n° 44 de 1965, émission n° 45 de 1966, émissions n°s 46 et 49 de 1967, émissions n°s 47 et 50 de 1968 et émissions n°s 48, 51 et 52 de 1969 ; Casablanca-Bourgogne, émissions n°s 34 et 35 de 1967, émissions n°s 36, 37 et 38 de 1968 et émissions n°s 39, 40, 41, 42, 43 et 44 de 1969 ; Casablanca—Sidi-Ohmane, émission n° 301 de 1967, émissions n°s 302 et 305 de 1968 et émissions n°s 303 et 304 de 1969 ; Oued-Zem, émission n° 8 de 1969 ; Khouribga, émission n° 8 de 1969 ; Beni-Mellal—Ancienne médina, émission n° 5 de 1969 ; El-Jadida—Plateau, émission n° 14 de 1968 et émission n° 15 de 1969 ; Safi-Port, émission n° 9 de 1969 ; Marrakech-Guéliz, émission n° 27 de 1969 ; Marrakech—Bab-Doukkala, émission n° 2 de 1969 ; Demnate, émission n° 1 de 1967 ; Quarzazate, émission n° 1 de 1968 et émission n° 2 de 1969 ; Tétouan-Sud, émission n° 1 de 1969 ; Tanger-Médina, émissions n°s 27 et 28 de 1969.

LE 5 SEPTEMBRE 1969. — *Taxe urbaine* : Casablanca—Sidi-Belyout, émission n° 2 de 1969.

LE 5 SEPTEMBRE 1969. — *Impôt sur les bénéficiaires professionnels* : Had-Kourt, émission n° 9 de 1966 ; Casablanca—Sidi-Belyout, émission n° 22 de 1964, émission n° 14 de 1966 et émission n° 8 bis

de 1967 ; Casablanca—Places-des-Nations-Unies, émissions n°s 19 et 20 de 1964 et émission n° 15 de 1966 ; Casablanca—Derb-Sidna, émission n° 17 de 1964, émission n° 10 de 1966 et émission n° 8 de 1967 ; Casablanca—El-Fida, émission n° 10 de 1966 ; Casablanca—Maârif, émissions n°s 8 et 8 bis de 1967 ; Casablanca-Bourgogne, émission n° 8 bis de 1967 ; Oued-Zem, émission n° 8 de 1967 ; El-Jadida—Plateau, émission n° 11 de 1966 ; Safi-Port, émission n° 8 bis de 1967 ; Essaouira, émissions n°s 7 et 8 de 1967 ; Marrakech-Guéliz, émission n° 7 de 1967 ; Benguerir, émission n° 7 de 1967 ; Tanger-Médina, émission n° 7 de 1967 ; Chaouën, émission n° 7 de 1967.

LE 5 SEPTEMBRE 1969. — *Prélèvement sur les traitements et salaires* : Oujda-Nord, émission n° 5 de 1966 ; Khenifra, émission n° 2 de 1966 et émission n° 2 de 1967 ; Had-Kourt, émission n° 1 de 1968 ; Rabat-Sud, émission n° 9 de 1966 ; Salé, émission n° 4 de 1966 ; Casablanca—Sidi-Belyout, émission n° 12 de 1965 et émission n° 8 de 1966 ; Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 9 et 12 de 1965 et émission n° 11 de 1966 ; Casablanca—Bab-Marrakech, émission n° 9 de 1966 ; Casablanca—Cité-Mohammedia, émission n° 7 de 1966 et émission n° 8 de 1967 ; Larache, émission n° 4 de 1966 et émission n° 4 de 1967.

LE 5 SEPTEMBRE 1969. — *Réserve d'investissements* : Oujda-Nord, Oujda-Sud et Berkane, émission n° 2 de 1968 ; Oujda-Médina, Jerada et Taourirt, émission n° 1 de 1968 ; Kenitra-Ville nouvelle, émission n° 1 de 1966 ; Meknès-Médina, émission n° 1 de 1967, émission n° 3 de 1968 et émission n° 1 de 1969 ; Meknès-Riad, émission n° 3 de 1968 et émission n° 1 de 1969 ; Khenifra, émission n° 1 de 1969 ; Midelt, émission n° 1 de 1965, émission n° 1 de 1966, émission n° 2 de 1967, émission n° 2 de 1968 et émission n° 1 de 1969 ; Ksar-es-Souk, émission n° 2 de 1968 et émission n° 1 de 1969 ; Casablanca—Sidi-Belyout, émission n° 4 de 1965, émission n° 3 de 1966, émission n° 3 de 1967 et émissions n°s 2 et 3 de 1968 ; Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 3 et 4 de 1965, émissions n°s 3 et 5 de 1966, émissions n°s 2, 3 et 5 de 1967 et émission n° 3 de 1968 ; Casablanca—Bab-Marrakech, émission n° 3 de 1968 et émission n° 1 de 1969 ; Casablanca—El-Fida, émission n° 4 de 1968 ; Casablanca—Maârif, émission n° 2 de 1965, émission n° 4 de 1966, émission n° 2 de 1968 et émission n° 1 de 1969 ; Casablanca-Bourgogne, émission n° 2 de 1968 ; Mohammedia, émission n° 3 de 1966 ; Tanger-Médina, émission n° 2 de 1966, émission n° 2 de 1967 et émission n° 3 de 1968 ; Tanger, émission n° 2 de 1966 et émission n° 2 de 1967.

LE 5 SEPTEMBRE 1969. — *Fonds national d'investissements* : Casablanca—Sidi-Belyout, émission n° 22 de 1964 ; Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 19 et 20 de 1964 ; Casablanca—Derb-Sidna, émission n° 17 de 1964.

Le directeur adjoint,
chef de la division des impôts,
ABDELKADER KADIRI.